# PARLEMENT BRUXELLOIS

# RAPPORT ANNUEL 2015-2016

Le rapport couvre les activités d'octobre 2015 à octobre 2016

Editeur responsable : Charles Picqué, Président, 1005 Bruxelles
Dépôt Légal : D/2017/5.977/01
Photos : Marcel Vanhulst & Laurent Lefèvre

# TABLE DES MATIÈRES

**LE MOT DU PRÉSIDENT** 3
**LE MOT DU PREMIER VICE-PRÉSIDENT** 5

**L'ASSEMBLÉE** 7
A. Sa composition **7**
B. Ses structures internes **13**
C. Ses commissions **16**
D. Ses groupes politiques **19**

**LE GOUVERNEMENT** 21
A. Le Gouvernement régional **21**
B. Le Collège réuni **23**

**LE TRAVAIL LÉGISLATIF AU COURS DE LA SESSION** 25
A. Les débats en séances plénières **25**
B. Les temps forts en commissions **29**
C. Les débats en commissions **41**
D. Les statistiques des séances plénières et des réunions de commissions **46**
E. Les statistiques des débats, interpellations, questions orales et questions d'actualité **47**
F. Les textes déposés et imprimés **48**
G. Les textes adoptés **49**
H. Les textes rejetés **71**
I. Le budget voté au Parlement **72**

**LE PARLEMENT COMMUNIQUE** 75
A. Via le site parlement.brussels **75**
B. Via *F*acebook, Twitter, Instagram, Linkedin **75**

**LE PARLEMENT ACCUEILLE, INFORME ET ORGANISE** 77
A. Les visites guidées **78**
B. Le jeu de rôle "Democracity" **80**
C. Les publications **81**
D. Les colloques et conférences organisés par le Parlement ou en collaboration avec d'autres organisations **82**
E. Les événements organisés par le Parlement ou en collaboration avec d'autres organisations **86**
F. Les occupations de salles **89**

**LE PARLEMENT SUR LA SCÈNE NATIONALE & INTERNATIONALE** 95
A. L'accueil de personnalités et de délégations **95**
B. Les déplacements **97**

**LE PERSONNEL** (voir annexes) **101**

**LE PARLEMENT GESTIONNAIRE DE SON BÂTIMENT** 103
A. La performance énergétique **103**
B. Les travaux d'entretien **106**
C. Les mesures de bonne gestion environnementale **109**

**LA COMMISSION DE CONTRÔLE BRUXELLOISE** 110

**ANNEXES** 112

# LE MOT DU PRÉSIDENT

Si le rapport annuel reste un passage obligé pour les institutions publiques comme pour les entreprises, c'est qu'il permet d'embrasser en un regard l'ensemble du travail d'une année. A l'heure où l'anecdote triomphe et où les débats de fond semblent difficiles à mener sur la scène médiatique, les institutions démocratiques telles que le Parlement bruxellois doivent faire un effort particulier pour faire connaitre leur travail. Désormais présent sur Facebook et Twitter, le Parlement bruxellois poursuit sa mue pour augmenter sa visibilité et faire connaitre aux Bruxellois les débats qui concernent leur quotidien et leur avenir. Du terrorisme aux questions de mobilité, la rue du Lombard a été la caisse de résonnance des débats qui ont animé l'opinion publique. Ce n'est pas un hasard et c'est un souhait que je partage avec les autres membres du Bureau : ancrer le Parlement au cœur des préoccupations et des attentes de la population.

Ce travail s'accompagne également d'une réflexion et d'une réforme qui concerne les modes de participation citoyenne à notre démocratie. Le Parlement, dans un large vote réunissant la majorité et les deux grands partis de l'opposition, a réformé le droit de pétition pour le rendre plus efficace et visible afin que des questions et des sujets intéressants la société civile, et qui s'arrêtaient au seuil des institutions, puissent désormais être examinés, débattus et qu'il puisse y être répondu. Un portail spécifique est en cours d'élaboration afin de faciliter cette démarche.

L'année 2016 a également été consacrée à la refonte complète du règlement du Parlement réalisé en collaboration étroite avec les deux assemblées communautaires. Ce travail réunissant majorité et opposition était indispensable pour dynamiser les débats dans la mesure où la grande majorité des dispositions du règlement datait de 1989.

Mais le Parlement n'a pas attendu ces réformes pour prendre à bras-le-corps une problématique qui avait cristallisé nombre de critiques à l'issue du dernier scrutin régional, à savoir le vote électronique. Après débat et de nombreuses auditions, le Parlement a adopté une ordonnance, dans ce cas également grâce à une majorité élargie, en faveur du vote électronique assorti de la délivrance d'un ticket papier. Ce dernier permettant à l'électeur de contrôler son vote et un recomptage éventuel.

On le voit, le Parlement, outre son rôle traditionnel d'élaboration de la législation et de contrôle du Gouvernement, a fait sien l'enjeu du futur de notre démocratie et poursuivra dans cette voie.

**Charles PICQUÉ**

**Président**

# LE MOT DU PREMIER VICE-PRÉSIDENT

***Une année gravée à jamais dans nos mémoires***

Ce fut une année tragique pour tous les Bruxellois. Nous n'oublierons jamais les attentats du 22 mars. Surtout ceux d'entre nous qui ont vécu de près ou de loin ces moments effroyables.

Mais Bruxelles et la Belgique ne se sont pas laissé abattre. Après le deuil, notre ville s'est relevée, encore plus forte et disposée à souder tous les Bruxellois après ces épreuves.

La terreur et la division n'ont pas pris pied, car l'amour et l'union sont nettement plus forts. Les Bruxellois ont montré au monde entier combien ces valeurs sont importantes pour eux. Ces valeurs qui s'observent partout à Bruxelles, dans sa dynamique, dans son multiculturalisme. J'ai une admiration sans borne pour tous ces Bruxellois qui ont joué un rôle important après les attentats. Je tiens à les remercier tous, de tout mon cœur. Grâce à eux, la haine et la division n'ont eu aucune chance. Je souhaite également remercier les policiers, les militaires, les pompiers et les équipes médicales pour le professionnalisme dont ils ont fait preuve lors de cette tragédie.

***Un Parlement encore plus proche des gens***

Cette année, il y a également eu un certain nombre de belles initiatives pour les citoyens. Débats, colloques, rencontres et expositions leur ont en effet permis de faire plus ample connaissance avec ce bâtiment et son fonctionnement.

En tant que premier vice-président de ce Parlement, c'est pour moi un plaisir d'entrer le matin en même temps que des écoliers. Car cette année encore, de nombreux écoliers ont visité le Parlement. Dans l'hémicycle, ils se révèlent des députés à part entière. C'est pour moi une joie réelle de rencontrer tous ces gens, jeunes et moins jeunes, au sein de ce bâtiment, au sein de leur Parlement.

C'est pourquoi j'invite tous les Bruxellois à utiliser ce Parlement; ce Parlement qui a pour seule et unique fonction de les représenter. Le rôle du Parlement est essentiel au bon fonctionnement de la démocratie. Je veux que tous les citoyens en prennent conscience. Ce n'est pas pour rien que la séance plénière et les commissions sont publiques. Toute personne qui le souhaite peut assister aux débats qui s'y tiennent.

***Et pour les trois prochaines années...***

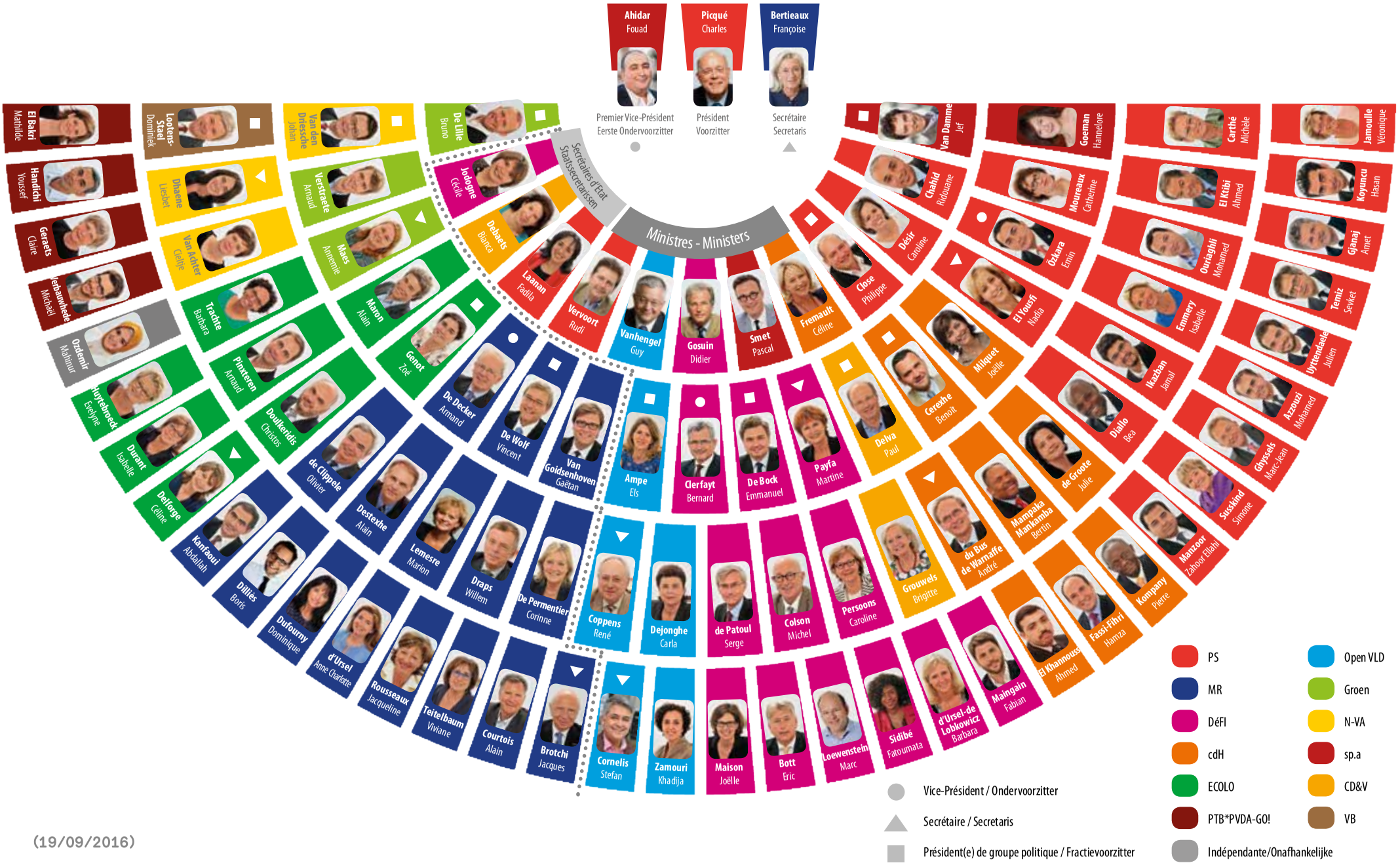
Nous sommes à peine à mi-législature. Pendant les trois prochaines années, je continuerai de me battre pour les mêmes principes et valeurs, à savoir: rapprocher le citoyen du politique, être à l'écoute des gens et représenter de mon mieux ce Parlement dans le reste du pays et à l'étranger. C'est avec fierté, conviction et enthousiasme que je remplis mon rôle de premier vice-président. Un rôle qui consiste surtout à vous représenter.

**Fouad AHIDAR**

**Premier Vice-Président**

# PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
# ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE

# BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT
# VERENIGDE VERGADERING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE




(19/09/2016)

# L'ASSEMBLÉE

## A. SA COMPOSITION

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale est composé de 89 députés, dont 72 francophones et 17 néerlandophones. Les dernières élections régionales ont eu lieu le 25 mai 2014.

### 1. Répartition des sièges

Lors de la session parlementaire 2014-2015, le Parlement bruxellois était composé comme suit :

| Groupes politiques | Sièges francophones | Groupes politiques | Sièges néerlandophones |
|---|---|---|---|
| PS | 22 | Open VLD | 5 |
| MR | 17 | Groen | 3 |
| DéFI | 12 | sp.a (*) | 3 |
| cdH (*) | 8 | N-VA | 3 |
| Ecolo | 8 | CD&V | 2 |
| PTB*PVDA-GO! | 4 | Vlaams Belang | 1 |
| Indépendants | 1 | | |
| **Total** | **72** | | **17** |

*(*) Le 11 avril 2016, Mme Joëlle Milquet a remplacé M. Hervé Doyen au sein du groupe cdH. Ce changement a été acté par la séance plénière du vendredi 15 avril 2016 ;*
*(*) Le 27 mai 2016, Mme Hannelore Goeman a remplacé Mme Elke Roex au sein du groupe sp.a. Ce changement a été acté par la séance plénière de ce même jour ;*

Le ***règlement*** du Parlement bruxellois prévoit que les élus d'une même liste électorale, qui a obtenu 10 % des sièges lors des élections, au sein du groupe linguistique correspondant, peuvent constituer un ***groupe politique reconnu***. Cette reconnaissance permet aux groupes politiques de disposer de locaux et de bénéficier de moyens de fonctionnement.

Les groupes reconnus sont (19.09.2016) : le *PS*, le *MR*, DéFI, le *cdH*, *Ecolo*, l'*Open VLD*, *Groen*, le *sp.a*, la *N-VA*, le *CD&V* et le *Vlaams Belang*.

## 2. Les députés (liste alphabétique au 18/09/2016)

| | | |
|---|---|---|
| 1 | *AHIDAR Fouad (N)* | sp.a |
| 2 | *AMPE Els (N)* | Open Vld |
| 3 | *AZZOUZI Mohamed (F)* | PS |
| 4 | *BERTIEAUX Françoise (F)* | MR |
| 5 | *BOTT Eric (F)* | DéFI |
| 6 | *BROTCHI Jacques (F)* | MR |
| 7 | *CARTHÉ Michèle (F)* | PS |
| 8 | *CEREXHE Benoît (F)* | cdH |
| 9 | *CHAHID Ridouane (F)* | PS |
| 10 | *CLERFAYT Bernard (F)* | DéFI |
| 11 | *CLOSE Philippe (F)* | PS |
| 12 | *COLSON Michel (F)* | DéFI |
| 13 | *COPPENS René (N)* | Open Vld |
| 14 | *CORNELIS Stefan (N)* | Open Vld |
| 15 | *COURTOIS Alain (F)* | MR |
| 16 | *DE BOCK Emmanuel (F)* | DéFI |
| 17 | *de CLIPPELE Olivier (F)* | MR |
| 18 | *DE DECKER Armand (F)* | MR |
| 19 | *de GROOTE Julie (F)* | cdH |
| 20 | *DEJONGHE Carla (N)* | Open Vld |
| 21 | *DELFORGE Céline (F)* | Ecolo |
| 22 | *DE LILLE Bruno (N)* | Groen |
| 23 | *DELVA Paul (N)* | CD&V |
| 24 | *de PATOUL Serge (F)* | DéFI |
| 25 | *DE PERMENTIER Corinne (F)* | MR |
| 26 | *DÉSIR Caroline (F)* | PS |
| 27 | *DESTEXHE Alain (F)* | MR |
| 28 | *DE WOLF Vincent (F)* | MR |
| 29 | *DHAENE Liesbet (N)* | N-VA |
| 30 | *DIALLO Bea (F)* | PS |
| 31 | *DILLIÈS Boris (F)* | MR |
| 32 | *DOULKERIDIS Christos (F)* | Ecolo |
| 33 | *DRAPS Willem (F)* | MR |
| 34 | *du BUS de WARNAFFE André (F)* | cdH |
| 35 | *DUFOURNY Dominique (F)* | MR |
| 36 | *DURANT Isabelle (F)* | Ecolo |
| 37 | *d'URSEL Anne Charlotte (F)* | MR |
| 38 | *d'URSEL-de LOBKOWICZ Barbara (F)* | DéFI |
| 39 | *EL BAKRI Mathilde (F)* | PTB*PVDA-GO ! |
| 40 | *EL KHANNOUSS Ahmed (F)* | cdH |
| 41 | *EL KTIBI Ahmed (F)* | PS |
| 42 | *EL YOUSFI Nadia (F)* | PS |
| 43 | *EMMERY Isabelle (F)* | PS |
| 44 | *FASSI-FIHRI Hamza (F)* | cdH |

| | | |
|---|---|---|
| 45 | *GENOT Zoé (F)* | Ecolo |
| 46 | *GERAETS Claire (F)* | PTB*PVDA-GO ! |
| 47 | *GHYSSELS Marc-Jean (F)* | PS |
| 48 | *GJANAJ Amet (F)* | PS |
| 49 | *GOEMAN Hannelore (N)* | sp.a |
| 50 | *GROUWELS Brigitte (N)* | CD&V |
| 51 | *HANDICHI Youssef (F)* | PTB*PVDA-GO ! |
| 52 | *HUYTEBROECK Evelyne (F)* | Ecolo |
| 53 | *IKAZBAN Jamal (F)* | PS |
| 54 | *JAMOULLE Véronique (F)* | PS |
| 55 | *KANFAOUI Abdallah (F)* | MR |
| 56 | *KOMPANY Pierre (F)* | cdH |
| 57 | *KOYUNCU Hasan (F)* | PS |
| 58 | *LEMESRE Marion (F)* | MR |
| 59 | *LOEWENSTEIN Marc (F)* | DéFI |
| 60 | *LOOTENS-STAEL Dominiek (N)* | Vlaams Belang |
| 61 | *MAES Annemie (N)* | Groen |
| 62 | *MAINGAIN Fabian (F)* | DéFI |
| 63 | *MAISON Joëlle (F)* | DéFI |
| 64 | *MAMPAKA MANKAMBA Bertin (F)* | cdH |
| 65 | *MANZOOR Zahoor Ellahi (F)* | PS |
| 66 | *MARON Alain (F)* | Ecolo |
| 67 | *MILQUET Joëlle (F)* | cdH |
| 68 | *MOUREAUX Catherine (F)* | PS |
| 69 | *OURIAGHLI Mohamed (F)* | PS |
| 70 | *OZDEMIR Mahinur (F)* | Indépendante |
| 71 | *ÖZKARA Emin (F)* | PS |
| 72 | *PAYFA Martine (F)* | DéFI |
| 73 | *PERSOONS Caroline (F)* | DéFI |
| 74 | *PICQUÉ Charles (F)* | PS |
| 75 | *PINXTEREN Arnaud (F)* | Ecolo |
| 76 | *ROUSSEAUX Jacqueline (F)* | MR |
| 77 | *SIDIBÉ Fatoumata (F)* | DéFI |
| 78 | *SUSSKIND Simone (F)* | PS |
| 79 | *TEITELBAUM Viviane (F)* | MR |
| 80 | *TEMIZ Sevket (F)* | PS |
| 81 | *TRACHTE Barbara (F)* | Ecolo |
| 82 | *UYTTENDAELE Julien (F)* | PS |
| 83 | *VAN ACHTER Cieltje (N)* | N-VA |
| 84 | *VAN DAMME Jef (N)* | sp.a |
| 85 | *VAN den DRIESSCHE Johan (N)* | N-VA |
| 86 | *VAN GOIDSENHOVEN Gaëtan (F)* | MR |
| 87 | *VERBAUWHEDE Michaël (F)* | PTB*PVDA-GO ! |
| 88 | *VERSTRAETE Arnaud (N)* | Groen |
| 89 | *ZAMOURI Khadija (N)* | Open Vld |

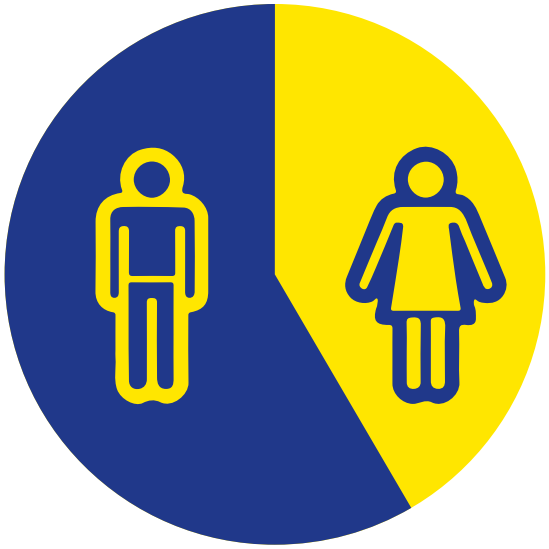
# **PROFIL 2016** (le 1/11/2016)

## • Répartition par genre

53 hommes et 36 femmes

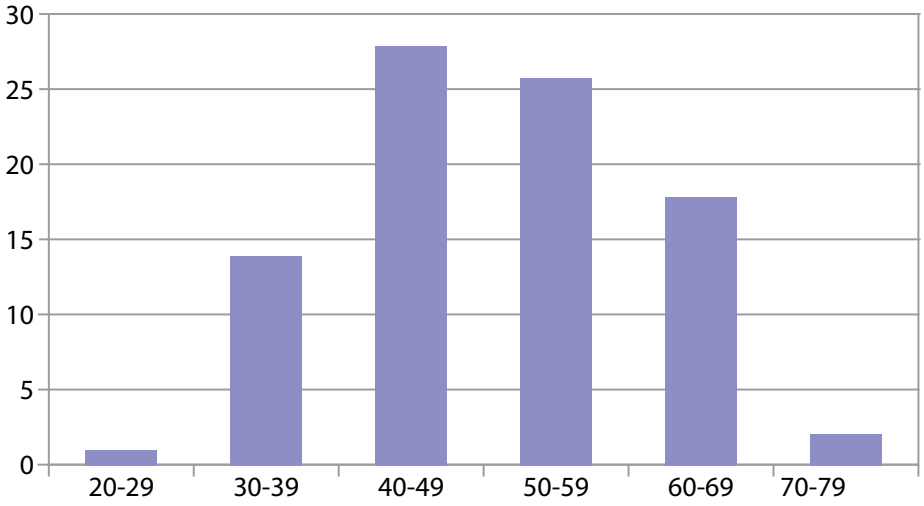
59,55% d'hommes

40,45% de femmes

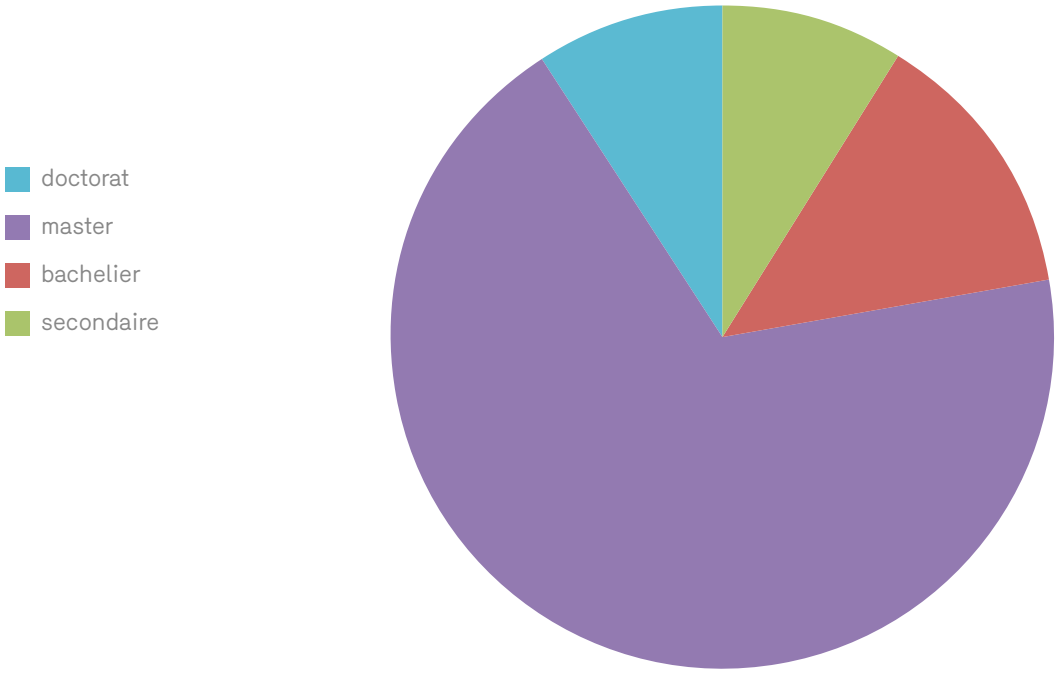


## • Répartition par classe d'âge

(moyenne : 50, 5 ans)



## • Diplôme




— doctorat : 8 = 8,99%

— master/licence : 61 = 68,54%

— bachelier/graduat/candidature : 12 = 13,48%

— sans diplôme de l'enseignement supérieur : 8 = 8,99%

— droit : 25 = 30,86%

— sciences économiques, sciences commerciales, sciences de gestion : 12 = 14,81%

— philosophie et lettres : 9 = 11,11%

— sciences sociales : 7 = 8,64%

— sciences politiques et administration publique : 7 = 8,64%

— enseignement : 6 = 7,41%

— médecine : 6 = 7,41%

— ingénierie = 5 = 6,17%

— autres : 4 = 4,94%

## • Mandats communaux : (le 1/11/2016)

— 7 bourgmestres

— 23 échevins

— 36 conseillers communaux

— 1 président de CPAS

# B. SES STRUCTURES INTERNES

## B.1. Le Bureau et le Bureau élargi

<
*Le Bureau élargi*

Le Bureau est responsable de la gestion quotidienne et de l'organisation des services du Parlement bruxellois. Il est formé selon le système de la représentation proportionnelle des groupes linguistiques et politiques reconnus ; un tiers de ses membres doit appartenir au groupe linguistique néerlandais.

Le Bureau est dit « élargi » lorsqu'il est complété par les présidents des groupes politiques reconnus. Le Bureau élargi prépare les séances du Parlement et de l'Assemblée réunie et en établit l'ordre du jour.

### La composition du Bureau élargi (au 18/09/2016) :

Hommes (9) : **60 %** – Femmes (6) : **40 %**

>
*Le Bureau*

*Sur la photo (de gauche à droite) :*
*Stefan Cornelis (Open VLD), Annemie Maes (Groen), Charles Picqué (PS), Fouad Ahidar (sp.a), Nadia El Yousfi (PS), Armand De Decker (MR), Martine Payfa (DéFI), Jacques Brotchi (MR), René Coppens (Open VLD), Liesbet Dhaene (N-VA), Céline Delforge (Ecolo), Patrick Vanleemputten (Greffier), Bernard Clerfayt (DéFI), Michel Beerlandt (Greffier adjoint), André du Bus de Warnaffe (cdH)*

<
*Une délégation du Bureau élargi en visite au Parlement wallon (voir p. 97)*

# La composition du Bureau élargi

M. Charles Picqué,
président (PS)

M. Fouad Ahidar,
premier vice-président (sp.a)

M. Armand De Decker,
vice-président (MR)

M. Bernard Clerfayt,
vice-président (DéFI)

M. Emin Özkara,
vice-président (PS)

Mme Françoise
Bertieaux,
secrétaire (MR)

M. René
Coppens, secrétaire
(Open VLD)

M. André du Bus
de Warnaffe,
secrétaire (cdH)

Mme Céline
Delforge,
secrétaire (Ecolo)

Mme Nadia
El Yousfi,
secrétaire (PS)

Mme Martine
Payfa,
secrétaire (DéFI)

Mme Annemie Maes,
secrétaire (Groen)

M. Jacques Brotchi,
secrétaire (MR)

Mme Liesbet Dhaene,
secrétaire (N-VA)

M. Stefan Cornelis,
secrétaire
(Open VLD)

M. Patrick Vanleemputten,
Greffier

M. Michel Beerlandt,
Greffier adjoint

## Les présidents des groupes politiques sont :

Hommes (9) : **82 %**
Femmes (2) : **18 %**

M. Philippe Close
(PS)

M. Vincent De Wolf
(MR)

M. Emmanuel
De Bock (DéFI)

M. Benoît Cerexhe
(cdH)

Mme Zoé Genot
(Ecolo)

Mme Els Ampe
(Open VLD)

M. Jef Van Damme
(sp.a)

M. Bruno De Lille
(Groen)

M. Johan Van den
Driessche (N-VA)

M. Paul Delva
(CD&V)

M. Dominiek Lootens-Stael
(Vlaams Belang)

Les groupes de plus de quinze membres comptent un membre supplémentaire au Bureau élargi :

PS :
Mme Caroline Désir

MR :
M. Olivier de Clippele

# C. SES COMMISSIONS

En groupes restreints, des députés bruxellois se réunissent en ***commission*** pour étudier les *projets* et *propositions d'ordonnance*. L'ensemble des discussions et textes proposés est ensuite repris dans un rapport écrit qui est soumis aux 89 députés bruxellois avant l'examen en séance plénière.

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a mis en place neuf commissions permanentes de 15 membres en son sein, chacune spécialisée dans une ou plusieurs catégories de compétences régionales. L' Assemblée de la Commission communautaire commune *(elle exerce un pouvoir législatif à l'égard de la politique de la santé, de l'aide aux personnes, des prestations familiales, du contrôle des films (en vue de l'accès des mineurs aux salles de spectacle cinématographique)* compte, pour sa part, deux commissions qui se réunissent soit séparément, soit ensemble selon les matières. Les commissions sont composées à la proportionnelle, de manière à ce qu'elles reflètent les mêmes équilibres entre groupes politiques qu'au sein de l'assemblée.

## **Les commissions** (au 1/10/2016) :

Hommes (6 présidents de commission) : **67 %**

Femmes (3 présidentes de commission) : **33 %**

### • Parlement bruxellois

— ***Commission des Finances et des Affaires générales***, chargée du Budget, des Relations extérieures, de la Coopération au développement, de la Fonction publique et de la Recherche scientifique
Président : M. Charles Picqué (PS)

— ***Commission du Logement***
Président : M. Fouad Ahidar (sp.a)

— ***Commission de l'Infrastructure,***
chargée des Travaux publics et de la Mobilité
Président : M. Boris Dilliès (MR)

— ***Commission des Affaires économiques et de l'Emploi,*** chargée de la Politique économique, de la Politique de l'Emploi et de la Formation professionnelle
Président : M. Bernard Clerfayt (DéFI)

— ***Commission du Développement territorial***, chargée de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de la Politique de la Ville, de la Politique foncière, du Port de Bruxelles, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, des Matières biculturelles d'intérêt régional, du Tourisme et de la Promotion de l'image de Bruxelles
Président : M. Ridouane Chahid (PS)

— ***Commission des Affaires intérieures***, chargée des Pouvoirs locaux, de la Politique régionale de sécurité et de prévention et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente
(*) Présidente : Mme Joëlle Milquet (cdH)

(*) Le 27 septembre 2016, Mme Joëlle Milquet remplace M. Ahmed El Khannouss comme Présidente de commission

— ***Commission de l'Environnement et de l'Energie***,
chargée de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique
Présidente : Mme Viviane Teitelbaum (MR)

— ***Commission chargée des Questions européennes***
Président : M. Charles Picqué (PS)

— ***Commission du budget et du compte***

Président : M. Marc-Jean Ghyssels (PS)

A ces commissions s'ajoutent :

— un ***Comité d'avis pour l'égalité des chances entre hommes et femmes***

Président : M. Christos Doulkeridis (Ecolo)

A noter que le nouveau règlement prévoit la création d'un **Comité du suivi législatif** qui sera mis en place dans les prochains mois.

## • Assemblée réunie

— **Commission de la Santé**

Présidente : Mme Khadija Zamouri (Open VLD)

— ***Commission des Affaires sociales,***

chargée des allocations familiales

Président M. Ahmed El Ktibi (PS)

## • Adresses

**Voir le site internet du parlement bruxellois :**

***parlement.brussels***

# D. SES GROUPES POLITIQUES RECONNUS

## • Groupes et adresses

### PS

Secrétaire de groupe:

**Raphaël JEHOTTE**

Téléphone: 02 549 69 76

E-mail: *ps@parlbru.irisnet.be*

Adresse: Rue du Chêne 14-16

1000 Bruxelles

### MR

Secrétaire de groupe:

**Bernard DHONDT**

Téléphone: 02 549 65 85

E-mail: *mr@parlbru.irisnet.be*

Adresse: Rue du Lombard 57

1000 Bruxelles

### DéFI

Secrétaire de groupe:

**Alexandra ROOS** (½)

**Marie-Jeanne RIQUET** (½)

Téléphone: 02 549 66 22

E-mail: *defi@parlbru.irisnet.be*

Adresse: Rue du Lombard 57

1000 Bruxelles

### ECOLO

Secrétaire de groupe:

**Thibaud WYNGAARD**

**Olivier LAMBERT** (1/11/2014)

Téléphone: 02 549 69 14

E-mail: *ecolo@parlbru.irisnet.be*

Adresse: Rue du Chêne 14-16

1000 Bruxelles

### cdH

Secrétaire de groupe:

**Vincent HENDERICK**

Téléphone: 02 549 68 85

E-mail: *cdh@parlbru.irisnet.be*

Adresse: Rue du Chêne 14-16

1000 Bruxelles

### Open VLD

Secrétaire de groupe:

**Johan BASILIADES**

Téléphone: 02 549 66 60

E-mail: *vld@bruparl.irisnet.be*

### sp.a

Secrétaire de groupe:

**Jan SCHAERLAEKENS**

Téléphone: 02 549 66 55

E-mail: *sp.a@bruparl.irisnet.be*

Adresse: Rue du Lombard 57

1000 Bruxelles

### Groen

Secrétaire de groupe:

**Saraswatti MATTHIEU** (½)

**Jonas DUTORDOIR** (½)

Téléphone: 02 549 66 64

E-mail: *groen@bruparl.irisnet.be*

Adresse: Rue du Lombard 57

1000 Bruxelles

### N-VA

Secrétaire de groupe:

**Stijn DE MARS**

Téléphone: 02 549 66 39

E-mail: *stijn.demars@n-va.be*

Adresse: Rue du Lombard 57

1000 Bruxelles

### CD&V

Secrétaire de groupe:

**Iris DEPOORTER**

Téléphone: 02 549 66 58

E-mail: *cd&v@bruparl.irisnet.be*

Adresse: Rue du Lombard 57

1000 Bruxelles

### Vlaams Belang

Secrétaire de groupe:

**Stijn HIERS**

Téléphone: 02 549 66 63

Courriel:

*vlaamsbelang@bruparl.irisnet.be*

Adresse: Rue du Lombard 57

1000 Bruxelles

## • Collaborateurs

- Chaque député a droit a 1 collaborateur à temps plein (ou 2 mi-temps) et chaque président de groupe a droit à 1 collaborateur à mi-temps supplémentaire. La répartition au 1er novembre 2016 s'établissait à 43 collaborateurs à temps plein et 102 collaborateurs à mi-temps ;
- Chaque groupe politique reconnu a droit à 1 secrétaire de groupe, ainsi qu'à 1 collaborateur universitaire supplémentaire par tranche de 5 membres dans le groupe. Un secrétaire de groupe adjoint peut-être désigné parmi les collaborateurs universitaires. Au 1er novembre 2016, il y avait 8 secrétaires de groupe à temps plein, 1 secrétaire de groupe adjoint à temps plein, 6 secrétaires de groupe à mi-temps et 11 collaborateurs universitaires.

# GOUVERNEMENT

## A. GOUVERNEMENT RÉGIONAL

En plus du ministre-président, le Gouvernement bruxellois se compose de deux ministres désignés par le groupe linguistique français et de deux ministres désignés par le groupe linguistique néerlandais. Le Gouvernement est complété de trois secrétaires d'État, dont un néerlandophone. Le Gouvernement délibère collégialement de toutes les affaires de sa compétence, selon la procédure du consensus (unanimité).

**Copyright d.r.**

*Sur la photo (de gauche à droite) le Gouvernement bruxellois (au 18/09/2016) : Bianca Debaets (CD&V), Fadila Laanan (PS), Céline Fremault (cdH), Didier Gosuin (DéFI), Rudi Vervoort (PS), Guy Vanhengel (Open VLD), Pascal Smet (sp.a), Cécile Jodogne (DéFI)*

— **M. Rudi Vervoort**, ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique;

— **M. Guy Vanhengel**, ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement;

— **M. Didier Gosuin**, ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente;

— **M. Pascal Smet**, ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics;

— **Mme Céline Fremault**, ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie;

— **Mme Fadila Laanan**, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Propreté publique et de la Collecte et du Traitement des Déchets, de la Recherche scientifique, des Infrastructures sportives communales et de la Fonction publique;

— **Mme Bianca Debaets**, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière, de l'Informatique régionale et communale et de la Transition numérique, de l'Egalité des Chances et du Bien-être animal;

— **Mme Cécile Jodogne**, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Commerce extérieur et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente;

# B. COLLÈGE RÉUNI

*Le Collège réuni représente l'organe exécutif pour les matières communautaires communes.*

— **M. Rudi Vervoort**, président du Collège réuni, compétent pour la coordination de la politique du Collège réuni;
— **M. Guy Vanhengel**, membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures;
— **M. Didier Gosuin**, membre du Collège réuni compétent pour la Politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget et les Relations extérieures;
— **M. Pascal Smet**, membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films;
— **Mme Céline Fremault**, membre du Collège réuni compétente pour la Politique d'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des Films.

# LE TRAVAIL LÉGISLATIF AU COURS DE LA SESSION

En dehors de l'examen des textes législatifs, le Parlement s'est saisi de thèmes d'actualité

## A. DÉBATS EN SÉANCE PLÉNIÈRE

### A.1. Parlement bruxellois

**Débat sur le choix du système de vote** (21/09/15)

Suite aux problèmes rencontrés avec le système de vote électronique lors des élections régionales du 25 mai 2014, le débat concernant le choix du système de vote a été ravivé. Les différents systèmes de vote possibles ont été évoqués (vote papier, vote électronique avec preuve papier, vote avec lecture optique...) ainsi que leur coût, leurs avantages et leurs inconvénients.

*Voir aussi :* **A-341/1-15/16 Proposition de résolution relative au choix du système de vote**

**Débat sur la préparation par le Gouvernement de la 21ème Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Paris 2015)** (02/10/15)

La Conférence de Paris a eu pour but d'aboutir à un accord pour lutter contre le dérèglement climatique, afin de maintenir le réchauffement mondial en deçà de deux degrés Celsius d'ici 2100. A la veille de cette conférence, les membres du Parlement ont interrogé le Gouvernement sur ses positions en matière environnementale et sur les difficultés à parvenir à une position commune des ministres belges compétents dans ce domaine. En outre, les mesures susceptibles d'être prises dans le cadre de la politique de l'environnement, mais également de la mobilité en Région de Bruxelles-Capitale, ont fait l'objet d'un large débat.

**Débat sur le survol de Bruxelles** (16/10/15)

Les difficultés liées au survol de Bruxelles ont été rappelées, à savoir la définition de critères de répartition des nuisances, le nécessaire équilibre entre d'une part l'activité économique et la vocation internationale de Bruxelles et d'autre part la qualité de vie et la santé des Bruxellois ; le meilleur respect des normes de bruit régionales par les compagnies aériennes, ainsi que la nécessité de créer une autorité de contrôle indépendante pour les procédures de vol. Une solution devra être trouvée en concertation avec les autres Régions et l'autorité fédérale, alors qu'un règlement européen appelé à entrer en vigueur en 2016 imposera des procédures très contraignantes pour les restrictions d'exploitation des aéroports.

**Débat concernant l'étude sur le financement des transports publics en Région de Bruxelles-Capitale** (16/10/15)

Plusieurs interpellations ont été adressées au ministre de la Mobilité suite à la sortie dans la presse des résultats d'une étude portant sur le financement des travaux d'infrastructure de la STIB, révélant un important dépassement budgétaire par rapport aux prévisions du contrat de gestion 2013-2017. Le ministre a souligné que les résultats de l'étude n'étaient pas encore intégralement disponibles, et que celle-ci ne serait transmise au Parlement qu'après avoir fait l'objet de discussions au sein du Gouvernement.

**Débat sur les attentats de Paris et les réponses au terrorisme et au radicalisme** (20/11/15, conjointement avec le Parlement francophone bruxellois et le Raad van de *Vlaamse Gemeenschapscommissie*)

Suite aux attentats meurtriers commis à Paris le 13 novembre 2015, un grand débat s'est tenu au sein des trois assemblées. Partant du constat que des Bruxellois étaient largement impliqués dans l'organisation de ces attentats, la discussion a porté sur les mesures à prendre, tous pouvoirs publics confondus, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, afin d'éviter de nouveaux actes terroristes et de lutter contre le radicalisme.

**Débat sur les effets des mesures fédérales sur les finances communales** (15/01/16)

Le Gouvernement fédéral ayant initié une profonde réforme de la fiscalité, les députés bruxellois se sont longuement penchés sur les conséquences de cette réforme sur les finances de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale. L'accent a été mis sur les modes de concertation entre l'autorité fédérale et les pouvoirs locaux, ainsi que sur les conséquences possibles de la réforme fédérale pour les Bruxellois.

*Le Ministre-Président*

*Rudi Vervoort*

**Débat sur l'état des tunnels en Région de Bruxelles-Capitale** (29/01/16)

Suite à la décision de fermeture provisoire du tunnel Stéphanie en raison de sa vétusté, divers députés ont déposé des interpellations qui ont donné lieu à un débat plus général sur l'état des tunnels en Région de Bruxelles-Capitale. Les parlementaires ont souhaité faire la clarté sur la façon dont ont été entretenus les différents tunnels, ce qui a mené à la constitution d'une commission spéciale sur ce sujet. Le débat a également porté sur les conséquences directes de la fermeture du tunnel Stéphanie sur la mobilité en Région de Bruxelles-Capitale.

## A.2. Parlement bruxellois & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

**Débat sur l'accueil des réfugiés** (22/09/15)

La crise des migrants et son ampleur ont fait que, même si la Région de Bruxelles-Capitale et l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ne sont pas les seules compétentes en la matière, les responsables bruxellois se sont rapidement penchés sur les mesures à prendre pour faire face à un afflux important de réfugiés à Bruxelles, dès que ceux-ci auront été reconnus. Les politiques à mener en termes de logement, d'emploi et d'aide aux personnes ont largement été abordées. En outre, un échange de vues a eu lieu concernant l'instauration d'un parcours d'intégration en Région de Bruxelles-Capitale.

# B. LES TEMPS FORTS EN COMMISSIONS

(contribution des présidents des commissions)

## B.1. Parlement bruxellois

### — Commission des Finances et des Affaires générales

La commission des Finances et du Budget a discuté et voté le budget régional pour l'année 2016, en synergie avec les autres commissions permanentes. Le débat budgétaire est le cœur du contrôle politique. En raison de leur nouveauté, de leur écho dans la presse, de leur visibilité qui s'ensuit ou de leur nature intrinsèquement plus importante, on peut néanmoins souligner quelques autres chantiers.

Tout d'abord, on peut citer le débat autour du système de vote. Une série d'auditions d'experts ont précédé le vote d'une ordonnance et d'une résolution, adoptées par une large majorité de députés. Ces textes améliorent et élargissent à l'ensemble des communes de la Région l'usage d'un système de vote automatisé qui, jusqu'à présent, a fait ses preuves dans deux communes bruxelloises, et qui permet différents niveaux de contrôle, grâce à l'impression d'une preuve papier. En combinant efficacité et transparence, ce système apporte des réponses aux critiques émises, sur le plan démocratique, à l'égard du système de vote automatisé classique.

Ensuite, le président et les commissaires ont souhaité mettre en place une sorte de « mini-chantier démocratique » afin de renforcer la participation citoyenne. Mentionnons à cet égard la réforme du droit de pétition qui se décline en une ordonnance spéciale et ordinaire et s'inscrit dans le cadre de l'autonomie constitutive dont dispose le Parlement bruxellois depuis la 6ème réforme de l'Etat.

La proposition d'ordonnance spéciale modifiant les modalités d'exercice du droit de pétition est la seconde ordonnance spéciale adoptée par ce Parlement, après celle qui a avancé la date de rentrée parlementaire. Les principales nouveautés de cette réforme résident dans le droit à être entendu par le Parlement lorsque certaines conditions sont rencontrées ainsi que le droit à recevoir dans tous les cas une réponse à la pétition introduite. Dans le même objectif, une réflexion est en cours autour d'un projet de panel citoyen.

Un deuxième chantier important par ses effets a été la réforme fiscale. Elle fut précédée d'une série d'auditions d'éminents spécialistes en la matière et a mené à un premier volet de mesures parmi lesquelles on notera : 1) la suppression de la taxe forfaitaire régionale ; 2) en 2016, une prime de 120 euros pour les propriètaires fragilisés ; 3) une réforme des droits de donation immobiliers ; 4) la suppression également de l'additionnel Agglo de 1 % sur l'impôt des personnes physiques ; 5) une baisse de la déductibilité des titres-services.

En décembre 2016 fut ensuite voté le deuxième volet de la réforme fiscale qui s'est penché sur la réforme du bonus-logement et du système des abattements. Durant ces débats, l'annonce a été faite d'une future réforme fiscale qui porterait essentiellement sur la fiscalité des moyens de transport. Déjà en 2016 la taxe poids lourds et des mesures d'accompagnement avaient été mises en place.

Le rapport annuel 2014 du Centre interfédéral pour l'égalité des chances a été présenté en commission et suivi d'un échange de vues. Plusieurs résolutions ont par ailleurs été adoptées, portant notamment sur la condamnation du fémicide.

## — Commission du Logement

Cette année, on a continué de développer la politique entamée l'année dernière. Après les élections de 2014, la composition de la commission a été modifiée eu égard à la nouvelle majorité. Depuis lors, on imprime de nouveaux accents à la politique du logement.

Ainsi, de nouveaux logements publics ont été construits en exécution du Plan régional du logement (2004) et dans le cadre de l'Alliance Habitat (lancée en 2014). On a également rénové le parc immobilier existant.

Ensuite, on a réformé l'allocation loyer et introduit une allocation loyer généralisée. La règlementation a également été régionalisée, et des règlements ont été instaurés pour les contrats de bail.
L'objectif central est de protéger le locataire au maximum et d'assurer à chacun un logement abordable.

Le contrôle de la politique du gouvernement est et reste une des principales tâches des commissaires, qui s'en acquittent avec le zèle et le sérieux nécessaires. Plusieurs discussions animées et intéressantes ont déjà eu lieu l'année dernière, entre autres sur les logements inoccupés, l'allocation loyer généralisée et la construction et rénovation de logements sociaux.

Le Parlement ne peut pas être une tour d'ivoire. La commission se rend régulièrement sur le terrain. Elle invite également citoyens et organisations au Parlement afin qu'ils puissent voir de leurs propres yeux que nous nous soucions d'eux et que nous faisons tout ce que nous pouvons pour répondre à leurs demandes.

## — Commission de l'Infrastructure

L'année 2016 a une nouvelle fois démontré que la mobilité et les projets d'infrastructures constituent des enjeux prioritaires pour notre Région. La crise relative aux fermetures inopinées des tunnels routiers a rappelé l'impérieuse nécessité de trouver des solutions à court, moyen et long termes en évitant tout dogmatisme en matière de mobilité. A cet égard, la Commission de l'Infrastructure, que j'ai l'honneur de présider, a permis de traiter un nombre important de propositions et d'interpellations qui, j'en suis convaincu, ont témoigné de la vitalité nécessaire du débat autour de ces problématiques.

Cette dernière s'est réunie à 31 reprises dans le courant de la session 2015-2016. Elle a examiné six propositions et quatre projets, au cours de ses réunions du 12 octobre 2015, du 7 mars 2016, des 20 et 27 juin 2016, et du 13 juillet 2016. Cinq textes ont ainsi été adoptés (voir tableau ci-joint).

Les 29 et 30 octobre 2015, une délégation de la commission s'est rendue en voyage d'étude à Amsterdam. Les membres ont été reçus par les autorités municipales, et ont pu étudier les points forts et les points faibles de la mobilité dans cette ville, en particulier la politique cyclable, la politique de stationnement, l'organisation des transports en commun et le percement d'un nouveau tunnel de métro.

Le 9 novembre 2015, le ministre et la STIB ont présenté à la commission le plan directeur bus, qui fera l'objet de deux discussions, les 14 décembre 2015 et 25 janvier 2016.

Les 18 et 23 novembre 2015, la commission a examiné et rendu un avis sur le budget 2016, présenté par le ministre de la Mobilité et des travaux publics d'une part, et par la secrétaire d'Etat à la sécurité routière d'autre part.

Le 18 avril 2016, la commission a tenu un débat sur les tragiques attentats du 22 mars 2016, survenus notamment dans le métro bruxellois.

Le 11 mai 2016, la commission a rendu une visite sur le chantier de réparation du tunnel Stéphanie, fermé depuis l'automne 2015. L'état des tunnels bruxellois a d'ailleurs fait l'objet des travaux d'une commission spéciale chargée de ce sujet.

Le 17 mai 2016, la commission a rencontré, conjointement avec les membres de la commission chargée des questions européennes, la Commissaire européenne chargée des Transports, Mme Violeta BULC. Les membres ont eu l'occasion de lui remettre au préalable et par écrit, toutes les questions qu'ils souhaitaient lui poser.

Enfin, le 23 mai 2016, la commission a participé, à l'initiative du CAWaB (collectif pour l'accessibilité Wallonie-Bruxelles), et avec le soutien de la STIB, à une activité de mise en situation de personnes handicapées (chaises roulantes, bandeaux et cannes d'aveugle, etc.) sur le réseau de la STIB. Cette activité a permis aux députés de se rendre compte des difficultés concrètes qu'éprouvent les personnes à mobilité réduite sur les véhicules et les installations de la STIB. Cette activité a donné lieu à des interpellations en commission, le 6 juin 2016, et à l'adoption d'une résolution (lire par ailleurs).

## — Commission des Affaires économiques et de l'Emploi

L'économie bruxelloise a enduré plusieurs épreuves durant ces derniers mois. Les membres de la commission s'étaient déjà vivement inquiétés des conséquences néfastes pour le commerce et pour le tourisme du passage au niveau 4 de l'alerte terroriste dans notre Région à la suite des attentats perpétrés à Paris le 13 novembre 2015, avant que Bruxelles ne soit à son tour frappée par une attaque terroriste le 22 mars 2016. Le ministre Didier Gosuin et la secrétaire d'État Cécile Jodogne ont exposé devant la commission les mesures extraordinaires prises par le gouvernement pour aider les secteurs économiques en souffrance.

Le tableau n'est pas toujours sombre, pourtant. L'usine Audi de Forest a une nouvelle fois été au centre des discussions quand on apprit qu'un nouveau modèle de voiture électrique y serait assemblé à partir de 2018, avec l'appui d'un futur pôle interrégional de compétences technologiques et un soutien régional à la recherche et à l'innovation. De même, le lancement d'un « contrat d'insertion », un contrat de travail d'une durée de 12 mois octroyé aux demandeurs d'emploi de moins de 25 ans qui sont au chômage depuis 18 mois au moins, a suscité beaucoup d'intérêt.

La réforme des opérateurs publics régionaux chargés de la politique économique, dans un but de simplification des structures, a aussi retenu longuement notre attention, tout comme un jugement du tribunal du travail de Bruxelles ayant condamné Actiris à cause d'une disposition de son règlement de travail qui interdisait à ses agents d'afficher, durant leurs prestations, leurs préférences religieuses, politiques ou philosophiques.

Parmi les textes adoptés par la commission, on pourrait mettre en exergue d'une part l'ordonnance du 8 octobre 2015 portant des règles générales relatives à la rétention, au recouvrement et à la non-liquidation des subventions en matière d'emploi et d'économie, qui a introduit un mécanisme inédit autorisant l'administration de l'Economie et de l'Emploi à compenser une amende qui lui est due par la subvention à laquelle le débiteur de l'amende a droit. D'autre part, l'ordonnance du 10 mars 2016 relative aux stages pour demandeurs d'emploi, qui contient les règles communes aux stages et formations subsidiées par la Région, est un autre texte d'importance.

## — Commission du Développement territorial

La session 2015-2016 aura été pour la commission l'occasion de poursuivre la mise en œuvre de la sixième réforme de l'État par l'adoption de l'ordonnance du 18 décembre 2015 relative aux statistiques.

Au niveau législatif, la commission se sera également penchée sur la refonte des outils de revitalisation urbaine dont l'ordonnance organique a été adoptée par le Parlement en début de session 2016/2017. Elle aura également plaidé pour l'inscription de la Région au sein du « Réseau des villes créatives » de l'UNESCO.

La session 2015-2016 aura par ailleurs permis aux membres de la commission de rencontrer quelques acteurs clés du développement de la Région : autorités portuaires, représentants du monde académique et Maître architecte.

La session 2015-2016 aura en outre été mise à profit par les commissaires pour s'interroger sur le devenir des principales zones stratégiques de la Région dont, essentiellement, le site Delta et le nouveau centre hospitalier qui y est en construction, le site Reyers et la future cité des médias, le plateau du Heysel qui abritera le projet NEO, la gare de l'Ouest, le quartier du Midi, Tour et Taxis ou encore la zone Canal avec en son sein l'emblématique bâtiment Citroën destiné à devenir un musée. D'autres grands chantiers qui concernent directement la Région tels que celui de la prison de Haren ou du stade national auront également suscité nombre de discussions.

Mais, en ces temps troublés par la menace terroriste et les attentats du 22 mars 2016, c'est principalement l'image de Bruxelles à l'échelle internationale, et ses impacts en termes de tourisme notamment, qui aura retenu toute l'attention de la commission.

## — Commission des Affaires intérieures

Auditions sur le thème du radicalisme (les 1er décembre 2015 et 26 avril 2016)
*Les auditions n'ont pas donné lieu à la rédaction d'un rapport final.*

Le 1er décembre 2015 et le 26 avril 2016, la commission des Affaires intérieures a organisé des auditions sur le thème du radicalisme. Plusieurs experts ont été invités à faire part de leur expérience pratique, académique, professionnelle ou journalistique de la problématique. Il s'agissait de M. Samir Amghar (Cevipol-ULB), Mme Safia Kessas (RTBF), M. Montasser AlDe'emeh (université Radboud de Nimègue), M. Felice Dassetto et Mme Fabienne Brion (UCL), ainsi que Mme Jessika Soors (ville de Vilvorde - KU Leuven). Une représentante de l'ASBL « Aux parents concernés » a également témoigné.

Chacun des experts a apporté un éclairage particulier et détaillé sur les différents aspects de cette problématique, tels que les causes, la prévention, l'approche urbaine, la politique en matière policière et carcérale, la lutte contre la radicalisation ainsi que l'impact social du phénomène.

Au terme de leurs exposés, les experts se sont livrés à un échange de vues avec les commissaires.

**Thèmes abordés dans les questions orales et les interpellations :**

— Bon nombre de questions ont porté sur le thème de la radicalisation eu égard au conflit international qui fait rage en Syrie : situation du radicalisme et du djihadisme dans la Région, plan de prévention et de lutte contre le radicalisme,...

— Politique en matière de sécurité et de police : les attentats commis en France et en Belgique ont donné lieu à de nombreuses questions sur Bruxelles Prévention & Sécurité, sur le fonctionnement des services de police et de sécurité, sur la fusion des zones de police, le fonctionnement du plan d'urgence et d'intervention (plan catastrophe), les tâches du haut fonctionnaire,...

— Renforcement de la gestion des communes et de leur relation avec la Région : réforme fiscale, charges des pouvoirs locaux, finances communales, rémunération des mandataires,...

— Service d'incendie et d'aide médicale urgente : réformes internes du SIAMU, interventions, effectifs, politique en matière de genre et de diversité, rénovation des casernes,...

— Sport : cadastre du sport, infrastructures sportives,...

## — Commission de l'Environnement et de l'Energie

Lors de cette année de législature, la commission de l'environnement et de l'énergie, chargée de la conservation de la nature, de la politique de l'eau et de la propreté publique a été active à plusieurs niveaux. Elle a notamment travaillé *extra muros* en organisant une visite du Centre de bio-méthanisation à Ypres. Par ailleurs, de nombreux débats ont été organisés dans les différentes compétences au sein de la commission.

En effet, les député(e)s ont pu se positionner sur des sujets variés tels que la stratégie « Good Food », la biodiversité, le COBRACE, la zone de basse émission ou les particules (ultra)fines, les véhicules électriques, l'économie circulaire, l'octroi de certificats verts, la collecte des déchets, le coût vérité des déchets, l'abattage rituel ou le bien-être animal. Ces différentes visites et débats ont permis aux commissaires d'interpeller la Ministre de l'Environnement et de l'énergie ainsi que la Secrétaire d'État à la propreté et la Secrétaire d'État en charge de la protection des animaux, sur leurs différentes compétences.

Différents textes ont également été adoptés en commission de l'Environnement, à l'initiative du Gouvernement ou des député(e)s, permettant, ainsi, d'aborder les différentes compétences de la commission. Les commissaires ont par exemple et entre autres, pu adopter une proposition de résolution relative à l'élaboration d'un pacte énergétique, une ordonnance portant introduction d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes au Collège d'environnement, une résolution relative aux coordinations interrégionales en matière de prévention des inondations et de qualité des eaux dans la vallée de la Senne, une ordonnance modifiant l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie.

Par ailleurs plusieurs textes émanant du Gouvernement ont été adoptés : l'ordonnance portant assentiment au Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, ainsi qu'à son annexe, fait à Nagoya (Japon), le 29 octobre 2010, l'ordonnance instaurant un Conseil bruxellois du bien-être des animaux et l'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ou encore un projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté.

Le dernier volet concernant le contrôle du Gouvernement lors de l'adoption du budget est également un moment propice au débat, tant pour la majorité que l'opposition dans un climat serein qui permet un travail important.

## B.2. Assemblée réunie

### — Commission de la Santé

Nous nous trouvons à mi-législature, et la Commission de la Santé est, elle aussi, confrontée à de grands défis. Avec la 6e réforme de l'État, le fédéral a en effet transféré à la Commission communautaire commune (Cocom) d'importantes compétences en matière de santé et d'affaires sociales. Ces dernières années ont dès lors essentiellement été placées sous le signe du lancement (ou de la poursuite) de nouvelles politiques régionalisées lors de cette réforme de l'État. La prévention en matière de santé est la principale compétence transférée par la 6e réforme de l'État. Or, le déploiement d'un plan de santé régional nécessite un important travail préparatoire afin de pouvoir créer une bonne base administrative et juridique.

Les débats sur l'analyse et la réalisation des politiques transférées ont donné lieu à des échanges de vues intéressants et, surtout, constructifs. Ce fut aussi le cas lors des discussions sur l'ordonnance portant organisation et fonctionnement de l'Office bicommunautaire de la santé et de l'aide aux personnes (Iriscare).

En 2016, le Collège réuni a créé un groupe de pilotage qu'il a chargé de réfléchir à la mise en œuvre opérationnelle du nouvel OIP Iriscare. Lors des discussions budgétaires de ces dernières semaines, on a appris qu'on prévoyait en 2017 un montant de 249.000 euros pour les frais de démarrage ainsi que pour le recrutement de 4 ETP qui devront garantir le transfert d'expertise qui s'impose entre le fédéral et l'OIP.

La discussion sur les salles de consommation à moindre risque a constitué un point d'orgue dans les travaux de la commission de la Santé. On s'est aussi concerté

régulièrement au niveau du Collège réuni afin d'instaurer une politique cohérente en matière de drogue. Les réponses du ministre Gosuin aux interpellations et questions orales de différents députés ont révélé qu'on avait déjà organisé trois réunions avec les quatre cabinets bruxellois impliqués dans la Cellule générale de politique en matière de drogues. En outre, les propositions qui en sont ressorties ont été clairement intégrées dans la politique bruxelloise de réduction des risques.
En ce qui concerne le contrôle du Collège réuni, diverses questions ont été posées, notamment sur l'avancement du plan d'action e-santé, le dépistage du cancer du côlon, l'organisation des services de garde, etc.

## — Commission des Affaires sociales

Pendant la deuxième année de la législature 2014-2019, les mêmes thèmes ont fait l'objet de questions orales et d'interpellations en commission des Affaires sociales. Dans le sillage de la crise mondiale des réfugiés, de nombreuses questions ont été posées sur la politique d'accueil et d'intégration civique des primoarrivants. L'influence de cette crise sur le fonctionnement des CPAS a également été évoquée.

Les commissaires ont en outre consacré diverses interventions à l'accueil des sans-abri via le Samusocial et au plan hivernal.

Autre sujet important : la politique de l'enfance. Bon nombre des questions posées concernaient le futur régime d'allocations familiales, les causes et conséquences de la pauvreté infantile et l'accueil des tout-petits en crèche.

Les commissaires se sont également largement intéressés aux seniors : garantie de revenus, pensions sociales, allocations d'aide aux personnes âgées,...

# C. LES DÉBATS EN COMMISSION

(sans vote en séance plénière)

## C.1. Parlement bruxellois

### — Commission du Logement

**Présentation de l'évaluation du contrat de gestion du Fonds du Logement** (25/02/16)

La commission a entendu Mme Catherine Scheid, directeur général, et M. Nicolas Lardot, directeur général-adjoint ff., du Fonds du Logement, ainsi que Mme Agnès Mathieu et M. Christian De Coster, du bureau d'études Isis Consult, à propos du contrat de gestion du Fonds du Logement. Un échange de vues avec les députés a suivi.

Ce débat n'a pas donné lieu à un rapport écrit.

### — Commission de l'Infrastructure

**Présentation du plan directeur bus** (09/11/15, 14/12/15, 25/01/16)

La commission a entendu le Ministre Pascal Smet ainsi que MM. Jacques Evenepoel et Pierre Berquin, représentants de la STIB, à propos du plan directeur bus. Un échange de vues avec les députés a suivi.

Ce débat n'a pas donné lieu à un rapport écrit.

## — Commission des Affaires économiques et de l'Emploi

**Débat sur l'opportunité des mesures destinées à des groupes-cibles** (29/10/15)

La commission a entendu le professeur Ludo Struyven (K.U. Leuven), qui a dirigé une étude commandée par le Gouvernement au sujet des aides destinées à des groupes cibles, matière transférée aux Régions par la sixième réforme de l'Etat. Un échange de vues avec les députés a suivi.

Ce débat n'a pas donné lieu à un rapport écrit.

**Débat sur le « *Small business Act* » avec des représentants de la Chambre des Classes moyennes du Conseil économique et social** (10/03/16)

La commission a entendu MM. Anton Van Assche, Miguel Van Keirsbilck et Antoine Bertrand au sujet d'une étude réalisée par la Chambre des Classes moyennes, portant sur les mesures prises par le Gouvernement en faveur des PME et des indépendants. Un échange de vues avec les députés a suivi.

Ce débat n'a pas donné lieu à un rapport écrit.

**Débat sur les événements tragiques du 22 mars 2016** (21/04/16)

La commission a mené un débat avec le Ministre Didier Gosuin et la Secrétaire d'Etat Cécile Jodogne à propos des conséquences pour l'économie bruxelloise des attentats du 22 mars 2016.

Ce débat n'a pas donné lieu à un rapport écrit.

**Débat sur la « Stratégie 2025 » avec le Ministre-Président Rudi Vervoort et le Ministre Didier Gosuin** (26/05/16)

La commission a procédé à un passage en revue général des mesures contenues dans la « Stratégie 2025 » du Gouvernement, qui vise à relancer l'économie bruxelloise.

Ce débat n'a pas donné lieu à un rapport écrit.

## — Commission du Développement territorial

**Débat sur la cité internationale universitaire**

**A-349/1-15/16 Débat relatif à la cité internationale universitaire** (24/02/16)

La commission a entendu MM. Jean-Michel De Waele, Vice-Recteur aux affaires étudiantes – ULB, Michael Ryckewaert, professeur d'urbanisme à la faculté des Sciences, Cosmopolis – VUB, et Benoît Moritz, professeur d'architecture à la faculté d'Architecture – ULB, à propos de la réaffectation du site de la caserne d'Ixelles et du projet de cité internationale universitaire qui devrait s'y installer. Un échange de vues avec les députés a suivi.

**Débat sur la note d'orientation du Maître architecte**

**A-350/1-15-16 Présentation de la note d'orientation du Maître architecte** (13/04/16)

La commission a entendu M. Kristiaan Borret, Maître architecte, à propos de la note d'orientation qu'il a rédigée et remise au Gouvernement à la suite de sa nomination intervenue en 2014. Un échange de vues avec les députés a suivi.

## — Commission de l'Environnement et de l'Energie

**Débat sur la stratégie *Good Food*** (02/02/2016)

La commission a entendu la Ministre Céline Fremault à propos de la stratégie *Good Food* dont les objectifs prioritaires sont de développer la production alimentaire locale dans le respect de l'environnement et, en encourageant l'innovation, de sensibiliser et d'impliquer les citoyens dès le plus jeune âge, de réduire le gaspillage alimentaire et de développer les actions en tenant compte des spécificités sociales et multiculturelles de notre capitale. Un échange de vues avec les députés a suivi.

Ce débat n'a pas donné lieu à un rapport écrit.

**Débat sur l'étude sur les particules ultrafines ...**

**A-366/1-15/16 Débat sur l'étude sur les particules ultrafines provenant de l'aéroport de Zaventem et sur les possibilités et la pertinence d'un mesurage continu des particules ultrafines à Bruxelles** (21/06/16)

La commission a entendu la Ministre Céline Fremault, ainsi que deux experts de Bruxelles Environnement, sur les conclusions d'une étude menée en collaboration avec la Flandre sur les particules ultrafines provenant de l'aéroport de Zaventem. La question d'un mesurage continu des particules ultrafines en Région de Bruxelles-Capitale a été également abordée. Un échange de vues avec les députés a suivi.

## — Commission chargée des Affaires européennes

**Débat sur le TTIP – rencontre avec la Commissaire européenne au Commerce**

**A-330/1-15/16 Débat sur le TTIP entre les députés bruxellois et Mme Cecilia Malmström, Commissaire européenne au Commerce** (15/10/2016)

La commission a entendu la Commissaire européenne au Commerce, Mme Cecilia Malmström, sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (*Transatlantic Trade and Investment Partnership* – TTIP). Un échange de vues avec les députés a suivi.

**Voir aussi page 95**

**Débat sur les politiques urbaines de l'UE**

**A-405/1-15/16 Débat sur les politiques urbaines de l'Union européenne** (07/03/2016)

La commission a entendu M. Olivier Baudelet, chef d'équipe chargé de la politique urbaine, DG REGIO (Commission européenne), sur les politiques urbaines menées par la Commission européenne, Mme Anna Lisa Boni, Secrétaire générale d'Eurocities, sur le lobbying des grands espaces urbains auprès de l'Union européenne et Mme Evi Cornelis, Directrice de la cellule FEDER au sein du Service public régional de Bruxelles (SPRB) sur la dimension urbaine des projets financés par le FEDER à Bruxelles. Un échange de vues avec les députés a suivi.

## — Comité d'avis pour l'égalité des chances entre hommes et femmes

**Débat relatif à l'intégration de la problématique du genre**

**A-110 Débat relatif à l'intégration de la problématique du genre dans la politique de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Commission communautaire commune**

Depuis le début de la session 2014-2015, le comité d'avis a invité la plupart des Ministres et Secrétaires d'État à présenter la manière dont la problématique du genre est intégrée dans la politique qui relève de leurs compétences et, en particulier, sur la manière dont les recommandations émises par le comité d'avis sous la précédente législature ont été prises en considération. En 2015-2016 ont été examinées les compétences suivantes :

— Pouvoirs locaux, Développement territorial, Politique de la ville, Monuments et sites, Affaires étudiantes, Tourisme, Port de Bruxelles (A-110/6-15/16, 08/10/15) ;
— Santé et Affaires sociales (A-110/7-15/16, 12/11/15).

## — Commissions réunies des Finances et des Affaires générales, du Développement territorial et des Affaires intérieures

**Débat sur les événements tragiques du 22 mars 2016** (18/04/16)

Les commissions réunies ont mené un débat avec le Ministre-Président Rudi Vervoort, le Ministre Guy Vanhengel et la Secrétaire d'Etat Cécile Jodogne à propos des attentats du 22 mars 2016.

Ce débat n'a pas donné lieu à un rapport écrit.

### — Commissions réunies de l'Infrastructure et des Affaires européennes

**Rencontre avec la Commissaire européenne aux Transports**

**A-390/1-15/16 Rencontre avec la Commissaire européenne aux Transports, Mme Violeta Bulc** (17/05/16)

Les commissions ont entendu le Ministre Pascal Smet et la Commissaire européenne chargée des Transports, Mme Violeta Bulc, sur la politique de transport de l'Union européenne. Un échange de vues avec les députés a suivi.

**Voir aussi page 96**

## C.2. Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

### — Commission de la Santé

**Débat sur le Plan de santé bruxellois** (21/10/15)

La commission a entendu les membres du Collège réuni compétents pour la Politique de la Santé qui ont présenté la méthodologie de concertation suivie pour élaborer le Plan de santé bruxellois ainsi qu'une synthèse du premier tour des consultations menées avec les acteurs de terrain. Un échange de vues avec les députés a suivi.

Le débat n'a pas donné lieu à un rapport écrit.

# D. LES STATISTIQUES DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSION

## D.1. Séance plénière

**Parlement bruxellois**: 21 réunions, 115 heures 16 minutes

**ARCCC**: 20 réunions, 27 heures 31 minutes

## D.2. Commissions

**Parlement bruxellois**: 215 réunions, 492 heures 46 minutes

— Commission des Finances et des Affaires générales: 30 réunions, 75 heures 39 minutes
— Commission du Logement: 18 réunions, 33 heures
— Commission de l'Infrastructure: 30 réunions, 72 heures 35 minutes
— Commission des Affaires économiques et de l'Emploi: 27 réunions, 73 heures 20 minutes
— Commission du Développement territorial: 27 réunions, 66 heures 45 minutes
— Commission des Affaires intérieures: 27 réunions, 46 heures 33 minutes
— Commission de l'Environnement et de l'Energie: 32 réunions, 71 heures 52 minutes
— Commission chargée des Affaires européennes: 6 réunions, 8 heures
— Comité d'avis pour l'égalité des chances entre hommes et femmes: 3 réunions, 3 heures 55 minutes
— Commission spéciale du Règlement: 2 réunions, 4 heures 40 minutes
— Commission spéciale consacrée à l'état des tunnels bruxellois: 11 réunions, 30 heures 10 minutes
— Commissions réunies des Finances et des Affaires générales, de l'Infrastructure et du Développement territorial: 1 réunion, 5 heures 10 minutes
— Commissions réunies de l'Infrastructure et des Affaires européennes: 1 réunion, 1 heure 10 minutes

**ARCCC**: 35 réunions, 45 heures 55 minutes

— Commission de la Santé: 13 réunions, 16 heures 45 minutes
— Commission des Affaires sociales: 11 réunions, 17 heures 15 minutes
— Commissions réunies de la Santé et des Affaires sociales: 11 réunions, 11 heures 55 minutes

# E. LES STATISTIQUES DES DÉBATS, INTERPELLATIONS, QUESTIONS ORALES, QUESTIONS D'ACTUALITÉ ET QUESTIONS ÉCRITES

## E.1. Parlement bruxellois

| | Débats | Interpellations | Questions orales | Questions d'actualité |
|---|---|---|---|---|
| **Séances plénières** | 7 | 9 | (*) | 194 |
| **Commissions** | 15 | 432 | 555 | (**) |

— Commission des Finances et des Affaires générales: 48 interpellations, 58 questions orales

— Commission du Logement: 1 débat, 42 interpellations, 28 questions orales

— Commission de l'Infrastructure: 1 débat, 95 interpellations, 133 questions orales

— Commission des Affaires économiques et de l'Emploi: 4 débats, 71 interpellations, 66 questions orales

— Commission du Développement territorial: 2 débats, 59 interpellations, 81 questions orales

— Commission des Affaires intérieures: 31 interpellations, 70 questions orales

— Commission de l'Environnement et de l'Energie: 2 débats, 82 interpellations, 117 questions orales

— Commission chargée des Affaires européennes: 2 débats, 4 interpellations, 2 questions orales

— Commissions réunies des Finances et des Affaires générales, du Développement territorial et des Affaires intérieures: 1 débat

— Commissions réunies de l'Infrastructure et des Affaires européennes: 1 débat

— Comité d'avis pour l'égalité des chances entre hommes et femmes: 1 débat

**Questions écrites**: 1393

## E.2. Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

| | Débats | Interpellations | Questions orales | Questions d'actualité |
|---|---|---|---|---|
| **Séances plénières** | 1 | 1 | (*) | 27 |
| **Commissions** | 1 | 69 | 42 | (**) |

— Commission de la Santé : 1 débat, 30 interpellations, 22 questions orales

— Commission des Affaires sociales : 28 interpellations, 18 questions orales

— Commissions réunies de la Santé et des Affaires sociales : 11 interpellations, 2 questions orales

**Questions écrites** : 22

*(*) En pratique, toutes les questions orales sont renvoyées par le Bureau élargi dans les commissions.*
*(**) Le règlement du Parlement stipule que les questions d'actualités sont posées uniquement en séance plénière (modifié lors de la séance plénière du 19/07/16 – voir. pages 68 et 77)*

# F. LES TEXTES DÉPOSÉS ET IMPRIMÉS

(voir annexes p. 112)

(à l'exception des textes adoptés et des textes rejetés, retirés ou devenus sans objet lors de la session 2015-2016, qui figurent respectivement aux points G et H)

***Voir aussi site web – les publications – rapports – rapport annuel 2015-2016/annexes:***

http://www.parlbruparl.irisnet.be/activites-et services/index.html@lang=fr.html

# G. LES TEXTES ADOPTÉS

## G.1. Parlement bruxellois

### — Commission des Finances et des Affaires générales

**A-73/1-14/15 Proposition de résolution visant à soutenir la campagne « Not Found » par le biais des sites web des organismes publics régionaux bruxellois**

*Proposition adoptée en séance plénière du 19/07/16*

Cette résolution demande au Gouvernement de promouvoir la participation au projet « Not Found » auprès des organismes publics régionaux qui possèdent un site web officiel. Concrètement, il s'agit de tirer profit des pages d'erreur générées sur la toile, pour relayer de façon aléatoire des avis de disparition d'enfants. Elle veut également sensibiliser les exécutifs des Commissions communautaires ainsi que les différentes autorités communales.

**A-124/1-14/15 Proposition de résolution condamnant le fémicide**

*Proposition adoptée en séance plénière du 10/06/16*

Cette résolution demande au Gouvernement : de condamner tout acte de fémicide et tout crime de guerre à l'encontre de la femme ; de soutenir toute action qui vise à dénoncer le fémicide et à éradiquer ces crimes sexistes et d'intercéder en ce sens auprès des Gouvernements fédéral, régionaux et communautaires ; de demander au Gouvernement fédéral d'ériger le fémicide en infraction pénale et de reconnaître la terminologie fémicide.

**A-166/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et la République de Moldavie, signé à Chisinau le 21 mai 1996**

*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

**A-167/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc concernant les transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises, ainsi qu'au protocole conclu en vertu de l'article 22 de l'Accord, signé à Rabat le 14 juillet 1997**

*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

**A-168/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de l'Ukraine sur le transport routier, signé à Kiev le 28 juillet 1997**
*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

**A-169/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement macédonien, signé à Skopje le 10 septembre 1998**
*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

**A-170/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Géorgie, signé à Bruxelles le 19 mars 2002**
*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

**A-171/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République d'Albanie, signé à Tirana le 25 avril 2006**
*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

**A-172/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République du Kazakhstan, signé à Bruxelles le 5 décembre 2006**
*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

**A-173/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Fédération de Russie, signé à Moscou le 2 mars 2007**
*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

**A-174/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République du Kosovo, signé à Bruxelles le 18 juin 2010**

*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

**A-175/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Monténégro, signé à Podgorica le 16 février 2010**

*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

**A-176/01-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur le transport routier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Serbie, signé à Bruxelles 5 mars 2010**

*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

Ces ordonnances portent assentiment à une série d'accords qui imposent des règles communes pour tout transport par route, tant de marchandises que de personnes, entre les pays concernés, en transit par leur territoire et à destination ou en provenance de pays tiers. Pour les différents types de transport est établi soit un système libre, soit un système d'autorisations dans le cadre des obligations découlant des accords européens.

**A-181/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, 2007, ainsi qu'à l'annexe, faites à Nairobi le 18 mai 2007**

*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

Cette ordonnance porte assentiment à la Convention de Nairobi et comble une lacune au niveau des instruments internationaux existants en fixant les premières règles internationales uniformes pour un enlèvement rapide et efficace des épaves qui se trouvent en dehors des eaux territoriales.

**A-182/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord européen sur les grandes voies navigables d'importance internationale (AGN), fait à Genève le 19 janvier 1996**

*Projet adopté en séance plénière du 16/10/15, ordonnance sanctionnée le 20/11/15 et publiée au Moniteur du 27/11/15*

Cette ordonnance porte assentiment à l'accord européen sur les grandes voies navigables d'importance internationale, dont le canal. L'accord contribue à réduire les embouteillages, les accidents de la route et les effets néfastes sur l'environnement. Il met en place un cadre juridique qui établit un plan coordonné de développement et de construction d'un réseau de voies navigables d'importance internationale, sur la base de paramètres convenus d'infrastructure et d'exploitation.

**A-197/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, fait à Bruxelles le 21 mars 2014 et le 27 juin 2014**

*Projet adopté en séance plénière du 20/11/15, ordonnance sanctionnée le 03/12/15 et publiée au Moniteur du 11/12/15*

**A-198/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, fait à Bruxelles le 27 juin 2014**

*Projet adopté en séance plénière du 20/11/15, ordonnance sanctionnée le 03/12/15 et publiée au Moniteur du 11/12/15*

**A-199/1-14/15 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part, fait à Bruxelles le 27 juin 2014**

*Projet adopté en séance plénière du 20/11/15, ordonnance sanctionnée le 03/12/15 et publiée au Moniteur du 11/12/15*

Ces ordonnances portant assentiment aux Accords d'association, qui contiennent également un accord de libre-échange approfondi et complet, et qui font partie d'une nouvelle génération d'accords d'association avec les pays du Partenariat oriental. Ils marquent ainsi une nouvelle étape dans l'évolution des relations conventionnelles entre l'Union et respectivement l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie et supposent une harmonisation législative importante.

**A-221/1-15/16 Projet d'ordonnance portant règlement définitif du budget de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année 2006**
*Projet adopté en séance plénière du 29/01/16, ordonnance sanctionnée le 18/02/16 et publiée au Moniteur du 16/03/16*

**A-222/1-15/16 Projet d'ordonnance portant règlement définitif du budget de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année 2007**
*Projet adopté en séance plénière du 29/01/16, ordonnance sanctionnée le 18/02/16 et publiée au Moniteur du 16/03/16*

**A-223/1-15/16 Projet d'ordonnance portant approbation du compte général et règlement définitif du budget des Services du Gouvernement pour l'année 2009**
*Projet adopté en séance plénière du 29/01/16, ordonnance sanctionnée le 18/02/16 et publiée au Moniteur du 16/03/16*

**A-224/1-15/16 Projet d'ordonnance portant approbation du compte général et règlement définitif du budget des Services du Gouvernement pour l'année 2010**
*Projet adopté en séance plénière du 29/01/16, ordonnance sanctionnée le 18/02/16 et publiée au Moniteur du 16/03/16*

**A-225/1-15/16 Projet d'ordonnance portant approbation du compte général et règlement définitif du budget des Services du Gouvernement pour l'année 2011**
*Projet adopté en séance plénière du 29/01/16, ordonnance sanctionnée le 18/02/16 et publiée au Moniteur du 16/03/16*

**A-226/1-15/16 Projet d'ordonnance portant approbation du compte général et règlement définitif du budget des Services du Gouvernement pour l'année 2012**
*Projet adopté en séance plénière du 29/01/16, ordonnance sanctionnée le 18/02/16 et publiée au Moniteur du 16/03/16*

**A-227/1-15/16 Projet d'ordonnance portant approbation du compte général et règlement définitif du budget des Services du Gouvernement pour l'année 2013**
*Projet adopté en séance plénière du 29/01/16, ordonnance sanctionnée le 18/02/16 et publiée au Moniteur du 16/03/16*

Ces ordonnances portent approbation des comptes généraux et règlement définitif des budgets des Services du Gouvernement pour les années susmentionnées.

**A-228/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord de transport aérien entre les Etats-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé au Luxembourg le 16 juin 2011 et à Oslo le 21 juin 2011 ; et l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses Etats membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'accord mentionné sous 1°, signé au Luxembourg le 16 juin 2011 et à Oslo le 21 juin 2011**

*Projet adopté en séance plénière du 10/06/16, ordonnance sanctionnée le 23/06/16 et publiée au Moniteur du 14/07/16*

**A-229/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, fait à Bruxelles le 15 décembre 2010**

*Projet adopté en séance plénière du 10/06/16, ordonnance sanctionnée le 23/06/16 et publiée au Moniteur du 14/07/16*

**A-230/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, fait à Bruxelles le 2 décembre 2010**

*Projet adopté en séance plénière du 10/06/16, ordonnance sanctionnée le 23/06/16 et publiée au Moniteur du 14/07/16*

**A-231/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part, fait à Bruxelles le 26 juin 2012**

*Projet adopté en séance plénière du 10/06/16, ordonnance sanctionnée le 23/06/16 et publiée au Moniteur du 15/09/16*

**A-232/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et le gouvernement de l'Etat d'Israël, d'autre part, fait à Luxembourg le 10 juin 2013**

*Projet adopté en séance plénière du 10/06/16, ordonnance sanctionnée le 23/06/16 et publiée au Moniteur du 14/07/16*

Ces ordonnances portant assentiment à des Accords de transport aérien qui ont pour objectif la libéralisation progressive des relations aériennes entre l'Union Européenne et les pays respectifs.

**A-233/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, à l'Acte final et aux trois accords y afférents, faits à Bruxelles le 11 avril 2014 et le 5 novembre 2014**
*Projet adopté en séance plénière du 29/01/16, ordonnance sanctionnée le 18/02/16 et publiée au Moniteur du 16/03/16*

Cette ordonnance porte assentiment à l'Accord qui prévoit l'adaptation technico-juridique de l'Accord relatif à l'Espace économique européen à l'adhésion de la République de Croatie dans l'EEE après que le pays soit devenu membre de l'Union européenne, le 1er juillet 2013.

**A-236/1-15/16 Projet d'ordonnance modifiant la loi du 6 juillet 1971 relative à la création de bpost et à certains services postaux**
*Projet adopté en séance plénière du 20/11/15, ordonnance sanctionnée le 03/12/15 et publiée au Moniteur du 11/12/15*

Cette ordonnance supprime le régime fiscal avantageux dont bénéficie aujourd'hui bpost sur la base de l'article 7 de la loi du 6 juillet 1971 relative à la création de bpost et à certains services postaux. La suppression de ce régime avantageux s'impose dès lors que la Commission européenne a jugé que ces avantages constituent des aides d'Etat prohibées.

**A-246/1-15/16 Modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2015 de l'Établissement francophone chargé de la gestion des intérêts matériels et financiers de la communauté philosophique non confessionnelle et des services d'assistance morale reconnus de la Région de Bruxelles-Capitale**
*Projet adopté en séance plénière du 20/11/15*

Il s'agit d'un avis favorable et sans réserve donnée à une modification budgétaire pour les services susmentionnés.

**A-248/1-15/16 Projet d'ordonnance contenant l'ajustement du Budget des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2015**
*Projet adopté en séance plénière du 04/12/15, ordonnance sanctionnée le 04/12/15 et publiée au Moniteur du 19/01/16*

**A-249/1-15/16 Projet d'ordonnance contenant l'ajustement du Budget général des Dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2015**
*Projet adopté en séance plénière du 04/12/15, ordonnance sanctionnée le 04/12/15 et publiée au Moniteur du 15/04/16*

**A-250/1-15/16 Projet de règlement contenant l'ajustement du Budget des Voies et Moyens de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année budgétaire 2015**
*Projet adopté en séance plénière du 04/12/15, ordonnance sanctionnée le 04/12/15 et publiée au Moniteur du 19/01/16*

**A-251/1-15/16 Projet de règlement contenant l'ajustement du Budget général des Dépenses de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année budgétaire 2015**
*Projet adopté en séance plénière du 04/12/15, ordonnance sanctionnée le 04/12/15 et publiée au Moniteur du 19/01/16*

**A-252/1-15/16 Projet d'ordonnance contenant le Budget des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2016**
*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 31/12/15*

**A-253/1-15/16 Projet d'ordonnance contenant le Budget général des Dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2016**
*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 21/01/16*

**A-255/1-15/16 Projet de règlement contenant le Budget des Voies et Moyens de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année budgétaire 2016**
*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 15/01/16*

**A-256/1-15/16 Projet de règlement contenant le Budget général des Dépenses de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année budgétaire 2016**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 19/01/16*

Les recettes de 2015 sont ajustées à 4.188.420.000 euros, soit une diminution de 29.987.000 euros par rapport à l'initial 2015. Les dépenses 2015 sont ajustées à 4.698.101.000 euros en liquidations, soit une diminution de 36.769.000 euros par rapport à l'initial 2015 et à 4.938.747.000 euros en engagements, soit une diminution de 231.018.000 euros par rapport à l'initial 2015.

Les recettes de 2016 sont estimées à 4.357.377.000 euros, soit une augmentation de 168.957.000 euros par rapport à l'ajusté 2015. Les dépenses 2016 sont estimées à 4.876.989.000 euros en liquidations, soit une augmentation de 178.888.000 euros par rapport à l'ajusté 2015 et à 5.386.145.000 euros en engagements, soit une augmentation de 447.398.000 euros par rapport à l'ajusté 2015.

**A-261/1-15/16 Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 26 juillet 2013 transposant la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE**

*Projet adopté en séance plénière du 29/01/16, ordonnance sanctionnée le 18/02/16 et publiée au Moniteur du 16/03/16*

L'ordonnance renforce la coopération entre États membres de l'Union européenne afin d'éviter que certains contribuables parviennent à se soustraire à leurs obligations fiscales.

**A-262/1-15/16 Proposition d'ordonnance spéciale modifiant les modalités d'exercice du droit de pétition**

*Proposition adoptée en séance plénière du 19/07/16, ordonnance sanctionnée le 20/07/16 et publiée au Moniteur du 14/09/16*

**A-302/1-15/16 Proposition d'ordonnance relative au droit d'être entendu dans le cadre d'une pétition adressée au Parlement**

*Proposition adoptée en séance plénière du 19/07/16, ordonnance sanctionnée le 20/07/16 et publiée au Moniteur du 14/09/16*

Ces ordonnances modernisent le droit de pétition. Le Parlement a le droit de renvoyer les pétitions au Gouvernement qui est tenu de donner des explications. L'auteur d'une pétition signée par au moins cinq mille personnes domiciliées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et âgées de seize ans accomplis a le droit d'être entendu, en vue, le cas échéant, d'un débat en séance plénière. L'auteur d'une pétition a droit à une réponse dans les six mois suivant l'introduction de la pétition.

**A-270/1-15/16 Projet de règlement modifiant les centimes additionnels de l'agglomération au précompte immobilier et la taxe d'agglomération additionnelle à l'impôt des personnes physiques**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 30/12/15*

**A-271/1-15/16 Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale et quelques dispositions procédurales d'autres ordonnances**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 30/12/15*

**A-272/1-15/16 Projet d'ordonnance portant la première partie de la réforme fiscale**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 30/12/15*

Ces ordonnances visent notamment à : la suppression de la taxe forfaitaire régionale ; en 2016, l'octroi d'une prime de 120 euros pour les propriétaires fragilisés ; une réforme des droits de donation immobiliers ; la suppression également de l'additionnel Agglo de 1 % sur l'impôt des personnes physiques ; une baisse de la déductibilité des titres-services.

**A-288/1-15/16 Projet d'ordonnance relative à la reprise des activités des Comités d'acquisition d'immeubles par la Région de Bruxelles-Capitale**

*Projet adopté en séance plénière du 10/06/16, ordonnance sanctionnée le 23/06/16 et publiée au Moniteur du 14/07/16*

La Région étant devenue compétente pour déterminer qui peut authentifier les actes à caractère immobilier auxquels elle est partie, cette ordonnance habilite les agents qui seront désignés par le Gouvernement au sein de Bruxelles Fiscalité à procéder aux estimations et à réaliser des acquisitions immobilières, et définit la sphère de compétence desdits agents d'un point de vue matériel, territorial et personnel.

**A-316/1-15/16 Projet d'ordonnance portant diverses modifications en matière de fiscalité routière sur les poids lourds**

*Projet adopté en séance plénière du 18/03/16, ordonnance sanctionnée le 24/03/16 et publiée au Moniteur du 31/03/16*

Cette ordonnance met en place des mesures d'accompagnement suite à la mise en place de la taxe kilométrique. Le texte prévoit ainsi : un tarif zéro pour les poids lourds dont la masse maximale autorisée se situe entre 3,5 et 12 tonnes et qui seront soumis au prélèvement kilométrique à partir du 1er avril 2016 ; un tarif minimum pour les poids lourds dont la masse maximale autorisée est de 12 tonnes ou plus ; un remboursement proportionnel des eurovignettes déjà acquises, mais dont la validité va au-delà du 1er avril 2016, et ce afin d'éviter une double taxation.

**A-318/1-15/16 Proposition de résolution relative aux principes de Yogyakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre**

*Proposition adoptée en séance plénière du 19/07/16*

Cette résolution demande au Gouvernement : de souscrire aux principes de Yogyakarta afin de mettre un terme à toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ; d'insister auprès du Gouvernement fédéral dans ce sens afin d'améliorer la situation des personnes transgenres ; de sensibiliser le public ; de soutenir les organisations qui représentent aussi les transgenres ; de reprendre l'identité de genre dans les plans de diversité.

**A-326/1-15/16 Projet d'ordonnance modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en ce qui concerne la taxe sur les jeux et paris**

*Projet adopté en séance plénière du 13/05/16, ordonnance sanctionnée le 26/05/16 et publiée au Moniteur du 09/06/16*

Cette ordonnance adapte le taux d'imposition et la base d'imposition de la taxe sur les jeux et paris sur certains jeux de casino afin de rencontrer les difficultés de ce secteur qui subit en effet des modifications à plusieurs niveaux.

**A-328/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 24 mars 2016 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'un organe de conciliation dans le cadre des systèmes de télépéage sur le territoire des trois Régions**

*Projet adopté en séance plénière du 10/06/16, ordonnance sanctionnée le 23/06/16 et publiée au Moniteur du 07/07/16*

Cette ordonnance crée un organe de conciliation chargé de faciliter la médiation entre les percepteurs de péage disposant d'un secteur à péage situé sur le territoire d'un Etat membre et les prestataires de services de SET (Service Européen de Télépéage). Elle décrit par ailleurs les principes qui doivent gouverner la procédure de médiation appliquée par l'organe de conciliation.

**A-340/1-15/16 Proposition d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 12 juillet 2012 organisant le vote électronique pour les élections communales**

*Proposition adoptée en séance plénière du 24/06/2016, ordonnance sanctionnée le 20/07/16 et publiée au Moniteur du 15/09/16*

***Voir aussi :*** *débat en séances plénières à la page 25*

**A-341/1-15/16 Proposition de résolution relative au choix du système de vote**

*Proposition adoptée en séance plénière du 24/06/2016, ordonnance sanctionnée le 20/07/16 et publiée au Moniteur du 15/09/16*

L'ordonnance et la résolution élargissent à l'ensemble des communes de la Région l'usage d'un système de vote automatisé qui, jusqu'à présent, a fait ses preuves à petite échelle en Région bruxelloise, et qui permet différents niveaux de contrôle, grâce à l'impression d'une preuve papier.

## — Commission de l'Infrastructure

**A-303/1-15/16 Projet d'ordonnance portant modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'ordonnance de 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière**

*Projet adopté en séance plénière du 18/03/16, ordonnance sanctionnée le 14/04/16 et publiée au Moniteur du 25/04/16*

Cette ordonnance permet l'adoption d'un nouvel arrêté organisant l'instauration d'un système de voitures partagées (« *carsharing* ») en « *free floating* », c'est-à-dire en libre service, sans devoir la ramener à une station de départ.

**A-351/1-15/16 Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale**

*Projet adopté en séance plénière du 08/07/16, ordonnance sanctionnée le 20/07/16 et publiée au Moniteur du 28/07/16*

Cette ordonnance modifie le régime de constatations et de poursuites administratives en cas d'infraction aux règles de transport de la STIB, en permettant à la STIB de désigner elle-même ses agents sanctionnateurs, et de rendre ainsi plus efficace la lutte contre les petites infractions (fraude, détériorations, etc.). Ce texte permet aussi une meilleure protection des mineurs en leur proposant des prestations citoyennes pour réparer leurs actes.

**A-352/1-15/16 Projet d'ordonnance portant modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière**

*Projet adopté en séance plénière du 08/07/16, ordonnance sanctionnée le 20/07/16 et publiée au Moniteur du 28/07/16*

Cette ordonnance modifie partiellement l'ordonnance relative au stationnement de 2009. Les principales modifications visent à permettre aux personnes présentant un handicap de pouvoir stationner gratuitement également dans les zones rouges (et oranges), à adapter la fourchette tarifaire pour les redevances forfaitaires en cas

de défaut de paiement ou de dépassement du temps de stationnement (de 50 à 100 euros), à permettre aux communes ou à l'agence de stationnement de pratiquer des redevances de stationnement à la minute, et à introduire des cartes de dérogation régionales permettant de se stationner dans des zones dépassant les frontières de la commune.

**A-365/1-15/16 Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires**

*Projet adopté en séance plénière du 19/07/16*

Cette ordonnance crée un Fonds de la Sécurité Routière pour la Région de Bruxelles-Capitale. Les recettes de ce fonds sont doubles : d'une part les amendes perçues des infractions routières qui ont été régionalisées dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, et d'autre part les redevances et perceptions provenant de la mise en œuvre de la régionalisation de la compétence de la sécurité routière.

**A-371/1-15/16 Proposition de résolution relative à l'accessibilité des infrastructures et des équipements de la STIB aux personnes avec un handicap**

*Proposition adoptée en séance plénière du 08/07/16*

Faisant suite à l'activité de mise en situation des membres de la commission en situation de handicap (chaises roulantes, bandeau, etc.), cette résolution demande au Gouvernement de mieux prendre en compte le cheminement et la présence des personnes à mobilité réduite dans les véhicules et installations de la STIB.

## — Commission des Affaires économiques et de l'Emploi

**A-177/1-15/16 Projet d'ordonnance du 8 octobre 2015 portant des règles générales relatives à la rétention, au recouvrement et à la non-liquidation des subventions en matière d'emploi et d'économie**

*Projet adopté en séance plénière du 21/09/15, ordonnance sanctionnée le 08/10/15 et publiée au Moniteur du 13/10/15*

Cette ordonnance modifie plusieurs lois et ordonnances afin d'accroître la cohésion au sein des règles applicables aux subventions. Elle introduit un mécanisme inédit autorisant l'administration de l'Economie et de l'Emploi à compenser une amende qui lui est due par la subvention à laquelle le débiteur de l'amende a droit.

**A-279/1-15/16 Projet d'ordonnance relative aux stages pour demandeurs d'emploi**

*Projet adopté en séance plénière du 19/02/16, ordonnance sanctionnée le 10/03/16 et publiée au Moniteur du 23/03/16*

Cette ordonnance constitue le cadre légal de l'ensemble des stages et formations pour lesquels une allocation est versée par la Région, et notamment du stage de première expérience professionnelle. Elle contient des principes communs concernant les conditions d'admissibilité, l'allocation, le contrôle et les sanctions.

**A-370/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française, relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de référence professionnelle**

*Projet adopté en séance plénière du 18/07/16, ordonnance sanctionnée le 20/07/16 et publiée au Moniteur du 22/09/16*

Cette ordonnance renforce l'accès des écoles techniques et professionnelles aux équipements technologiques des centres de technologies avancées et des centres de référence professionnelle.

## — Commission du Développement territorial

**A-273/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de statistique, du conseil d'administration et des comités scientifiques de l'Institut des Comptes Nationaux**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 19/01/16*

Cette ordonnance porte assentiment à un accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral et les entités fédérées à la suite de l'interfédéralisation de l'Institut National de Statistique (INS) et de l'intégration des entités fédérées dans l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) opérées dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat.

**A-298/1-15/16 Proposition de résolution visant à soutenir la candidature de la Région de Bruxelles-Capitale au « Réseau des villes créatives » de l'UNESCO**

*Proposition adoptée en séance plénière du 10/06/16*

Cette résolution demande au Gouvernement bruxellois, compte tenu de l'importance de la créativité au sein de la Région, de prendre une série de mesures visant à contribuer à l'inscription de Bruxelles sur la liste des villes créatives de l'UNESCO.

## — Commission des Affaires intérieures

**A-135/1-14/15 Proposition d'ordonnance modifiant l'article 11 de la Nouvelle loi communale afin d'élargir les hypothèses d'un congé pour empêchement par un conseiller communal**

*Projet adopté en séance plénière du 04/03/16, ordonnance sanctionnée le 24/03/16 et publiée au Moniteur du 01/04/16*

Cette ordonnance rend possible le remplacement temporaire d'un conseiller communal pour cause de maladie, d'études, de séjour à l'étranger ou de soins à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré inclus. Jusqu'ici, ce remplacement n'était possible qu'en cas de congé parental ou pour cause de service militaire.

**A-238/1-15/16 Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 18/01/16*

Cette ordonnance modifie la date limite d'introduction des demandes relatives à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public.

**A-287/1-15/16 Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que l'article 112 de la Nouvelle loi communale**

*Projet adopté en séance plénière du 10/06/16, ordonnance sanctionnée le 23/06/16 et publiée au Moniteur du 08/07/16*

Cette ordonnance simplifie et accélère les procédures de la tutelle administrative ordinaire sur les communes. Elle modifie également les dispositions concernant les bulletins d'information communaux et leur ouverture à l'opposition.

**A-294/1-15/16 Proposition d'ordonnance modifiant la Nouvelle loi communale en ce qui concerne la nomination des membres du personnel enseignant**

*Proposition adoptée en séance plénière du 04/03/16, ordonnance sanctionnée le 24/03/16 et publiée au Moniteur du 01/04/16*

Cette ordonnance règle la délégation au collège des bourgmestre et échevins, par le conseil communal, du pouvoir de nommer les membres du personnel enseignant subventionnés exerçant des fonctions de sélection ou de promotion.

**A-295/1-15/16 Proposition d'ordonnance modifiant la Nouvelle loi communale afin de supprimer les frais d'inscription aux épreuves pour postuler dans les pouvoirs locaux**

*Proposition adoptée en séance plénière du 18/03/16, ordonnance sanctionnée le 14/04/16 et publiée au Moniteur du 25/04/16*

Cette ordonnance vise à supprimer les frais d'inscription à une procédure de sélection et les frais afférents aux épreuves et examens organisés dans le cadre d'une procédure de sélection ou de promotion.

**A-296/1-15/16 Proposition d'ordonnance modifiant la Nouvelle loi communale afin d'abroger l'obligation de cautionnement pour les receveurs communaux**

*Proposition adoptée en séance plénière du 18/03/16, ordonnance sanctionnée le 14/04/16 et publiée au Moniteur du 25/04/16*

Cette ordonnance abroge l'obligation de cautionnement pour les receveurs communaux et, *in fine*, la présomption de responsabilité, sans entamer pour autant le principe de responsabilité personnelle, civile, pénale et disciplinaire du receveur communal.

**A-343/1-15/16 Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public**

*Projet adopté en séance plénière du 19/07/16, ordonnance sanctionnée le 20/07/16 et publiée au Moniteur du 14/09/16*

Cette ordonnance allège la charge administrative pesant sur les communes en supprimant la demande d'accord de principe d'octroi de subside (APOS), en instaurant un comité d'accompagnement qui réunit pouvoirs locaux et Région et en relevant le taux de liquidation de l'avance du subside de 20 % à 80 %.

## — Commission de l'Environnement et de l'Energie

**A-59/1-14/15 Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un pacte énergétique**

*Proposition adoptée en séance plénière du 04/03/16*

Cette résolution demande au Gouvernement de constituer un pacte énergétique, en concertation avec le Gouvernement fédéral et les Gouvernements flamand et wallon, le secteur énergétique et toutes les parties prenantes, et de susciter une adhésion large et forte des citoyens. Ce pacte énergétique doit formuler des dispositions à transposer en objectifs à long terme concrets, ambitieux et contraignants en matière d'économies d'énergie, de part d'énergies renouvelables et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

**A-62/1-14/15 Proposition d'ordonnance portant introduction d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes au Collège d'environnement**

*Proposition adoptée en séance plénière du 10/06/16, ordonnance sanctionnée le 23/06/16 et publiée au Moniteur du 14/07/16*

Cette ordonnance prévoit que la composition du Collège d'environnement doit obligatoirement comprendre une proportion minimale de femmes et d'hommes. Deux tiers maximum du collège doivent être du même sexe.

**A-68/1-14/15 Proposition de résolution relative aux coordinations interrégionales en matière de prévention des inondations et de qualité des eaux dans la vallée de la Senne**

*Proposition adoptée en séance plénière du 08/07/16*

Cette résolution demande au Gouvernement d'établir des collaborations formelles avec les autorités flamandes et wallonnes en matière de prévention d'inondations dans la vallée de la Senne, en matière de qualité des eaux de la Senne et de restauration de son bon état.

**A-220/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment au Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, ainsi qu'à son annexe, fait à Nagoya (Japon), le 29 octobre 2010**

*Projet adopté en séance plénière du 20/11/15, ordonnance sanctionnée le 03/12/15 et publiée au Moniteur du 11/12/15*

Cette ordonnance porte assentiment au Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique. Ce protocole concerne le troisième objectif de la Convention sur la diversité biologique, octroyant de la valeur à la diversité des ressources génétiques et visant à créer un incitant supplémentaire à la conservation et l'utilisation durable de cette diversité, lesquelles doivent à leur tour contribuer au développement durable et au bien-être humain.

**A-234/1-15/16 Proposition d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie**

*Proposition adoptée en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 13/01/16*

Cette ordonnance modifie le Code bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie afin de transposer la nouvelle directive efficacité énergétique (directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012) et de compléter la transposition de la directive PEB (directive 2010/31/UE du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments).

**A-274/1-15/16 Projet d'ordonnance instaurant un Conseil bruxellois du bien-être des animaux**

*Projet adopté en séance plénière du 04/03/16, ordonnance sanctionnée le 24/03/16 et publiée au Moniteur du 01/04/16*

Cette ordonnance instaure un Conseil bruxellois du bien-être des animaux, suite au transfert de compétence en matière de bien-être des animaux, de l'État fédéral aux Régions. Le Conseil bruxellois du bien-être des animaux a pour mission d'étudier des matières relatives à la protection et au bien-être des animaux et de rendre des avis sur les affaires dont l'examen lui est confié par le Ministre en charge du Bien-être animal, à qui il peut également soumettre des propositions.

## — Commission chargée des Affaires européennes

**A-362/1-15/16 Proposition de résolution relative à l'Accord économique et commercial global (CETA) entre l'Union européenne et le Canada et ses conséquences pour la Région de Bruxelles-Capitale**

*Proposition adoptée en séance plénière du 08/07/16*

Cette résolution demande au Gouvernement de transmettre au Gouvernement fédéral ses requêtes sur le CETA. Le Parlement demande notamment que les institutions européennes veillent à ce que dans les futurs accords commerciaux, le respect de certaines balises, qui ne sont pas reprises dans le CETA, soit prévu et précise que si le CETA est qualifié d'accord mixte, il s'opposera à sa ratification.

Commission spéciale du Règlement

## — Commission spéciale du Règlement

**A-391/1-15/16 – B-56/1-15/16 Propositions de modification du Règlement**

*Propositions adoptées en séance plénière du 19/07/16* (voir aussi p. 77)

Après une année de réflexions menées au sein d'un groupe de travail, la commission a adopté plusieurs modifications importantes du Règlement du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune, qui concernent principalement la gestion du temps de parole, l'adaptation des règles existantes pour les interpellations, les questions orales, les questions écrites et les questions d'actualité ; la possibilité de présenter des notes de discussion en séance plénière, ainsi que la mise en place d'une commission du budget et du compte et d'un comité de suivi législatif.

## — Commission spéciale consacrée à l'état des tunnels bruxellois

**A-308/1-15/16 Proposition de constats et de recommandations relatifs à l'état des tunnels bruxellois**

*Proposition adoptée en séance plénière du 29/04/16*

Suite à la fermeture provisoire du tunnel Stéphanie, le Parlement a décidé d'instaurer une commission spéciale consacrée à l'état des tunnels bruxellois. Après avoir entendu fonctionnaires et politiques exerçant ou ayant exercé des responsabilités relatives à la problématiques des tunnels, la commission spéciale a émis une série de propositions de constats et de recommandations.

## G.2. Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

### — Commission de la Santé

**B-41/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française (ONE), la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à l'achat de vaccins destinés à protéger les enfants, les femmes enceintes et les adolescents**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 07/01/16*

Cette ordonnance porte assentiment à l'accord de coopération du 18 février 2015 entre la Communauté française, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone, lequel porte sur un marché pour la livraison de vaccins destinés à protéger les enfants, les adolescents et les femmes enceintes contre une douzaine de maladies.

**B-44/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 17 décembre 2014 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport**

*Projet adopté en séance plénière du 04/03/16, ordonnance sanctionnée le 10/03/16 et publiée au Moniteur du 23/03/16*

Cette ordonnance adapte la réglementation de la Commission communautaire commune en fonction du code de l'Agence mondiale antidopage (AMA) modifié en 2015. Elle introduit ou modifie les dispositions nécessaires à la mise en œuvre du Code 2015 ou destinées à encore améliorer la collaboration sur le terrain.

### — Commission des Affaires sociales

**B-42/1-15/16 Proposition d'ordonnance visant à modifier certaines dispositions relatives à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait**

*Proposition adoptée en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 15/01/16*

Cette ordonnance fixe l'entrée en vigueur des mesures à l'encontre des jeunes ayant commis une infraction au 1er janvier 2018. Elle abaisse également de 17 à 16 ans l'âge en matière de mesures protectionnelles.

## — Commissions réunies de la Santé et des Affaires sociales

**B-34/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen, à l'Acte final et aux trois accords y afférents, faits à Bruxelles le 11 avril 2014 et le 5 novembre 2014**

*Projet adopté en séance plénière du 04/03/16, ordonnance sanctionnée le 10/03/16 et publiée au Moniteur du 23/03/16*

Cette ordonnance porte assentiment à l'adaptation technico-juridique de l'accord relatif à la participation de la République de Croatie à l'Espace économique européen (EEE), après que le pays est devenu membre de l'Union européenne le 1er juillet 2013. L'accord EEE rassemble l'UE et les pays membres de l'AELE au sein d'un marché intérieur unique.

**B-35/1-15/16 Projet d'ordonnance ajustant le Budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2015**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 19/01/16*

**B-36/1-15/16 Projet d'ordonnance ajustant le Budget général des Dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2015**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 19/01/16*

**B-37/1-15/16 Projet d'ordonnance contenant le Budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2016**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 19/01/16*

**B-38/1-15/16 Projet d'ordonnance contenant le Budget des Dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2016**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 19/01/16*

**B-39/1-15/16 Budget des recettes et des dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2016**

*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 19/01/16*

Les recettes 2015 sont ajustées à 1.198.597.000 euros, soit une augmentation de 26.616.000 euros par rapport à l'initial 2015. Les dépenses 2015 sont ajustées à 1.210.807.000 euros en liquidations, soit une augmentation de 26.616.000 euros par rapport à l'initial 2015 et à 1.212.031.000 euros en engagements, soit une augmentation de 31.502.000 euros par rapport à l'initial 2015.
Les recettes 2016 sont estimées à 1.271.398.000 euros, soit une augmentation de 72.801.000 euros par rapport à l'ajusté 2015. Les dépenses 2016 sont estimées à 1.290.576.000 euros en liquidations, soit une augmentation de 79.769.000 euros par rapport à l'ajusté 2015 et à 1.293.641.000 euros en engagements, soit une augmentation de 81.610.000 euros par rapport à l'ajusté 2015.

***Voir aussi exposé général :***
*http://weblex.irisnet.be/data/arccc/doc/2015-16/104676/images.pdf*

**B-40/1-15/16 Projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de statistique, du conseil d'administration et des Comités scientifiques de l'Institut des comptes nationaux**
*Projet adopté en séance plénière du 18/12/15, ordonnance sanctionnée le 18/12/15 et publiée au Moniteur du 07/01/16*
Cette ordonnance porte assentiment à un accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral et les entités fédérées à la suite de l'interfédéralisation de l'Institut National de Statistique (INS) et de l'intégration des entités fédérées dans l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) opérées dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat.

# H. LES TEXTES REJETÉS, RETIRÉS OU DEVENUS SANS OBJET (voir annexes p. 115)

**Voir aussi site web – les publications – rapports – rapport annuel 2015-2016/annexes:**
**http://www.parlbruparl.irisnet.be/activites-et services/index.html@lang=fr.html**

# I. LE BUDGET VOTÉ AU PARLEMENT BRUXELLOIS

*Ministre du Budget Guy Vanhengel*

Lors des séances plénières du jeudi 17 et du vendredi 18 décembre 2015, les députés bruxellois ont discuté et voté les budgets de la Région et de la Commission communautaire commune (CCC) de l'année suivante.

L'accord de majorité, issue des élections de 2014, prévoit une importante réforme visant à rendre la fiscalité moins complexe et plus avantageuse pour les Bruxellois.

Parmi les mesures soulignons la suppression de la taxe forfaitaire régionale de 89€, de l'additionnel Agglo de 1% sur l'impôt des personnes physiques et l'augmentation du précompte immobilier en moyenne de 12%.

En compensation, une prime de 120 € sera accordée aux propriétaires occupant leur immeuble à partir de 2017 et dès 2016 pour certaines catégories de citoyens moins favorisés. Les droits de donation immobilière feront également l'objet d'une diminution fiscale. Quant aux titres-services, le prix est maintenu à 9 € jusqu'en 2019, mais la déductibilité est réduite à 50 % avec un plafond de 500 titres-services par an et par personne.

D'autres mesures seront d'application dès 2017, comme la majoration de l'abattement pour l'habitation-résidence principale. Le bonus logement sera, quant à lui, supprimé dès 2017. La réforme fiscale prévoit également une simplification en matière de droits de succession des PME.

La fiscalité environnementale est essentiellement mise en œuvre par des mesures en matière de taxes de circulation et de mise en circulation et par le prélèvement kilométrique pour les camions.

Et pour mettre en oeuvre ce virage fiscal et le financement des nombreux tranferts de compétences liés à la 6ème réforme de l'État, les missions de Bruxelles-Fiscalité, organisme créé en 2012, sont sensiblement étendues.

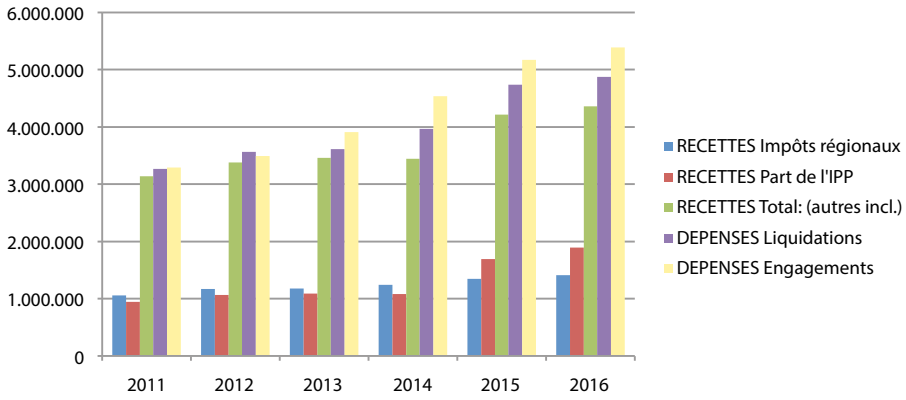
Pour l'année budgétaire 2016, ***les recettes*** générales de la Région sont évaluées à **4.357.377.000** euros.

***Les dépenses en termes de liquidations**** s'élèvent **4.876.989.000** euros. ***Les dépenses en termes d'engagements**** s'élèvent à **5.386.145.000** euros.

## Aperçu des budgets 2011-2016 de la Région

*En euros x 1.000 /Consolidation de l'Agglomération incl. /endettement excl. /reproduction des budgets initiaux.*

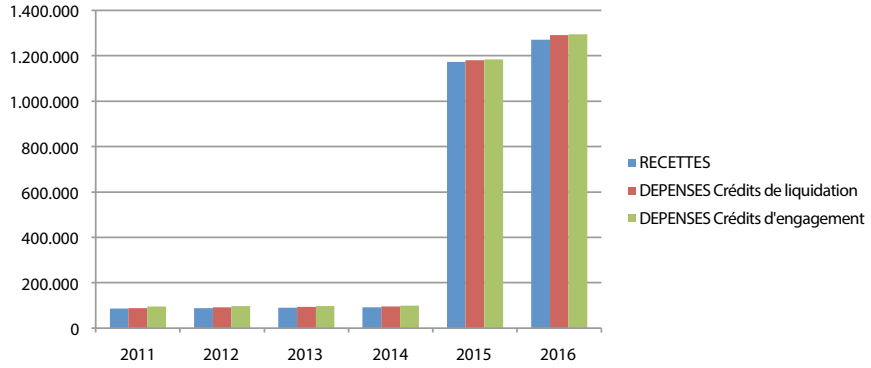
| ANNEE | RECETTES | | | DEPENSES | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Impôts régionaux | Part de l'IPP | Total (autres incl.) | Liquidations | Engagements |
| 2011 | 1.058.990 | 944.405 | 3.136.693 | 3.269.186 | 3.293.418 |
| 2012 | 1.171.166 | 1.064.115 | 3.381.623 | 3.562.696 | 3.492.710 |
| 2013 | 1.179.639 | 1.089.765 | 3.456.427 | 3.613.042 | 3.912.687 |
| 2014 | 1.245.984 | 1.081.080 | 3.444.689 | 3.965.800. | 4.533.555 |
| 2015 | 1.344.708 | 1.691.288 | 4.218.407 | 4.734.870 | 5.169.765 |
| 2016 | 1.408.182 | 1.890.119 | 4.357.377 | 4.876.989 | 5.386.145 |




## Aperçu des budgets 2011-2016 de la CCC

*En euros x 1.000*

| ANNEE | RECETTES | DÉPENSES | |
|---|---|---|---|
| | | Crédits de liquidation | Crédits d'engagement |
| 2011 | 85.825 | 87.421 | 94.825 |
| 2012 | 88.586 | 91.380 | 96.726 |
| 2013 | 89.509 | 92.799 | 96.402 |
| 2014 | 91.358 | 94.665 | 98.490 |
| 2015 | 1.171.981 | 1.180.529 | 1.184.191 |
| 2016 | 1.271.398 | 1.290.576 | 1.293.641 |



PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT

Parlement bruxellois - Brussels Parlement
@parlbruparl

Accueil
À propos
Photos
Avis
Mentions J'aime
Vidéos
Événements
Publications

Créer une Page

J'aime · Contacter · Saved · Plus · Nous contacter

**Parlement bruxellois - Brussels Parlement**
5 h

Cette semaine en commission :
INFRASTRUCTURE
-transport rémunéré de personnes
http://www.weblex.irisnet.be/data/convocs/20161017/C1FR.pdf...
Afficher la suite

J'aime · Commenter · Partager

**Parlement bruxellois - Brussels Parlement** a ajouté 35 photos à l'album Colloque - Colloquium 13/10/2016 — avec Béatrice Delvaux et Charles Picqué.
14 octobre, 10:21

Organisation politique · Région de Bruxelles-Capitale
5,0 ★★★★★ Actuellement ouvert

Rechercher publications sur la Page

251 personnes aiment ça

52 personnes sont venues ici

Actuellement ouvert · 08:30 - 17:15
Obtenir des informations supplémentaires

Inviter des amis à aimer cette Page

5,0 de 5 étoiles · 1 avis
Voir les avis

À PROPOS

rue du Lombard, 69
1000 Brussels
Enregistré

02 549 62 11

PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT

TWEETS 1 326 · ABONNÉS 434 · J'AIME 21 · MOMENTS 0

**parlbruparl**
@parlbruparl

Parlement bruxellois - Brussels Parlement Facebook : facebook.com/parlbruparl/ Instagram : instagram.com/parlbruparl/

Bruxelles - Brussel
parlement.brussels
Inscrit en janvier 2013
Davantage joignable 08:30 – 17:00

219 Photos et vidéos

Tweets · Tweets & réponses · Médias

**parlbruparl** @parlbruparl · 1 h
Op de agenda van de commissie infrastructuur : goo.gl/rWDt3y

**parlbruparl** @parlbruparl · 1 h
A l'ordre du jour de la commission infrastructure : goo.gl/Oi9ixk

**parlbruparl** @parlbruparl · 14 oct.
Colloque - Colloquium 13/10/2016 : album facebook.com/media/set/?set …

# LE PARLEMENT COMMUNIQUE

## A. LE SITE INTERNET DU PARLEMENT

**parlement.brussels**

Le site internet est la première source d'information sur le fonctionnement et la composition du Parlement, il est votre source de données en matière législative.
Le Bureau a chargé récemment une agence de communication de la dynamisation du site internet. Ce nouveau site internet sera mis en ligne dans le courant du premier semestre 2017.

## B. LES RÉSEAUX SOCIAUX

Comme annoncé en 2015 (1), le Parlement a renforcé sa présence sur les réseaux sociaux. La Fête de l'Iris a été l'occasion de lancer la page **Facebook** et le compte **Instagram**.
Vous y trouverez essentiellement la promotion et le compte-rendu photographique ou vidéo de nos événements. L'actualité législative trouve sa place au quotidien sur notre compte **Twitter** (2).
Un résumé hebdomadaire alimente votre fil **Facebook**.
**Linkedin** concentre l'actualité des recrutements et des colloques ou conférences.

PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT

Suivez-nous

Où nous trouver ?

1 Rapport annuel 2014-2015

2 Ouvert en septembre 2015

Charles Piquet,

# LE PARLEMENT ACCUEILLE, INFORME ET ORGANISE

## LE PARLEMENT DYNAMISE SES DÉBATS ET S'OUVRE ENCORE PLUS AUX CITOYENS

### • Le citoyen a le droit d'être entendu dans le cadre d'une pétition adressée au Parlement

Auparavant, des pétitions pouvaient être adressées au Président du Parlement qui pouvait les renvoyer soit au Gouvernement, soit à une des commissions permanentes du Parlement. Deux ordonnances modernisent fortement le droit de pétition dans le sens d'une amélioration notable des droits du citoyen. Le Parlement a le droit de renvoyer les pétitions au Gouvernement et celui-ci est dorénavant tenu de donner des explications. L'auteur d'une pétition signée par au moins cinq mille personnes domiciliées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et âgées de seize ans accomplis a le droit d'être entendu en commission et éventuellement dans le cadre d'un débat en séance plénière. L'auteur d'une pétition a droit à une réponse dans les six mois suivant l'introduction de la pétition.

***Voir aussi** : pages 57 et 58*

*http://www.parlbruparl.irisnet.be/le-parlement/comment-fonctionne-le-parlement/petition//index.html@lang=fr.html*

### • Le Parlement a modifié son règlement

Après une année de réflexions menées au sein d'un groupe de travail, la commission a adopté plusieurs modifications importantes du règlement du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune en vue de dynamiser le travail parlementaire. Celles-ci concernent principalement la gestion du temps de parole accordé aux députés et aux membres du Gouvernement, l'adaptation des règles existantes pour les interpellations, les questions

<

*Le Commissaire européen aux affaires économiques et financières **Pierre Moscovici** à la tribune (colloque « Les investissements publics face aux contraintes européennes »)*

orales, les questions écrites et les questions d'actualité qui peuvent désormais être posées en commission; la possibilité de présenter des notes de discussion en séance plénière afin d'approfondir un sujet ayant fait l'objet d'un débat en commission, ainsi que la mise en place d'une commission chargée d'examiner le budget et le compte du Parlement, et d'un comité de suivi législatif, lequel constitue un dispositif d'évaluation de la législation, à l'instar de ce qui existe dans d'autres parlements. Ces différentes modifications confèrent davantage de droits aux parlementaires en vue de faciliter l'exercice de leur pouvoir de contrôle de l'action du Gouvernement.

***Voir aussi** : p. 68*

# A. LES VISITES GUIDÉES

## • Visiter notre assemblée

Le Parlement bruxellois organise sur rendez-vous préalable des visites pour des groupes scolaires, des groupes d'étudiants ou d'adultes, accompagnées d'un exposé introductif, de la projection d'un film et de « questions-réponses », avec la possibilité également de dialoguer avec des parlementaires. Pour les 10 à 15 ans, le Parlement bruxellois organise également le jeu de rôles « *Democracity* » (voir le point B).

Pour assister à une séance plénière (en principe, le vendredi) ou à une séance de commission, consultez le calendrier sur notre site internet *parlement.brussels*, et rendez-vous dans les locaux du Parlement bruxellois, rue du Lombard 69, muni d'une pièce d'identité.

*Pour plus d'informations, adressez-vous au service des relations publiques, par courriel à relationspubliques@parlement.brussels ou par téléphone au numéro 02 549 62 04.*

## A.1. Statistiques des visites guidées

### A.1.1. Visites guidées sous la conduite du service des relations publiques :

Les visites sont guidées par les fonctionnaires des relations publiques, en français, en néerlandais ou en anglais. Elles sont gratuites et peuvent être organisées tous les jours ouvrables entre 9h30 et 12h, ou entre 14h et 17h. Elles durent de 1h30 à 2h et se clôturent par un rafraîchissement dans la cafétéria des députés.

Ci-dessous une liste des visites organisées en 2015-2016 :

## Établissements scolaires :

**Écoles primaires :** BS De Mozaiek – 1030 Schaerbeek ( 22 février 2016), Imelda Basisschool - 1080 Molenbeek-Saint-Jean (20 juin 2016) ;

**Écoles secondaires :** Institut Saint Vincent de Paul – 1180 Uccle (15 avril 2016), Athénée des Pagodes – 1000 Bruxelles (25 avril 2016) ;

**Écoles supérieures et universités :** EPFC/ULB - étudiants en Relations Publiques (16 octobre 2015), EPHEC - étudiants en droit public (20 novembre 2015), VUB – étudiants en droit public (3 et 4 décembre 2015, 15 avril 2016), Haute Ecole Paul Henri Spaak (18 mars, 26 avril 2016), Haute Ecole Francisco Ferrer – 1000 Bruxelles (14 avril 2016), ULB – étudiants québécois (7 juin 2016) ;

## Autres :

asbl bon, intergratie en inburgering – 1030 Schaerbeek (12 et 21 octobre 2015, 14 mars 2016), Centre bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI) – 1000 Bruxelles (22 octobre, 16 novembre 2015, 17 février 2016), Union belge des Journalistes et Ecrivains du Tourisme ( 9 mars 2016), asbl Bruxelles Vivre Ensemble – 1080 Molenbeek-Saint-Jean (20 avril 2016), Centre Communautaire Anneessens – 1000 Bruxelles (18 mai 2016), Groupe Santé Josaphat – 1030 Schaerbeek (20 mai 2016), Ecole Erasme - Cours de promotion sociale – 1070 Anderlecht (23 mai 2016), Centre d'alpha Schaerbeek ( 30 mai 2016), CVO Lethas – 1083 Ganshoren (2 juin, 14 juin 2016).

## A.1.2. Visites guidées sous la conduite de parlementaires ou de groupes politiques :

M. Stefan Cornelis – Open VLD (21 novembre 2015, 27 avril 2016) ;

M. Serge de Patoul – DéFI (24 octobre, 12 décembre 2015, 30 janvier, 20 février, 19 mars, 27 avril, 18 juin 2016)

Mme Liesbeth Dhaene – N-VA (21 novembre 2015)

M. Boris Dilliès – MR (1er mars, 23 avril 2016) ;

M. André du Bus de Warnaffe – cdH (23 janvier 2016) ;

Mme Zoé Genot – Ecolo (15 décembre 2015) ;

M. Hasan Koyuncu – PS (1er décembre 2015) ;

Mme Annemie Maes – Groen (24 mars 2016) ;

M. Julien Uyttendaele – PS (5 mars 2016) ;

---

Groupe Open VLD (30 janvier, 5 mars, 16 avril, 4 juin 2016) ;

Groupe N-VA (11 juin, 18 juin 2016).

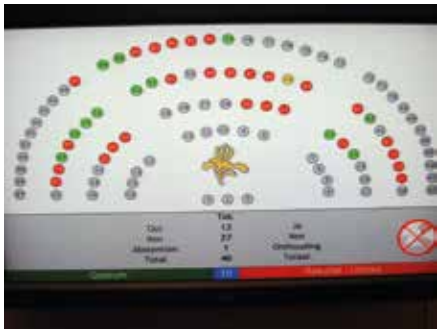
# B. LE JEU DE RÔLE «DEMOCRACITY»

## 24 séances avec quelque 620 jeunes

Democracity est un jeu de rôle éducatif destiné aux 10 à 15 ans. Les jeunes "parlementaires" construisent ensemble, par le biais de la concertation et de l'argumentation, leur ville idéale. Un vote en séance plénière suit la discussion en commission.

A travers ce jeu de rôle, le Parlement bruxellois souhaite familiariser, de manière ludique, les élèves au fonctionnement d'un parlement et à la prise de décision démocratique afin de les inciter à devenir de jeunes citoyens critiques.

Ci-dessous une liste des écoles qui ont participé à une séance de «Democracity» durant l'année parlementaire 2015 – 2016:



**Écoles primaires**: École communale du Verrewinkel – 1180 Uccle (20 et 21 octobre 2015), BS dertien – 1070 Anderlecht (22 octobre 2015), GO De Groene Parel – Sint-Pieters-Leeuw (18 novembre 2015), Unescoschool – 1081 Koekelberg (19 novembre 2015), Ecole de Messidor – 1180 Uccle (8 et 9 décembre 2015), BS Carolus Magnus – 1030 Schaerbeek (10 décembre 2015), Kasteel Beiaardschool – 1120 Neder-Over-Heembeek (21 janvier 2016), École communale de Koekelberg 6B ( 23 février 2016), VBS Ten Nude – 1000 Bruxelles (25 février 2016), GBS De Kadeekes Koekelberg (25 février 2016), VBS Ten Nude – 1000 Bruxelles (11 avril 2016), GO De Wimpel – 1050 Ixelles (11 avril 2016), BS Floralia – 1200 Woluwe-Saint-Lambert (14 avril 2016), École Place Pinoy Auderghem (26 avril 2016), Leidstarschool Laeken (10 mai 2016), BS OLV Evere (10 mai 2016);

**Écoles secondaires:** Koninklijk Atheneum Asse (14 et 15 octobre 2015), Regina Pacisinstituut Laeken (20 janvier 2016), Institut de la Vierge Fidèle – 1030 Schaerbeek (15 mars 2016), Don Bosco Groot-Bijgaarden (16 mars 2016), KA Etterbeek (11 mai 2016).

# C. LES PUBLICATIONS & FILM DE PRÉSENTATION

Toutes les publications (bilingues ou trilingues) sont disponibles en version numérique sur le site internet et peuvent être obtenues en version papier sur simple demande auprès du service des relations publiques.

## Publications

— dépliant et brochure « *Le Parlement bruxellois* » ;

— brochure « *25 ans Parlement bruxellois* » ;

— « *Parcours pour les visiteurs* » (portes ouvertes) ;

— bande dessinée « *Clara s'engage* » ;

— les « *rapports annuels* » ;

— brochure « *La régulation, un enjeu pour la Région bruxelloise* »"

*Pour* visionner le film de présentation sur le Parlement bruxellois ou pour *plus d'informations sur les publications*, voir le site internet : *parlement.brussels* ou *adressez-vous au service des relations publiques, par courriel à* relationspubliques@parlement.brussels *ou par téléphone au numéro 02 549 62 04.*

# D. LES COLLOQUES ET CONFÉRENCES ORGANISÉS PAR LE PARLEMENT OU EN COLLABORATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

## • Octobre 2015

### – Colloque « La régulation, un enjeu pour la Région bruxelloise »

Le Parlement bruxellois a co-organisé le 19 octobre 2015 avec la Solvay Brussels School Economics &Management (SBS/EM – ULB) un colloque avec pour thème *« La régulation, un enjeu pour la Région bruxelloise? »*.

Après le mot d'accueil du Président, Charles Picqué, le Professeur Bruno Liebhaberg (SBS/EM - ULB) a présenté les enjeux: la régulation, c'est quoi? pourquoi et comment?

**Les trois panels d'orateurs étaient composés comme suit:**

- le premier: Luc Hujoel, directeur général de Sibelga, Pascal Misseleyn, administrateur Brugel, Jan Bouckaert, Universiteit Antwerpen, Estelle Cantillon (SBS/EM-ULB) ;
- le deuxième: Jack Hamande, président de l'IBPT, Frédéric Fontaine, directeur général de Bruxelles Environnement, Alain de Streel , Université de Namur;
- le troisième: Christiane Franck, directrice générale de Vivaqua, Bruno Beels, coordinateur intercommunal Water –Link, Pierre Bauby, enseignant Sciences-Politiques Paris et Université Paris VIII.

Le colloque a été clôturé par l'intervention du ministre de l'économie, Didier Gosuin.

***Voir aussi :***

http://weblex.brussels/data/annexes/uploads/99093_Colloq%20regulatie_FR_lowres.pdf

## • Novembre 2015

### – Conférence « Les réfugiés belges pendant la Première Guerre mondiale »

Le Parlement a initié avec « bon, Agentschap Integratie en Inburgering », le 10 novembre 2015, une conférence avec pour thème « Les réfugiés belges pendant la Première Guerre mondiale ».

Après l'exposé du Professeur Michaël Amara (ULB) sur la thématique susmentionnée en se concentrant sur les réfugiés belges au Royaume-Uni, le Professeur Eric Corijn (VUB) a dressé un état des lieux des migrations et de l'intégration des populations immigrées à Bruxelles. Il a également esquissé des projections à court et moyen termes sur les effets induits par ces phènomènes sur l'économie, le volet social, la culture...

Une exposition sur le thème du colloque, intitulée « Homeland 14 - 18 », initiative de « bon Agentschap Intergratie en Inburgering », était accessible au public du 12 novembre au 18 décembre.

## • Mars 2016

### – Conférence « Gabrielle Petit et 100 ans de condition féminine »

L'assemblée a organisé le 8 mars 2016, à l'occasion de la journée internationale de la femme et du Centenaire de l'exécution de la résistante bruxelloise Gabrielle Petit, une conférence en deux parties avec pour thème « Gabrielle Petit et 100 ans de condition féminine ».

La première partie, avec pour oratrice la Professeure Sophie De Schaepdrijver (*Pennsylvania State University*), fut consacrée à Gabrielle Petit « *The Death and Life of a Female Spy in the First World War* » (le 1er avril 2016 a été célébré le centenaire de l'exécution de Gabrielle Petit). En deuxième partie, la Professeure Eliane Gubin (ULB) a tracé l'évolution des droits des femmes durant le dernier siècle .

## • Octobre 2016

### – Séance d'information de la Commission de contrôle bruxelloise

Instituée par l'ordonnance du 8 mai 2014 portant création et organisation d'un intégrateur de services, la Commission de contrôle bruxelloise a démarré ses travaux en septembre 2015. Afin de faire connaître l'étendue de ses missions de contrôle dans le cadre de l'échange des données et du traitement d'images (notamment en matière de vidéosurveillance), la Commission de contrôle bruxelloise a organisé le 4 octobre 2016 une séance d'information à destination des services publics concernés.

Sous la conduite du président de la commission, Stefan Verschuere, les présentations suivantes se sont succédé : *Encadrer les traitements de données au bénéfice de la qualité de l'action administrative et accompagner les institutions* (Magali Cornelissen, secrétaire de la commission) ; *Intervention de Fidus : simplification administrative, protection des données et sécurité des traitements* (François Du Mortier e-Government Manager, CIRB) ; *Fidus et Irisbox : une mise en œuvre réussie* (François Du Mortier e-Government Manager, CIRB et Thierry Kensier responsable service clientèle, parking.brussels) ; *MAGDA, moteur du service public axé sur l'information* (Bruno De Vrieze, PO MAGDA platform – PO MAGDA² Personen&ondernemingen) ; *BCED : Utilisation et mise en place de sources authentiques* (Thomas Dufrasne Chef de projet, Banque Carrefour d'Echange de données). La séance s'est conclue par une intervention de la Secrétaire d'Etat en charge de l'Informatique et de la Transition numérique, Bianca Debaets.

*Lien vers la vidéo sur facebook et youtube :*
*https://www.facebook.com/parlbruparl/videos/*
*https://www.facebook.com/events/1190661274333195/*
*https://www.youtube.com/parlbruparl*

### – Colloque « Les investissements publics face aux contraintes européennes »

Le Parlement bruxellois a organisé jeudi 13 octobre 2016, à l'initiative de son Président Charles Picqué, un colloque intitulé : « les investissements publics face aux contraintes européennes ».

L'objectif était d'examiner comment relancer les investissements publics pour soutenir, en Europe et dans notre Région en particulier, l'économie et l'emploi ainsi que des services publics de qualité au bénéfice du citoyen.

Depuis la crise économique, l'Europe a en effet renforcé la discipline budgétaire des Etats membres, des Régions, des communes, ce qui a un impact sur leur capacité d'investissement. A cela s'ajoute le respect de ces règles budgétaires selon des normes comptables strictes (SEC2010), auxquelles sont soumis les différents pouvoirs publics.
Transports en commun, écoles, infrastructures sportives, hôpitaux,...les besoins d'investir, pour la Région bruxelloise et les pouvoirs locaux, sont pourtant immenses. Ils le seront encore davantage demain en raison de la croissance démographique.
La question posée aux intervenants et nombreux autres participants était donc celle de la pertinence du cadre budgétaire et comptable européen pour répondre à ces enjeux.

Avec la participation exceptionnelle du Commissaire européen aux affaires économiques et financières Pierre Moscovici, et le parrainage du Comité des régions, ce colloque était l'occasion d'un dialogue direct entre responsables de l'application de ces règles, acteurs de terrain qui y sont confrontés dans leur gestion quotidienne, et experts économiques.

**Les panels d'orateurs étaient composés comme suit :**

**Panel 1 :**

**Modératrice :** Béatrice Delvaux, Editorialiste en chef du Journal Le Soir

**Intervenants :** Pierre Moscovici, Commissaire européen aux Affaires économiques et financières, Bruno Colmant, Head of macro research, banque Degroof Petercam ; Henri Bogaert, Commissaire honoraire au Plan, Pierre-Emmanuel Noel, Senior Banker Representative for Operations in Belgium (EIB) ;

**Panel 2 :**

**Modérateur** : *Armand Dessoy,* Senior analyst public finance – Belfius banque

Intervenants : Karl-Heinz Lambertz, vice-Président du Comité des Régions, Luca Ascoli, Head of Unit Eurostat D-1 - "*Excessive deficit procedure and methodology,* Philippe Laurent, maire de Sceaux, Vice-Président du Conseil des communes et Régions d'Europe (CCRE), Marcia De Wachter, membre du comité de direction à la Banque nationale de Belgique.

*Lien vers la vidéo sur facebook et youtube* :

https://www.facebook.com/parlbruparl/videos/

https://www.facebook.com/events/300652603626598/

https://www.youtube.com/parlbruparl

# E. ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LE PARLEMENT OU EN COLLABORATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

## • d'octobre 2015 à juin 2016

### – Concerts en collaboration avec le Conservatoire royal de Bruxelles

Le Bureau a mis le grand salon et/ou la salle des glaces à disposition de l'asbl « Les spectacles du Conservatoire » pour y organiser des spectacles ou des concerts donnés par des étudiants du Conservatoire royal de Bruxelles dont les locaux se trouvent rue du Chêne, à proximité du siège de l'assemblée.

**Aperçu des concerts durant la session parlementaire 2015-2016 :**

« Purcel » *(22 octobre 2015),* « Jazz Christmas » *(16 décembre 2015),* « Divertissements » *(24 février 2016)* , « Stylus Phantasticus » *(16 mars 2016),* « Perles Baroques » *(15 mai 2016),* « La musique des sphères » *(1 juin 2016)*

*Le* « festival « Courant d'airs » *s'est tenu dans le grand salon et la salle des glaces du 13 au 17 avril 2016.*

*Tous les concerts étaient accessibles au public.*

## • Avril 2016

### – Cérémonie honorant des citoyens belges par l'État d'Israël

L'État d'Israël honore des citoyens belges qui, au péril de leur vie, ont sauvé des enfants et des familles juives des persécutions nazies durant l'occupation de la Belgique. Au cours de cérémonies officielles, l'État d'Israël remet à ces citoyens reconnus « Justes parmi les nations » une médaille et un diplôme d'honneur en reconnaissance de leurs actes de bravoure.

Une cérémonie, à l'initiative de Son Excellence Mme Simona Frankel, ambassadeur d'Iraël, honorant l'Abbé René Ceuppens, Albert et Lucie Jacquet, Thomas et Marie Peter, Fernane Piron, Edmond et Marguerite Storder, Joannes et Cornelia Roelofs, Elisabeth de Grebber, Henricus et Philomena ThienPondt a eu lieu le 19 avril 2015 au Parlement bruxellois en présence du Président Charles Picqué, de députés bruxellois et de nombreux invités. Les enfants et petits-enfants des Justes ont reçu les distinctions au nom de leurs parents et grands-parents .

## • Mai 2016

### – La fête de l'Iris et la journée portes ouvertes

La réception officielle à l'occasion de la fête de l'Iris s'est déroulée le 7 mai 2016 dans les salons du Parlement en présence de nombreuses personnalités dont le Premier Ministre, Charles Michel et d'autres membres des milieux politiques et économiques bruxellois.

Le 8 mai 2016, le Parlement a ouvert ses portes de 11h à 18h : quelque 1.500 personnes ont eu l'occasion de suivre un parcours à la fois institutionnel et recréatif dans les salles de commissions, l'hémicycle et les salons.

*Lien vers la vidéo sur facebook et youtube*:

*https://www.facebook.com/parlbruparl/videos/*

*https://www.facebook.com/events/798055316995334/*

https://www.youtube.com/parlbruparl

*Lien vers l'album photos*: *https://www.facebook.com/parlbruparl/photos/*

### – Roots & Shoots Summit

Le 12 mai 2016 le Jane Goodall Institute Belgium a invité 80 jeunes, actifs dans des projets environnementaux ou sociaux, à partager leurs expériences et à développer leurs compétences de gestion de ces projets.

Dr. Jane Goodall, célèbre primatologue britannique, a assisté à l'événement.

*Lien vers l'album photos*: *https://www.facebook.com/parlbruparl/photos/*

### – Accueil d'une délégation de la Pride

Le 13 mai 2016 le Parlement a acceuilli une délégation de la *@TheBelgianPride*. l'occasion de retracer le long parcours qui a mené aux acquis engrangés aujourd'hui et d'attirer l'attention sur la stigmatisation encore subie par les personnes homosexuelles dans certains pays de l'UE et dans la plupart des pays émergents.

Le drapeau arc-en-ciel a été hissé sur le toit du Centre d'Accueil et d'information jusqu'au 17 mai 2016.

*Lien vers l'album photos*:

*https://www.facebook.com/parlbruparl/photos/*

## • Juin 2016

### – Inauguration du portrait d'Eric Tomas, Président du Parlement de 2004-2009

Le 22 juin 2016, le portrait d'Eric Tomas, quatrième Président du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, a été accroché dans la galerie des portraits. Le portraitiste de l'ancien président est Jacques Richard, artiste schaerbeekois.

*Lien vers l'album photos*:

*https://www.facebook.com/parlbruparl/photos/*

## • Septembre 2016

### – Portes ouvertes - Journée du Patrimoine 2016 « Recyclage des styles »

Le Parlement a ouvert ses portes le 18 septembre 2016 à l'occasion de la Journée du patrimoine dont le thème, « *Recyclage des styles* » a attiré un public nombreux.

Ils ont été plus d'un millier à pousser la porte du Parlement, des Bruxellois bien sûr, mais aussi de nombreux visiteurs Wallons et Flamands, sans oublier les touristes étrangers.

Les guides d' « Itinéraires » ont éclairé les visiteurs sur le thème tandis que le personnel du Parlement s'est concentré sur le fonctionnement de l'institution et plus largement de la Région.

*Lien vers l'album photos*:

*https://www.facebook.com/parlbruparl/photos/*

# F. LES OCCUPATIONS DES SALLES

L'occupation des salles et locaux du Parlement est conditionnée au respect de critères stricts et limitatifs fixés par le Bureau du Parlement, qui prend toute décision en la matière.

## 1. Occupations pour des activités du Parlement bruxellois

| date | activité | salle |
|---|---|---|
| 9 novembre 2015<br>9h | Brugel – Conférence sur l'évaluation du régime de protection du client résidentiel bruxellois | Hémicycle + salle des glaces |
| 10 novembre 2015 9h | Conférence et vernissage de l'exposition « Les réfugiés belges pendant la Première Guerre mondiale » en collaboration avec BON | Hémicycle + salle des glaces |
| du 12 novembre au 18 décembre 2015 | Exposition « Les réfugiés belges pendant la Première Guerre mondiale » en collaboration avec BON | Palier d'honneur |
| 12 janvier 2016<br>18h | Réception de Nouvel An | Salle des glaces |
| 28 janvier 2016<br>12h | Déjeuner de presse | Grand Salon |
| 8 mars 2016<br>9h | Conférence – Gabrielle Petit et 100 ans de condition féminine | Hémicycle + salle des glaces |
| 7 mai 2016<br>11h30 | Fête de l'Iris - Réception | Salle des glaces et grand salon |
| 8 mai 2016<br>11h - 18h | Fête de l'Iris - Portes ouvertes | Parcours dans le bâtiment |
| 13 mai 2016<br>18h | Pride - Réception | Grand salon |
| 18 septembre 2016<br>10h - 18h | Journées du Patrimoine | Parcours dans le bâtiment |
| 4 octobre 2016<br>9h | Séance d'information « Traitement de données électroniques : quelles nouvelles obligations pour les institutions bruxelloises? » Présentation de la nouvelle commission de contrôle bruxelloise | Hémicycle + salle des glaces |
| 13 octobre 2016<br>13h30 | Colloque « Les investissements publics face aux contraintes européennes » | Hémicycle + salle des glaces |

## 2. Occupations pour des activités des groupes politiques

| date | activité | salle |
|---|---|---|
| 26 octobre 2015<br>9h30 | Groupe Ecolo - Colloque : « les enfants dans la ville » | Hémicycle + salle des glaces |
| 2 février 2016<br>9h30 | Groupe cdH – Colloque « La place de l'économie du partage dans notre société » | Salle des glaces |
| 12 mars 2015<br>10h30 | Groupe sp.a – Colloque « Le harcèlement » | Hémicycle |
| 15 mars 2016<br>13h00 | Groupes PS et Ecolo – Après-midi culturelle et informative dédiée au Kurdistan | Salle des glaces |
| 23 mars 2016<br>9h | Groupe Ecolo – Colloque « Are airport and quality of life a compatible matter? » | Hémicycle + salle des glaces |
| 9 juin 2016<br>9h | Groupe sp.a – Journée d'étude « les travailleurs de rue » | Hémicycle + 2 salles de commission |
| 9 juin 2016<br>12h | Groupe cdH – Déjeuner avec une délégation du Nagorno Karabagh | Salle à manger + grand salon |
| 5 juillet 2016<br>19h | Groupe NVA – Soirée littéraire | Salle polyvalente |

## 3. Occupations pour des activités des membres du gouvernement bruxellois

| date | activité | salle |
|---|---|---|
| 25 novembre 2015<br>14h | Ministres C. Fremault et P. Smet – journée d'étude sur la « Concertation de l'aide aux justiciables » | Hémicycle |
| 2 décembre 2015<br>9h | Ministre C. Fremault – Colloque sur la discrimination au logement | Hémicycle |
| 3, 24 mai et 14 juin 2016<br>12h | Ministre Didier Gosuin – Réunion Focus groupe | Salle 323 |
| 15 juin 2016<br>14h | Secrétaire d'Etat Cécile Jodogne – Prestation de serment des officiers pompiers du service d'incendie | Salle des glaces |

## 4. Occupations par des tiers

| date | activité | salle |
|---|---|---|
| 8 octobre 2015<br>9h | PFB – Conférence : « La mémoire coloniale » | Hémicycle |
| 17 octobre 2015<br>10h | PFB – Place aux Enfants | Hémicycle |
| du 19 au 30 octobre 2015<br>9h à 17h | RVG – Exposition : « La Première Guerre mondiale » | Salle polyvalente |
| 22 octobre, 16 décembre 2015<br>19h | Conservatoire royal de Bruxelles - Concert | Salle des glaces |
| 28 octobre 2015<br>18h30 | EBN – Innovation Network – Congrès annuel et cocktail de bienvenue | Salle des glaces |
| 14 novembre 2015<br>9h | Medical Women's Association Belgium - Symposium | Hémicycle |
| 17 novembre 2015<br>9h | Conseil bruxellois des Musées – Colloque et réception – 20 ans | Hémicycle,<br>salles 321 et 323,<br>salle polyvalente et salle des glaces |
| 9 décembre 2015<br>18h | VUB – Lecture d'ouverture de la Conférence internationale « Translation in Exile » suivie d'une réception | Hémicycle +<br>salle des glaces |
| 10 décembre 2015<br>9h | PFB – Colloque « Diversité musicale et présence des artistes de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans les grilles de programmation des radios publiques et indépendantes » | Salle des glaces |
| 7 janvier 2016<br>9h30 | PFB – Projection du film de Mourad Boucif « les hommes d'argile » | Hémicycle |
| 14 janvier2016<br>18h | RVG - Réception de Nouvel An | Salle des glaces |
| 22 janvier 2016<br>19h | RVG – BOCO – Concert de Nouvel An | Salle des glaces |
| 27 janvier 2016<br>18h | VUB – Master Classes | Salle des glaces |
| 28 janvier 2016<br>9h30 | PFB – Conférence/débat « la prostitution » avec le Conseil des femmes francophones de Belgique | Hémicycle |
| 15 février 2016<br>9h | Asbl Muzes – Conférence « La musique fait vivre » | Salle des glaces |
| 16 février 2016<br>13h30 | PFB – Conférence « La liberté au défi du terrorisme » | Hémicycle |

| | | |
|---|---|---|
| 24 février 16 mars, 18 mai, 1er juin 2016<br>19h | Concert - Conservatoire royal de Bruxelles | Salle des glaces |
| 25 février 2016<br>13h30 | PFB – Conférence : asbl « Les jeunes aidants proches » | Hémicycle |
| 25 février2016<br>18h | Ambassade du Liban - Réception | Salle des glaces |
| 2 mars 2016<br>14h | PFB – Visite – Atelier d'éducation citoyenne E.v.e.i.l | Salle des glaces |
| 3 mars2016<br>13h | UAB – Organisation d'une « stimulation » pour enseignants | Hémicycle |
| 15 mars 2016<br>17h | Conseil des Communautés Portugaises de Belgique – Organisation d'une table ronde | Salle polyvalente |
| 16 mars 2016<br>13h | Conseil bruxellois de l'Egalité entre les Femmes et les Hommes – présentation de son étude « L'impact du stéréotypage des métiers sur le marché de l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale ». | Salle polyvalente |
| du 11 au 13 avril 2016<br>9h à 17h | RVG – Project : Gezondheidsdriedaagse voor Brusselse klassen | Salle polyvalente |
| 13 avril 2016<br>13h | Krasgroep Brussels "slotzitting van het Scholierenparlement" | Hémicycle |
| du 13 au 17 avril 2016<br>19h | Conservatoire royal de Bruxelles - Festival Courants d'Airs | Salle des glaces + grand salon |
| 19 avril 2016<br>9h | Ambassade d'Israël-Cérémonie honorant des citoyens belges reconnus « Justes parmi les nations » par l'État d'Israel | Salle des glaces |
| 21 avril 2016<br>9h | PFB – Conférence « Espace sourds » | Hémicycle |
| 30 avril 2016<br>15h | Association Muco – Réception 50 ans de l'association | Salle des glaces |
| 12 mai 2016<br>9h | The Jane Goodall Institute Belgium asbl – Parlement de jeunes | Hémicycle, salles 321 et 323 et salle polyvalente |
| 18 mai, 11 juin 2016<br>19h | Conservatoire royal de Bruxelles - Concert | Salles des glaces |
| 19 mai 2016<br>9h | PFB – Bruxelles-Formation – Conférence et rencontre entre députés et stagiaires | Hémicycle + salle des glaces |
| 25 mai 2016<br>16h | Association de la Ville et des Communes – Assemblée générale | Grand salon |
| 2 juin 2016<br>16h | Association des Anciens Pays et Assemblées d'Etat - Conférence | Salle polyvalente |
| 15 juin 2016<br>9h30 | European Social Network – Séminaire sur les migrants et les réfugiés en Europe | Hémicycle |

| | | |
|---|---|---|
| 16 juin 2016<br>9h | PFB – Projection du film « Demain » de Mélanie Laurent et Cyril Dion | Hémicycle |
| 17 juin 2016<br>19h30 | Dîner - Parlement Benelux | Salle des glaces |
| 25 juin 2016<br>20h | Lucernacollege Brussel – Soirée de proclamation | Salle des glaces |
| 11 juillet 2016<br>de 13h à 20h | RVG – Vlaamse Feestdag – activités et visites du bâtiment + réception | Salle des glaces + jardin |
| 23 septembre 2016<br>18h | PFB – Réception pour la Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles | Salle des glaces + grand salon |
| 28 septembre 2016<br>11h | PFB et Bruxelles Invest & Export – Remise de prix aux stagiaires | Salle des glaces |

# LE PARLEMENT SUR LA SCÈNE NATIONALE & INTERNATIONALE

<
Le Président du Parlement européen **Martin Schulz** *à la tribune*

## A. L'ACCUEIL DE PERSONNALITÉS ET DE DÉLÉGATIONS

### • Octobre 2015

**– Rencontre avec la Commissaire européenne au commerce, Cecilia Malmström**

Dans le cadre des négociations sur le TTIP, le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, les membres de la commission chargée des affaires européennes, présidée par Charles Picqué, ont reçu le 15 octobre 2015, la Commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström.

Le TTIP est un traité mixte qui, si les négociations entre l'UE et les États-Unis d'Amérique aboutissent, devrait être adopté tant par le Parlement européen, que par les 28 Parlements nationaux et pour la Belgique, le Parlement fédéral et tous les Parlements des entités fédérées.

*Voir aussi: A-330/1-15/16 Débat sur le Parlements députés bruxellois et Mme Cecilia Malmström, Commissaire européenne au Commerce*

### • Avril 2016

**– Rencontre avec le Président du Parlement européen Martin Schulz**

Le Président, *Charles Picqué* (discours), et les membres du Bureau, ont accueilli le 20 avril 2016 le Président du Parlement européen, Martin Schulz.

Après un vibrant hommage aux victimes des attentats du 22 mars, le discours de M. Schulz a porté sur les défis auxquels l'Union européenne fait face aujourd'hui. S'ensuivit un échange de vues avec les élus bruxellois.

Cette rencontre souligne la volonté du Président Charles Picqué et de tous les élus de renforcer le dialogue avec les institutions européennes et de favoriser la compréhension des enjeux européens: en témoigne l'installation récente d'une commission

parlementaire chargée des questions européennes dont l' objectif est d'aborder les dossiers européens d'importance majeure pour la Région.

*Lien vers la vidéo sur facebook et youtube*:

*https://www.facebook.com/parlbruparl/videos/*

*https://www.youtube.com/parlbruparl*

## • Mai 2016

### — Rencontre avec la Commissaire européenne aux transports, Violeta Bulc

Le 17 mai 2016, la Commissaire européenne aux Transports, Violeta Bulc, a été accueillie dans le cadre d'une réunion conjointe de la commission chargée des questions européennes présidée par *Charles Picqué* et de la commission de l'infrastructure présidée par Boris Dilliès.

Qu'il s'agisse des évolutions des services ferroviaires, des règles budgétaires et comptables qui limitent la capacité d'investissements des Etats membres dans leurs infrastructures, ou du développement de plateformes, telles Uber, qui concurrencent les acteurs officiels dans un certain nombre de secteurs, les impacts des législations et des positionnements de la Commission européenne sont majeurs pour les services publics et l'économie de la Région bruxelloise.

La commissaire européenne a rappelé en ouverture de son intervention, l'importance capitale des transports, et en particulier du rail, dans le développement économique.

*Voir aussi: A-390/1-15/16 Rencontre avec la Commissaire européenne aux Transports, Mme Violeta Bulc*

## • Juin 2016

### — Accueil de l'Assemblée Interparlementaire Benelux

Le 17 juin 2016, à l'issue de leurs travaux en session plénière à Bruxelles, le Président Charles Picqué et les membres du Bureau du Parlement bruxellois ont reçu les membres de l'Assemblée Interparlementaire Benelux, présidée par Mme Maya Detiège (sp.a).

Les séances plénières du Parlement se tiennent alternativement, par tranche de deux ans, à Bruxelles, La Haye ou Luxembourg. En 2015 et 2016, il s'est réuni en session plénière à Bruxelles, au Sénat.

Monsieur Willem Draps (MR), y représente le Parlement Bruxellois et préside la commission Finances et Mobilité.

Pour les comptes-rendus intégraux des séances du Parlement Benelux,
voir www.benelux-parlement.eu - rubrique documents.

# B. LES DÉPLACEMENTS EN BELGIQUE ET À L'ÉTRANGER

## B.1. Déplacements du Président et/ou du Bureau du Parlement bruxellois

### • Mars 2016

#### – Une délégation du Bureau élargi du Parlement bruxellois à Namur

Le Président et ses homologues des autres assemblées régionales ont souhaité intensifier leur collaboration en organisant des commissions conjointes sur des sujets d'intérêts communs:

- Il y a eu le 3 mars 2016 une commission conjointe de coopération à Namur. A l'ordre du jour: l'état de la réforme des règlements respectifs ;
- Il y aura le 10 janvier 2017 une commission conjointe à Namur sur les finances communales.

Le Parlement bruxellois tient à poursuivre cette collaboration avec les autres Parlements régionaux.

### • Mai 2016

#### – Commémoration à Gembloux

Le 9 mai 2016, le Premier Vice-Président, Fouad Ahidar a participé, à la nécropole de Chastre au nom du Parlement bruxellois, à une cérémonie de commémoration de la bataille de Gembloux en mai 1940 au cours de laquelle 2250 soldats marocains perdirent la vie.

### • Octobre 2016

#### — Déplacement du Premier Vice-Président à Bratislava

Le Premier Vice-Président du Parlement bruxellois, M. Fouad Ahidar, a participé à la conférence interparlementaire prévue par l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, qui s'est tenue à Bratislava, du 18 au 20 octobre dernier.

Les sessions de travail étaient consacrées aux thèmes suivants:

1. le renforcement de la dimension sociale de l'Union économique et monétaire;
2. la lutte contre l'évasion fiscale au sein de l'Union européenne;
3. les instruments de stabilisation macroéconomique au sein de l'Union européenne.

La prochaine réunion de la conférence se déroulera à Bruxelles lors du premier trimestre de 2017.

## B.2. Déplacements des commissions du Parlement

### • Octobre 2015

#### — Déplacement de la Commission de l'Infrastructure

Une délégation de la commission s'est rendue en voyage d'étude à Amsterdam les 29 et 30 octobre 2015. Les membres ont été reçus par les autorités municipales, et ont pu étudier les points forts et les points faibles de la mobilité dans cette ville, en particulier la politique cyclable, la politique de stationnement, l'organisation des transports en commun et le percement d'un nouveau tunnel de métro.

### • Décembre 2015

#### — Déplacement de la Commission des Affaires économiques et de l'Emploi

Le 10 décembre 2015, la commission a visité l'Espace Formation Professionnelle (EFP), avec la commission de l'Enseignement et de la Formation du Parlement francophone bruxellois (PFB) Après avoir entendu un exposé de M. Vincent Giroul, directeur de l'EFP, et de M. Emmanuel Baufayt, chef de service CoCoF pour la Formation professionnelle, la commission a visité les locaux de l'EFP, conjointement avec les membres de la commission de l'Enseignement et de la Formation du PFB.

#### — Déplacement de la Commission du Développement territorial

Le 16 décembre 2015, la commission a visité le Port de Bruxelles. Après avoir entendu un exposé introductif de MM. Alfons Moens et Philippe Matthis, respectivement directeur général et directeur général adjoint au Port, et de M. Tom Sanders, membre du cabinet du Ministre-Président, la commission a procédé à la visite du *skydeck* de la tour Upsite et, en bateau, des installations portuaires.

### • Mai 2016

#### — Déplacement de la Commission de l'Infrastructure

Le 11 mai 2016, la commission a rendu une visite sur le chantier de réparation du tunnel Stéphanie, fermé depuis l'automne 2015. Après avoir entendu un exposé explicatif de M. Arnaud Pineur, ingénieur auprès de la société Greisch, les membres de la commission ont pu constater les travaux d'hydrodémolition, de forage de voile et de plafond et du ferraillage dans le tunnel Stéphanie.

#### — Déplacement de la Commission de l'Infrastructure

Le 23 mai 2016, La commission a participé, à l'initiative du CAWaB (collectif pour l'accessibilité Wallonie-Bruxelles), et avec le soutien de la STIB, à une activité de mise

en situation de personnes handicapées (chaises roulantes, bandeaux et cannes d'aveugle, etc.) sur le réseau de la STIB. Cette mise en situation a permis aux députés de se rendre compte des difficultés concrètes qu'éprouvent les personnes à mobilité réduite lorsqu'elles empruntent les véhicules et les installations de la STIB. Elle a ensuite donné lieu à des interpellations en commission, le 6 juin 2016, et à l'adoption d'une résolution (voir point 6.2).

### — Déplacement de la Commission du Développement territorial

Le 4 mai 2016, la commission a visité le site Citroën. Après avoir entendu les exposés de M. Gilles Delforge, directeur de la Société d'Aménagement Urbain, de M. Benoît Moritz, architecte du bureau d'études et de projets MS-A, et de M. Jacques Timmermans, architecte, la commission a visité les bâtiments Citroën récemment rachetés par la Région en vue d'y abriter, notamment, un musée d'art moderne et contemporain.

## • Octobre 2016

### — Déplacement de la Commission de l'Infrastructure

Le 3 octobre 2016 , la Commission de l'Infrastructure, a effectué une visite au siège de la STIB. Les membres de la commission ont rencontré les responsables du service *Customer Care*, l'équipe chargée de répondre aux questions et réclamations en tout genre des usagers des transports en commun bruxellois. Les députés ont pu se rendre compte de la diversité des canaux de communication utilisés par cette équipe (sur Facebook et Twitter notamment), et de l'efficacité de la réaction mise en place par la STIB à chaque sollicitation d'un usager. Un échange de vues a eu lieu. Ensuite, les membres de la commission se sont rendus au dispatching du métro, où ils ont pu découvrir comment la STIB opérait concrètement son réseau de métro.

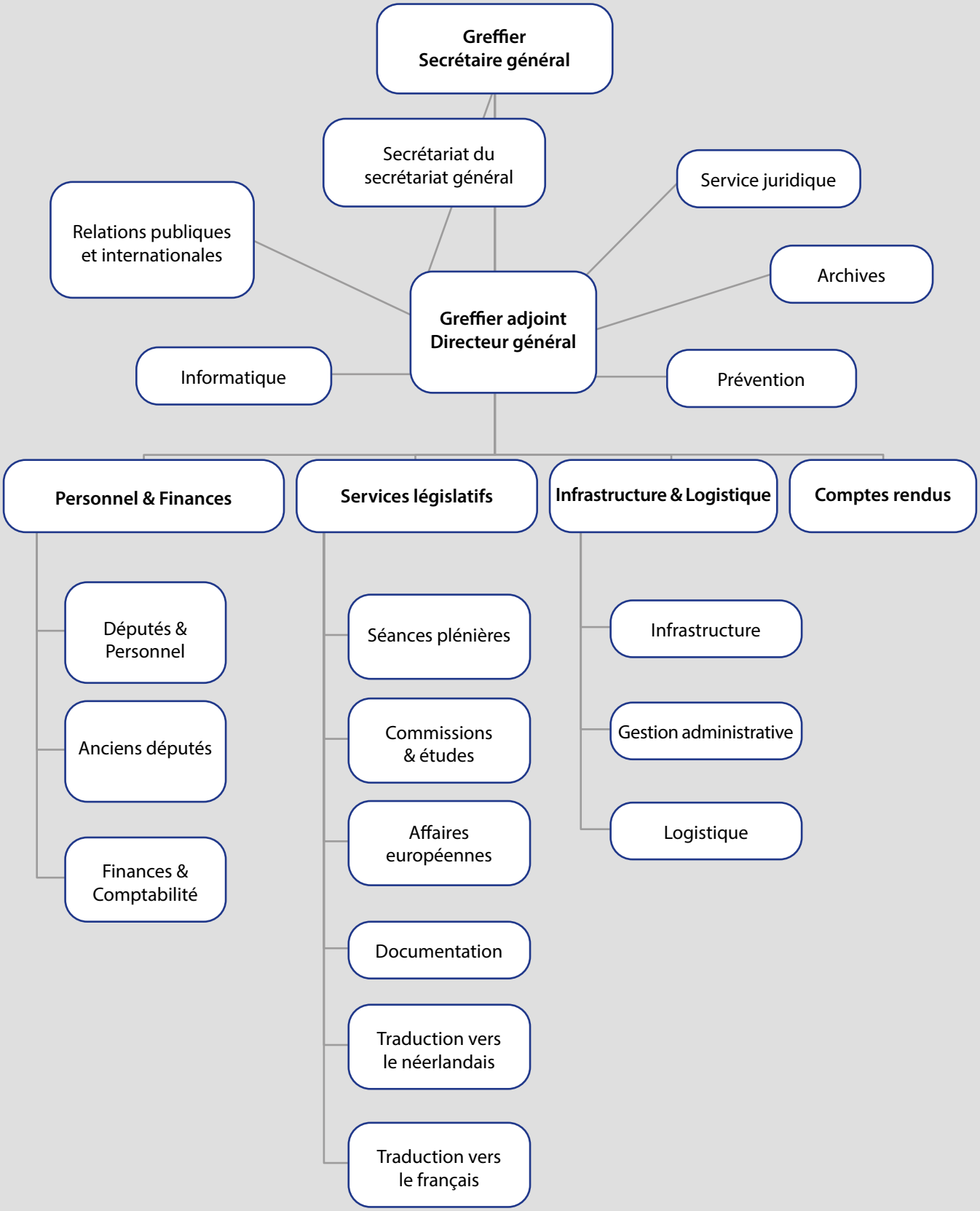
### — Déplacement de la Commission de l'Environnement et de l'Energie

Le 11 octobre 2016, la commission de l'Environnement et de l'Énergie s'est déplacée dans l'agglomération de Lille  pour y appréhender la problématique de l'économie circulaire et examiner différents projets dans ce domaine.

Au programme de la matinée figurait la visite de l'entreprise Pocheco à Forest-sur-Marque. Dans cette usine, qui fait figure de laboratoire grandeur nature de l'économie circulaire, tout est recyclé. L'après-midi, la commission a visité le Centre de Valorisation Organique (CVO) de la Métropole européenne de Lille. C'est le premier site en France capable de produire du biogaz-carburant.

*Lien vers l'album photos*:

*https://www.facebook.com/parlbruparl/photos/*


Greffier
Secrétaire général
Secrétariat du secrétariat général
Service juridique
Relations publiques et internationales
Archives
Greffier adjoint
Directeur général
Informatique
Prévention
Personnel & Finances
Services législatifs
Infrastructure & Logistique
Comptes rendus
Députés & Personnel
Anciens députés
Finances & Comptabilité
Séances plénières
Commissions & études
Affaires européennes
Documentation
Traduction vers le néerlandais
Traduction vers le français
Infrastructure
Gestion administrative
Logistique

# LE PERSONNEL

**(Voir aussi p. 119)**

Le Parlement a modifié le statut du personnel des services permanents du Parlement en matière:

— du **régime de congé et autres dispositions** - ***voir le rapport de M. René Coppens*** *– compte rendu intégral n°14 (2015-2016), page 33 et suivantes: http://weblex.irisnet.be/data/crb/cri/2015-16/00014/images.pdf* page 33 et annexes

— **du service des comptes rendus, des absences de longue durée et du cadre du personnel (le 27 mai 2016) - voir le rapport de M. René Coppens** – compte rendu intégral n° 35 (2015-2016) page 37 et annexes: *http://weblex.irisnet.be/data/crb/cri/2015-16/00035/images.pdf*

— ***de l'article 34 et du cadre du personnel (le 19 juillet 2016) – voir le rapport de M. Fouad Ahidar*** *– compte rendu intégral*

Compte rendu intégral n°43 (2015-2016) page 36 et annexes: *http://weblex.irisnet.be/data/crb/cri/2015-16/00043/images.pdf* en ce qui concerne le rapport de Monsieur Ahidar (le 18 juillet 2016)

Compte rendu intégral n° 44 (2015-2016) page 63: *http://weblex.irisnet.be/data/crb/cri/2015-16/00044/images.pdf* en ce qui concerne les votes (le 19 juillet 2016).

– **le statut des collaborateurs temporaires (le 8 juillet 2016) – voir le rapport de Mme Nadia El Yousfi** – compte rendu intégral n° 41 (2015-2016) page 144 et suivantes: http://weblex.irisnet.be/data/crb/cri/2015-16/00041/images.pdf

– **le statut des collaborateurs occasionnels (le 8 juillet 2016) – voir rapport de M. Foaud Ahidar** – compte rendu intégral n° 41 (2015-2016) page 168 et suivantes: http://weblex.irisnet.be/data/crb/cri/2015-16/00041/images.pdf

***Voir aussi site web – les publications – rapports – rapport annuel 2015-2016/ annexes:***

http://www.parlbruparl.irisnet.be/activites-et services/index.html@lang=fr.html

# LE PARLEMENT GESTIONNAIRE DE SON BÂTIMENT

## A. LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS

Différentes mesures ont été prises pour économiser l'énergie. En effet, les consommations annuelles d'électricité et de gaz dans les bâtiments du Parlement (surface : ± 20.000 $m^2$) se sont stabilisées à la baisse entre 2010 et 2012.

### A.1 Électricité

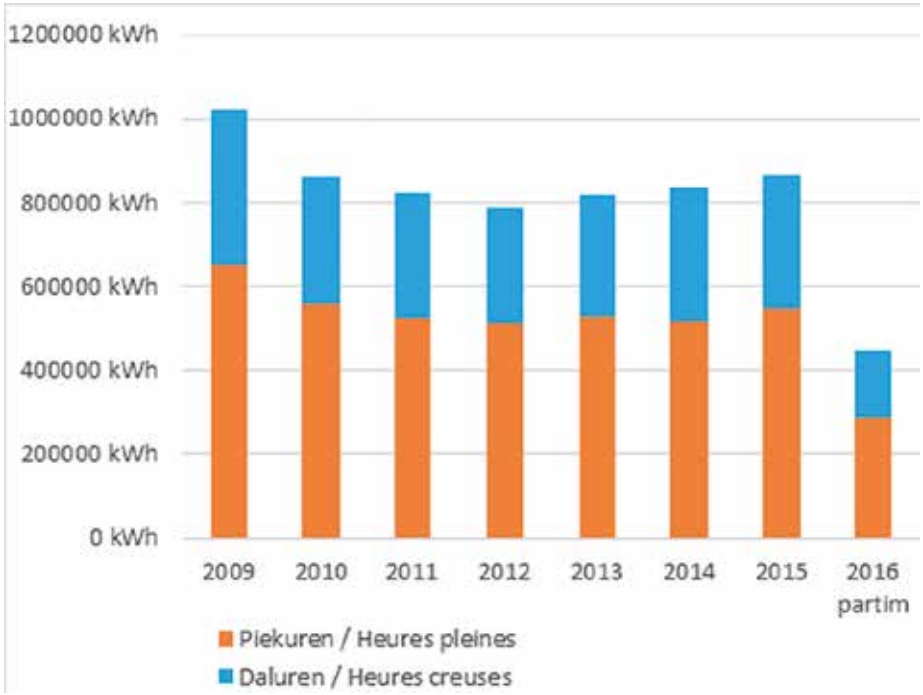
Depuis septembre 2013, un nouveau bâtiment de 2.500 $m^2$ est occupé au 77 rue du Lombard. Celui-ci est loué au Parlement francophone bruxellois. La consommation d'électricité propre à ce bâtiment est cependant incluse dans celle du Parlement qui n'a qu'un seul compteur d'électricité (cabine haute tension située au 14 rue du Chêne).

En juin 2016, 48 $m^2$ de panneaux photovoltaïques ont été mis en service. Ceci aura certainement une incidence positive sur la baisse de la consommation d'électricité pour les années à venir.

Graphique comparatif des consommations d'électricité (palais et bâtiments des groupes politiques au 57 rue du Lombard et au 14-16 rue du Chêne ainsi que, depuis septembre 2013, du siège du PFB au 77 rue du Lombard).

Consommations : 2009-2015, années complètes, 2016 (partim)

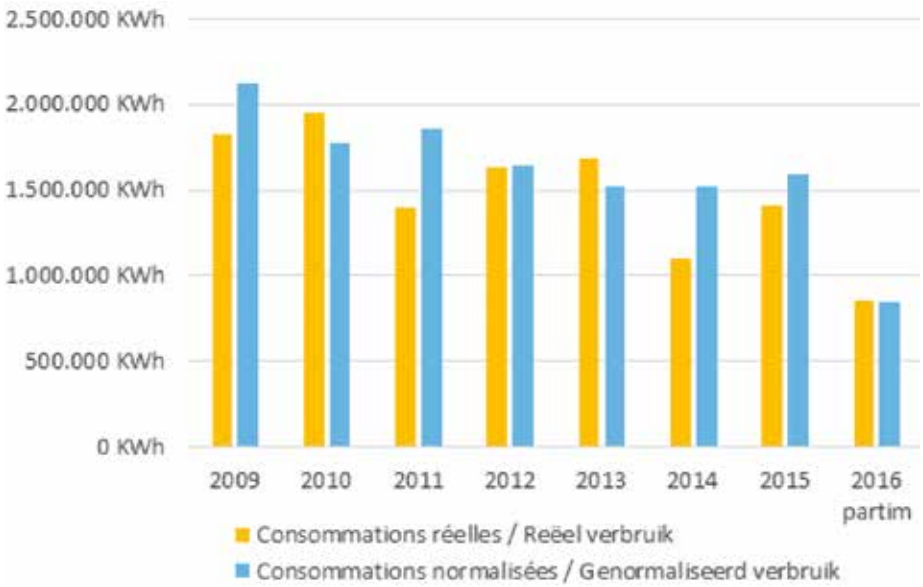
Electricité : consommation annuelle




## A.2 Gaz naturel

Graphique comparatif des consommations normalisées de gaz (palais et bâtiments des groupes politiques au 57 rue du Lombard et au 14-16 rue du Chêne).

Consommations : 2009-2015, années complètes, 2016 (partim).



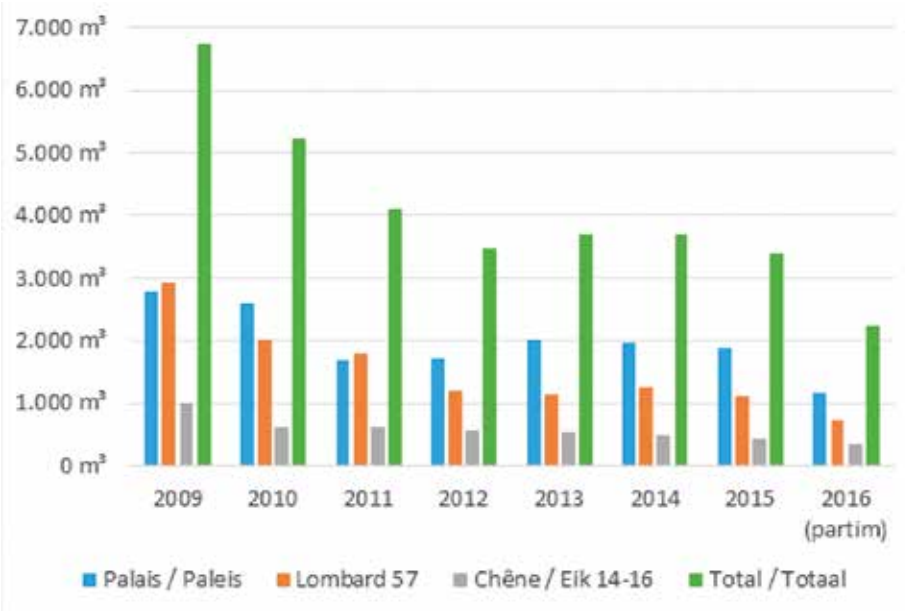
Consommation réelle de gaz : mesurée par le compteur de gaz (1 $m^3$ de gaz naturel pauvre correspond à 9,16 kWh).

Consommation normalisée : c'est la rendre insensible aux conditions climatiques. On ramène la consommation à ce qu'elle aurait été si le climat de l'année avait été celui d'une année moyenne. C'est une condition indispensable pour comparer la consommation d'une année à l'autre sans être pénalisé les années plus froides (durant lesquelles on doit forcément chauffer davantage les bâtiments et donc consommer plus). On peut calculer les consommations normalisées par une simple règle de trois : consommation normalisée = consommation réelle x degrés jours normaux du lieu/ degré jours du lieu de la période d'observation.

## A.3 Eau

Graphique comparatif des consommations d'eau (palais et bâtiments des groupes politiques au 57 rue du Lombard et au 14-16 rue du Chêne).

Consommations : 2009-2015, années complètes, 2016 (partim).



# B. LES TRAVAUX D'ENTRETIEN

Durant l'année 2015-2016, le Parlement a entamé ou poursuivi l'étude des dossiers suivants.

## B.1. Restauration de l'ancien Relais postal « La Couronne d'Espagne »

Après avoir érigé un nouveau bâtiment au Lombard 77, loué au Parlement francophone bruxellois, le Parlement s'attèle actuellement, avec le même auteur de projet, SKOPE, au projet de restauration de l'ancien Relais postal « La Couronne d'Espagne ».

Le Relais postal fut probablement établi à l'époque du bombardement de Bruxelles par les Français en 1695. La place Vieille Halle aux Blés accueillit un service de diligence et de courrier qui desservait les régions méridionales du pays, la France, l'Allemagne et l'Espagne.

En façade de la place Vieille Halle aux Blés, le Relais était une hôtellerie « A la Couronne d'Espagne » et présentait l'organisation caractéristique des anciens relais, avec un portail à rue ouvrant sur un passage carrossable, qui menait à une cour entourée de garages et de remises.

Une première demande de permis unique a été introduite pour la restauration du Relais postal le 15 janvier 2014.

L'auteur de projet et les bureaux spécialisés ont élaboré un projet modificatif et la demande de permis unique modifiée a été introduite auprès de la Direction de l'Urbanisme le 4 avril 2016.

Le projet modificatif de restauration du Relais postal, enclavé entre le Palais de Limminghe, le Lombard 77 et les appartements Citydev du côté de la Vieille Halle aux Blés, vise entre autres, à améliorer son accessibilité. Le Relais postal sera accessible via le 22 rue du Chêne, attenant au Palais de Limminghe au Lombard 69, via le Lombard 77 en passant par un sas vitré entre les deux bâtiments, via le jardin du Gouverneur et via la place de la Vieille Halle aux Blés pour les PMR et le SIAMU.

Pour faciliter l'accès interne via le Palais de Limminghe, la trémie de l'ascenseur, mitoyenne au Relais postal, accueillera une cabine PMR double face, qui rendra le Relais postal également accessible par le deuxième étage du Palais de Limminghe.

L'accessibilité via le Jardin du Gouverneur sera assurée à la fois via l'élément de transition vitré entre le Lombard 77 et le Relais postal et via la porte fenêtre du local au rez-de-chaussée de l'aile Est du Palais qui deviendra un hall d'accès au Relais postal directement accessible depuis le Jardin.
Au rez-de-chaussée du Relais postal, le Parlement prévoit une salle polyvalente qui aura une certaine majestuosité de par la façade à arcades. L'entrée principale sera localisée au milieu du pignon Nord sous le sas, de manière à créer un lien visuel avec la façade à arcades dès l'entrée principale donnant accès à la salle polyvalente.

Les étages seront dévolus à l'administration du Parlement.
Les abords du Relais postal du côté de la Vieille Halle aux Blés seront réaménagés, en grande partie minéralisés et verdurisés, tout en assurant la perméabilité nécessaire du sol et le respect des fonctions historiques. Une petite partie sera recouverte de pavés.

## B.2. Centre d'Accueil et d'Information (CAI)

Lors des travaux de transformations du magasin de farces et attrapes du 71-73-75 rue du Lombard en Centre d'accueil et d'information du Parlement bruxellois, des travaux d'assèchement du mur de soutènement du Jardin du Gouverneur ont été entrepris.
Malgré cela, les problèmes d'humidité persistent. Des marchés publics vont être organisés prochainement pour installer une ventilation suffisante des caves, pour rendre étanches les pierres bleues autour des soupiraux de la terrasse au-dessus du Centre d'Accueil et d'Information et réaliser un drain suffisant dans le gravier du Jardin du Gouverneur ; restaurer les châssis et assainir les locaux par un traitement des champignons et éventuellement du capricorne.

Le bureau d'architectes A.2R.C a été missionné de cette étude.

Suite au niveau de la menace relevé au niveau 3 sur une échelle de 4 et les aménagements de contrôle que celui-ci implique, il est envisagé de transformer le CAI en zone d'entrée des visiteurs et de contrôle de sécurité. Le projet est en cours d'étude.

Quoi qu'il en soit, la Direction des Monuments et Sites sera consultée et associée à ces travaux.

## B.3. Remplacement de l'ascenseur et aménagement du lobby au 14 rue du Chêne

Un marché public de travaux a été lancé pour le remplacement de l'ascenseur situé au 14 rue du Chêne par un ascenseur accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR) et pour l'enlèvement d'amiante au niveau de cet ascenseur.

Ce marché a été attribué à la firme Kone s.a. Les travaux seront entamés avant la fin de l'année 2016 et devraient être terminés au printemps 2017.

L'entrée du 14 rue du Chêne sera également rendue accessible aux PMR via un monte-personnes et le faux-plafond et l'éclairage seront remplacés.

## B.4. Consultance pour la modernisation des installations audio-vidéo

Un marché public de services a été lancé pour une consultance sur la modernisation des installations audio-vidéo du Parlement bruxellois.

Ce marché a été attribué à la firme No Trouble sprl qui devra fournir un audit complet et des propositions de modernisation des installations pour la fin de l'année 2016, qui seront entreprises en 2017.

## B.5. Restauration et isolation des châssis

Ce chantier de restauration et d'isolation des châssis du Palais de Limminghe lancé le 28 avril 2014 sous la direction du Bureau d'architecture Ma$^2$ – Metzger et associés – s'est poursuivi jusqu'en juillet 2016. La réception provisoire a été accordée à la firme Renotec s.a. par le Bureau en sa réunion du 6 juillet 2016.

La restauration de la quincaillerie, confiée à la société Vervloet, a été achevée conjointement.

## B.6. Renouvellement de la toiture 14 rue du Chêne

Un marché public a été lancé pour l'enlèvement d'ardoises artificielles en amiante-ciment (chrysotile). Les ardoises étant jugées en bon état par Bruxelles Environnement, il s'agissait d'un enlèvement simple sans permis d'environnement. Ce chantier d'enlèvement d'amiante a été l'occasion d'un relifting de l'espace sous-toiture, d'une augmentation de l'isolation de la toiture et du placement de 48 $m^2$ de panneaux photovoltaïques. Il a été supervisé par le bureau d'architecture $Ma^2$ - Metzger et associés et a démarré le 4 avril 2016. La réception provisoire des travaux a été accordée à la firme ASE sprl par le Bureau en sa réunion du 14 septembre 2016.

# C. MESURES DE BONNE GESTION ENVIRONNEMENTALE

Pour la fourniture de papier, le Parlement bruxellois a adhéré à la centrale de marché de Bruxelles-Environnement pour les fournitures de bureau écologiques qui répond aux dernières évolutions législatives relatives à l'intégration de critères environnementaux dans les marchés publics (circulaire du 5 février 2009 du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale relative à l'intégration de critères environnementaux et de développement durable dans les marchés publics de fournitures et de services et ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'inclusion de clauses environnementales et éthiques dans les marchés publics).

En général, dans tous les projets de gestion, le Bureau et les services du Parlement bruxellois sont attentifs à la gestion durable. Ainsi des préscriptions contraignantes et des critères d'attribution spécifiques étaient prévus au cahier des charges pour la désignation d'un nouvel imprimeur des documents parlementaires. Il est rappelé que le 11 février 2014, le Parlement s'est vu octroyer pour la seconde fois par le jury le label « entreprise écodynamique » deux étoiles.

# La Commission de contrôle bruxelloise

## Une nouvelle étape dans le contrôle de l'échange de données électroniques utilisées par l'administration.

L'ordonnance du 8 mai 2014 (*M.B.*, 6 juin 2014) a pour but la simplification administrative au bénéfice des citoyens et des services publics et le partage systématique des données électroniques utilisées entre les administrations par le recours à un intégrateur de services régional. Cette ordonnance institue une Commission de contrôle bruxelloise chargée d'encadrer les échanges de données et le traitement d'images (notamment en matière de vidéosurveillance) : elle dispose d'une compétence d'avis et de recommandation, accorde des autorisations pour la communication électronique de données à caractère personnel et reçoit les plaintes de toute personne intéressée à l'égard d'un service ayant improprement exécuté une autorisation de communication de données.

La Commission a entamé ses travaux en septembre 2015. Elle a été instituée auprès du Parlement bruxellois, en tant qu'organe collatéral de celui-ci. Ce statut garantit son indépendance et son autonomie. Son siège est établi dans les locaux du Parlement bruxellois. Elle dispose d'un secrétariat.

La Commission compte 6 membres effectifs et 6 membres suppléants désignés par le Parlement. Elle est composée paritairement de représentants de la Commission de la Protection de la Vie Privée proposés par celle-ci au Parlement et de membres choisis directement pour leurs qualités (un juriste, un informaticien et un gestionnaire de données à caractère personnel). Un tiers des membres appartiennent au groupe linguistique le moins important.

L'échange de données électronique entre administrations et les traitements de données à caractère personnel sont devenus une pratique quotidienne des services publics. De manière générale, la Commission de contrôle bruxelloise doit veiller, dans le champ des compétences des entités bruxelloises, au respect des règles relatives au traitement de données à caractère personnel et particulièrement à la protection de la vie privée. Elle remplit cette tâche en étant attentive à la poursuite des missions et objectifs des pouvoirs publics bruxellois dans les meilleures conditions et à l'aide des technologies les plus efficaces.

La Commission se veut avant tout un interlocuteur de confiance auxquels les administrations peuvent s'adresser pour baliser et mettre en oeuvre de nouveaux projets.

***Voir aussi à la page 84***

# ANNEXES

## LE TRAVAIL LÉGISLATIF AU COURS DE LA SESSION

### 1. Les textes déposés et imprimés

(à l'exception des textes adoptés et des textes rejetés, retirés ou devenus sans objet lors de la session 2015-2016, qui figurent respectivement aux points G et H)

#### PRB

| N° | Titre |
|---|---|
| A-0214/01-15/16 | Proposition d'ordonnance portant création d'un réseau d'espaces verts numériques en Région bruxelloise. |
| A-0215/01-15/16 | Proposition d'ordonnance relative au précompte immobilier des immeubles bâtis ou non bâtis sur une parcelle inscrite à l'inventaire de l'état des sols. |
| A-0216/01-15/16 | Proposition d'ordonnance portant création d'un cadastre annuel des subsides alloués par le Gouvernement aux acteurs du secteur associatif. |
| A-0217/01-15/16 | Proposition de résolution relative à la coordination du développement du stationnement souterrain. |
| A-0235/01-15/16 | Proposition de résolution relative à la hausse des prix de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale. |
| A-0237/01-15/16 | Proposition de résolution visant à soutenir le recours au travail intérimaire au sein de la fonction publique régionale. |
| A-0239/01-15/16 | Proposition de résolution visant à généraliser la règle du « silence vaut acceptation » dans les relations entre l'administration et les administrés. |
| A-0241/01-15/16 | Proposition d'ordonnance visant à exonérer du droit d'enregistrement proportionnel la convention de vente d'immeuble résolue amiablement avant tout transfert de propriété. |
| A-0242/01-15/16 | Proposition d'ordonnance visant à régler les conflits d'intérêts entre les mandataires élus et la gestion des administrations, des associations et entreprises publiques. |
| A-0243/01-15/16 | Proposition d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie en vue de supprimer le régime de dérogation accordée aux véhicules des ministres de la Région en matière de performances environnementales. |
| A-0245/01-15/16 | Proposition de résolution visant à instaurer une politique d'activation linguistique au bénéfice des demandeurs d'emploi. |
| A-0247/01-15/16 | Proposition d'ordonnance instaurant un encadrement des loyers sur le marché privé. |
| A-0254/01-15/16 | Budget des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 2016. |

| | |
|---|---|
| A-0258/01-15/16 | Proposition de résolution relative à la politique climatique de la Région de Bruxelles-Capitale dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris (COP 21). |
| A-0259/01-15/16 | Proposition de résolution relative au désinvestissement des combustibles fossiles. |
| A-0260/01-15/16 | Proposition de résolution demandant l'annulation de la mission économique en Israël prévue en novembre-décembre 2015. |
| A-0269/01-15/16 | Proposition de résolution relative à la relance de l'accord de coopération du 8 septembre 1998 entre Israël et la Région de Bruxelles-Capitale, suspendu le 29 mars 2002. |
| A-0278/01-15/16 | Proposition d'ordonnance portant interdiction du port de signes convictionnels ostentatoires au sein des services du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, des organismes d'intérêt public et des entités dérivées dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale. |
| A-0280/01-15/16 | Proposition de résolution relative à la collecte et à la valorisation des déchets organiques et au développement d'une unité de biométhanisation en Région de Bruxelles-Capitale. |
| A-0281/01-15/16 | Proposition d'ordonnance visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes (Open Data). |
| A-0283/01-15/16 | Proposition de résolution visant à instaurer une prime à l'achat de vélos électriques, de vélos-cargos et de tandems, ainsi qu'une prime à l'achat d'un kit de motorisation électrique pour vélo. |
| A-0284/01-15/16 | Proposition de résolution visant à introduire des vélos électriques partagés Villo!. |
| A-0285/01-15/16 | Proposition de résolution relative à la fusion des six zones de police en Région de Bruxelles-Capitale. |
| A-0286/01-15/16 | Projet d'ordonnance portant reprise du service du précompte immobilier. |
| A-0299/01-15/16 | Proposition de résolution relative à l'affectation des recettes issues de l'octroi de certificats verts à l'incinérateur de Neder-over-Heembeek. |
| A-0305/01-15/16 | Proposition de résolution visant à instaurer un dispositif interactif de délestage du trafic en cas de fermeture d'un axe routier principal de la Région de Bruxelles-Capitale. |
| A-0307/01-15/16 | Proposition de résolution relative au Palais de Justice de Bruxelles. |
| A-0311/01-15/16 | Proposition d'ordonnance portant création du « Fonds de soutien à l'innovation dans le secteur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ». |
| A-0313/01-15/16 | Proposition de résolution visant à respecter la réglementation européenne relative à l'interdiction de l'abattage rituel sans étourdissement dans les abattoirs temporaires. |
| A-0314/01-15/16 | Proposition de résolution visant à permettre l'application de la règle « one-in two-out » en vue de compenser les charges administratives des entreprises induites par une règlementation nouvelle ou modifiée. |
| A-0317/01-15/16 | Proposition de résolution visant à charger la Cour des comptes de réaliser une mission d'audit de Bruxelles Mobilité dans la gestion des tunnels routiers. |
| A-0319/01-15/16 | Proposition de résolution visant à définir, mettre en oeuvre et communiquer au Parlement, une évaluation a posteriori, sur base annuelle, de toute mesure prise visant à atteindre les objectifs décrits dans le « Small Business Act ». |
| A-0320/01-15/16 | Proposition d'ordonnance portant création du Conseil consultatif du tourisme de la Région de Bruxelles-Capitale. |
| A-0323/01-15/16 | Proposition de résolution visant à budgétiser une extension du champ d'application des activités du système des titres-services. |

| | |
|---|---|
| A-0324/01-15/16 | Proposition d'ordonnance modifiant l'article 36 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et visant à introduire une interdiction du gavage. |
| A-0327/01-15/16 | Proposition de résolution visant à libéraliser le secteur du transport rémunéré de personnes en Région bruxelloise. |
| A-0335/01-15/16 | Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise. |
| A-0344/01-15/16 | Projet d'ordonnance portant assentiment à : la Convention sur l'Institut européen de la Forêt. |
| A-0345/01-15/16 | Projet d'ordonnance portant assentiment à : la Convention établissant l'Institut international pour la Démocratie et l'Assistance électorale, et à l'acte final, faits à Stockholm le 27 février 1995, tels que modifiés par le Conseil de l'Institut international le 24 janvier 2006 |
| A-0346/01-15/16 | Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord de siège, avec échange de lettres, entre le Royaume de Belgique et l'Organisation internationale de Police criminelle (O.I.C.P. - INTERPOL), fait à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre 2014. |
| A-0353/01-15/16 | Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Institut européen de la Forêt sur les privilèges et immunités du Bureau de liaison de l'Institut européen de la Forêt, signé à Bruxelles le 9 octobre 2013. |
| A-0354/01-15/16 | Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord entre le Royaume de Belgique et Bioversity International, signé à Bruxelles le 3 décembre 2012, modifiant l'accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'International Plant Genetic Resources Institute, signé à Bruxelles le 15 octobre 2003. |
| A-0355/01-15/16 | Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Institut international pour la Démocratie et l'Assistance électorale, signé à Bruxelles le 15 mai 2014. |
| A-0356/01-15/16 | Projet d'ordonnance portant assentiment à : l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Quartier général suprême des Forces alliées en Europe concernant les conditions particulières d'installation et de fonctionnement de ce Quartier général sur le territoire du Royaume de Belgique, signé à Bruxelles le 12 mai 1967, tel que modifié et complété par l'Accord, signé à Bruxelles le 10 septembre 2013 ; et l'Accord modificatif et complémentaire à l'Accord, signé à Bruxelles le 12 mai 1967, entre le Royaume de Belgique et le Quartier général suprême des Forces alliées en Europe concernant les conditions particulières d'installation et de fonctionnement de ce Quartier général sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 10 septembre 2013. |
| A-0360/01-15/16 | Projet d'ordonnance portant transposition de la Directive 2013/37/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 modifiant la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public. |
| A-0361/01-15/16 | Proposition de résolution relative au lancement de projets pilotes de véhicules motorisés automatisés (véhicules sans conducteur/driverless cars). |
| A-0363/01-15/16 | Projet d'ordonnance organique de la revitalisation urbaine. |
| A-0378/01-15/16 | Proposition d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie. |
| A-0379/01-15/16 | Proposition de résolution visant à favoriser un fuel shift et le développement d'un réseau de stations au gaz naturel compressé (CNG) pour les véhicules particuliers en Région de Bruxelles-Capitale. |

| | |
|---|---|
| A-0382/01-15/16 | Proposition de résolution visant à encourager le déploiement d'infrastructures de recharge destinées aux véhicules électriques dans la Région de Bruxelles-Capitale. |

### ARCCC

| N° | Titre |
|---|---|
| B-0039/01-15/16 | Budget des recettes et des dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 2016. |
| B-0047/01-15/16 | Proposition d'ordonnance relative à la politique d'intégration civique dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. |
| B-0051/01-15/16 | Proposition de résolution visant à soutenir les femmes Yézidies, esclaves sexuelles et captives de l'Etat islamique. |
| B-0049/01-15/16 | Proposition de modification du règlement visant le renforcement de la transparence budgétaire. |
| B-0045/01-15/16 | Proposition de modification du règlement. |

## 2. Les textes rejetés, retirés ou devenus sans objet

### PRB

#### – Commission des Finances et des Affaires générales

| N° | Titre | Vote |
|---|---|---|
| A-0084/01-14/15 | Proposition d'ordonnance visant à supprimer la possibilité de recourir au vote automatisé lors des élections communales. | Proposition devenue sans objet le 24/06/2016 |
| A-0085/01-14/15 | Proposition de résolution demandant l'abandon du vote électronique. | Proposition devenue sans objet le 24/06/2016 |
| A-0185/01-14/15 | Proposition d'ordonnance visant à réduire les tarifs applicables aux donations immobilières en ligne directe et collatérale. | Proposition devenue sans objet le 18/12/2015 |

#### – Commission du Logement

| N° | Titre | Vote |
|---|---|---|
| A-0112/01-14/15 | Proposition d'ordonnance instaurant une allocation-loyer. | Proposition rejetée en séance plénière du 19/02/2016 |
| A-0131/01-14/15 | Proposition d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement. | Proposition rejetée en séance plénière du 19/02/2016 |

### – Commission de l'Infrastructure

| N° | Titre | Vote |
|---|---|---|
| A-0054/01-14/15 | Proposition de résolution portant signature de la charte « Infrastructure favorable aux motocyclistes » et positionnement de la Région de Bruxelles-Capitale comme région respectueuse des motocyclistes. | Proposition rejetée en séance plénière du 20/11/2015 |
| A-0072/01-14/15 | Proposition de résolution relative à l'aménagement d'emplacements de stationnement pour les motos en Région de Bruxelles-Capitale. | Proposition rejetée en séance plénière du 20/11/2015 |
| A-0099/01-14/15 | Proposition de résolution établissant un système 'Fix My STIB' permettant le signalement de défectuosités et problèmes entourant les infrastructures, le mobilier urbain et les véhicules de la STIB. | Proposition rejetée en séance plénière du 20/11/2015 |
| A-0113/01-14/15 | Proposition d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale. | Proposition rejetée en séance plénière du 20/11/2015 |
| A-0184/01-14/15 | Proposition de résolution relative à la révision de plusieurs formules d'abonnements émis par la Société des Transports Intercommunaux (STIB). | Proposition rejetée en séance plénière du 08/07/2016 |

### – Commission des Affaires économiques et de l'Emploi

| N° | Titre | Vote |
|---|---|---|
| A-0074/01-14/15 | Proposition d'ordonnance visant à instaurer un cadastre des régimes d'emplois de contractuels subventionnés. | Proposition rejetée en séance plénière du 04/03/2016 |
| A-0098/01-14/15 | Proposition d'ordonnance portant création du fonds « Jobs+ ». | Proposition rejetée en séance plénière du 08/07/2016 |
| A-0119/01-14/15 | Proposition d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi. | Proposition rejetée en séance plénière du 04/03/2016 |
| A-0218/01-15/16 | Proposition d'ordonnance relative au développement et au financement du fonds économique régional dédié au secteur audiovisuel bruxellois, Bruxellimage. | Proposition rejetée en séance plénière du 04/03/2016 |

### – Commission du Développement territorial

| N° | Titre | Vote |
|---|---|---|
| A-0155/01-14/15 | Proposition de résolution visant à soutenir la candidature de la Région de Bruxelles-Capitale au « Réseau des villes créatives » de l'UNESCO. | Proposition retirée le 23/02/2016 |

## – Commission des Affaires intérieures

| N° | Titre | Vote |
|---|---|---|
| A-0126/01-14/15 | Proposition de résolution concernant la mise en place d'enquêtes de victimation pour la Région de Bruxelles-Capitale. | Proposition rejetée en séance plénière du 18/03/2016 |
| A-0127/01-14/15 | Proposition de résolution pour l'obtention de statistiques policières mensuelles pour la Région de Bruxelles-Capitale. | Proposition rejetée en séance plénière du 18/03/2016 |
| A-0178/01-14/15 | Proposition de résolution demandant la désignation par le Gouvernement d'un commissaire spécial auprès de Vivaqua afin de s'assurer que les décisions opérationnelles, industrielles, stratégiques et commerciales prises par l'intercommunale sont légales et conformes à l'intérêt général. | Proposition rejetée en séance plénière du 15/04/2016 |
| A-0209/01-14/15 | Proposition d'ordonnance modifiant la Nouvelle loi communale relative à l'introduction d'une période d'essai obligatoire pour les grades légaux de secrétaire communal et receveur communal. | Proposition rejetée en séance plénière du 15/04/2016 |
| A-0282/01-15/16 | Proposition de résolution visant à la mise en place d'un monitoring permanent de l'impact des décisions d'autres niveaux de pouvoir sur les finances des communes bruxelloises. | Proposition rejetée en séance plénière du 24/06/2016 |

## – Commission de l'Environnement et de l'Energie

| N° | Titre | Vote |
|---|---|---|
| A-0025/01-S.O. 2014 | Proposition d'ordonnance modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, visant à interdire les abattages rituels sans étourdissement. | Proposition rejetée en séance plénière du 18/03/2016 |
| A-0063/01-14/15 | Proposition d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets en vue de valoriser les restes et invendus alimentaires. | Proposition rejetée en séance plénière du 29/01/2016 |
| A-0071/01-14/15 | Proposition de résolution visant à minimiser l'impact environnemental du chauffage et à assurer la sécurité des installations intérieures de gaz. | Proposition rejetée en séance plénière du 24/06/2016 |
| A-0096/01-14/15 | Proposition d'ordonnance visant à instaurer une charge environnementale sur l'émission de champs électromagnétiques et portant création du Fonds de prévention des risques sanitaires liés à l'exposition aux ondes électromagnétiques. | Proposition rejetée en séance plénière du 24/06/2016 |
| A-0107/01-14/15 | Proposition de résolution relative à l'instauration de zones basses émissions permanentes en Région de Bruxelles-Capitale. | Proposition rejetée en séance plénière du 29/01/2016 |
| A-0115/01-14/15 | Proposition de résolution relative au régime de collecte des déchets. | Proposition rejetée en séance plénière du 29/01/2016 |
| A-0125/01-14/15 | Proposition d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie. | Proposition rejetée en séance plénière du 18/03/2016 |

| | | |
|---|---|---|
| A-0132/01-14/15 | Proposition de résolution visant à encourager et coordonner les efforts des communes dans le contrôle des naissances et la gestion des soins à apporter aux chats harets en Région de Bruxelles-Capitale. | Proposition rejetée en séance plénière du 27/05/2016 |
| A-0152/01-14/15 | Proposition de résolution visant à encourager les communes à mener des actions de sensibilisation, en concertation avec la Région, aux meilleures pratiques de précaution en matière de nourrissage des renards. | Proposition rejetée en séance plénière du 27/05/2016 |
| A-0153/01-14/15 | Proposition de résolution demandant la réalisation d'une étude épidémiologique concernant les effets des particules ultrafines sur les Bruxellois. | Proposition rejetée en séance plénière du 18/03/2016 |
| A-0290/01-15/16 | Proposition de résolution relative à l'implantation de lignes électriques à haute tension en Région de Bruxelles-Capitale. | Proposition rejetée en séance plénière du 24/06/2016 |
| A-0292/01-15/16 | Proposition d'ordonnance relative à la protection de l'environnement contre les effets nocifs provoqués par les ondes magnétiques émises par les câbles haute tension. | Proposition rejetée en séance plénière du 24/06/2016 |

### – Commission chargée des Affaires européennes

| N° | Titre | Vote |
|---|---|---|
| A-0150/01-14/15 | Proposition de résolution relative au projet de traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, l'Accord Economique et Commercial Global (AECG/CETA). | Proposition devenue sans objet le 08/07/2016 |
| A-0151/01-14/15 | Proposition de résolution relative à l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (CETA). | Proposition devenue sans objet le 08/07/2016 |

## ARCCC

### – Commission des Affaires sociales

| N° | Titre | Vote |
|---|---|---|
| B-0025/01-14/15 | Proposition d'ordonnance modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale afin d'élargir les hypothèses d'un congé pour empêchement par un membre du conseil de l'action sociale. | Proposition rejetée en séance plénière du 19/05/2016 |
| B-0016/01-14/15 | Proposition d'ordonnance portant création d'un contrat bruxellois d'intégration civique. | Proposition rejetée en séance plénière du 04/03/2016 |

# LE PERSONNEL

## 1. Services

Les services constituent le Greffe et sont communs au Parlement régional et à l'Assemblée réunie; ils sont dirigés par le greffier. Celui-ci est assisté et, en cas de nécessité, remplacé par le greffier adjoint. Le greffier et le greffier adjoint doivent appartenir à des rôles linguistiques différents et connaître suffisamment l'autre langue nationale.

Le greffier, nommé par le Parlement a rang de secrétaire général, exécute les décisions du Parlement. Au nom du Bureau, il tient les archives du Parlement et a autorité sur le personnel.
Il assiste aux séances du parlement et aux réunions du Bureau et du Bureau élargi, et conseille le président et les députés sur l'interprétation des règles et de la jurisprudence parlementaires.

**Services** (rue du Chêne, 22)
Adresse postale: Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 1005 Bruxelles
Téléphone: 02 549 62 11 - Télécopieur: 02 549 62 12
Courriel: *greffe@parlement.brussels*

**Secrétaire général (greffier)**
M. Patrick Vanleemputten
Téléphone: 02 549 62 97 - Télécopieur: 02 549 62 12
Courriel: greffe@parlement.brussels

**Directeur général (greffier adjoint)**
M. Michel Beerlandt
Téléphone: 02 549 63 64 - Télécopieur: 02 549 62 12
Courriel: *greffe@parlement.brussels*
Les services sont composés du Secrétariat général et des directions Personnel & Finances, des services législatifs, des comptes rendus, Infrastructure & logistique.

## Secrétariat général

Le secrétariat général comprend le secrétariat du greffier et du greffier adjoint et les services du Secrétariat général: services juridique, des relations publiques et internationales, de l'informatique, de la prévention et des archives.

***Service juridique***: ce service, créé récemment, gère essentiellement le secrétariat de la Commission bruxelloise de contrôle. À terme, il gérera également le contentieux, et fournira une assistance juridique interne à l'ensemble des services du Parlement.
Chef de service: Mme Magali Cornelissen (attachée), secrétaire de la Commission de contrôle bruxelloise
Secrétariat: téléphone: 02 549 63 65 courriel: *greffe@parlement.brussels*

***Relations publiques et internationales***: est en charge du protocole, des relations avec la presse, de l'accréditation des journalistes officiels, des relations internationales, des passeports internationaux, des réceptions, etc.
Chef de service: Mme Dominique Desprechins (première conseillère)
Secrétariat: téléphone: 02 549 62 04 -
Courriel: *relationspubliques@parlement.brussels*

***Service de l'informatique:*** assure l'assistance du personnel à l'utilisation du matériel et des logiciels, achète les nouveaux matériels et logiciels, analyse et programme des applications, gère le réseau, assure les formations spécialisées, ...
Chef de service: M. Emmanuel Willems (premier conseiller)
Téléphone: 02 549 64 21 - courriel: *informatique@parlement.brussels*

***Service de la prévention:*** ce service, créé récemment, gère tous les aspects de la prévention et de la protection au travail pour les services du Parlement, ce service est en cours de création. Ce service excerce ses fonctions en collaboration avec le Comité de Prévention et de Protection au Travail (CPPT). Ce Comité, composé paritairement, traite les différents aspects relatifs au bien-être et à la sécurité des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.
Conseiller de prévention f.f.: M Yves Clocquet de Blauwe
Secrétariat: téléphone: 02 549 63 65 courriel: *prevention@parlement.brussels*

***Service des archives:*** ce service est en cours de création et sera en charge de toute la gestion des archives du Parlement.

Directeur: M. Michel Beerlandt (Directeur-général)
Secrétariat: téléphone: 02 549 63 65 courriel: *greffe@parlement.brussels*

## Direction Personnel & Finances

***Service Députés & Personnel :*** en charge du calcul et de la liquidation des salaires et indemnités des députés, des membres du personnel des services permanents, des collaborateurs de la présidence et de la première vice-présidence et de la seule liquidation des salaires des collaborateurs individuels des députés et des collaborateurs des groupes politiques ainsi que de la distribution des chèques-repas qui leurs sont octroyés. Il s'occupe également des charges fiscales et sociales, des assurances, du service social, des cours et des formations,...

Chef de service : Mme Clémence Dejonckheere (conseillère adjointe)

***Anciens députés***: responsable du calcul et de la liquidation des pensions de retraite aux anciens députés à charge de l'ASBL Caisse de retraite.

Chef de service : M. Luc De Vos (conseiller de direction)

***Service des Finances et comptabilité***: établit le budget et effectue les contrôles budgétaires et les ajustements du budget du Parlement, exécute les paiements, recouvre les recettes, gère la trésorerie, établit les comptes annuels, ...

Chef de service : M. Thierry Brassinne (conseiller de direction)

Directeur : M. Dirk Lichtert (directeur d'administration)

Contacts :

Secrétariat : 02 549 62 02

Députés & Personnel : *personnel@parlement.brussels*

Finances et comptabilité : *comptabilite@parlement.brussels*

Anciens députés : *caissederetraite@parlement.brussels*

## Direction des services législatifs

***Séances plénières***: établit l'ordre du jour des séances plénières conformément aux décisions du Bureau élargi, les guides du président, gère les amendements, les interpellations, les questions orales et écrites.

Chef de service : Mme Catherine Van Loo (conseillère)

***Commissions et études***: prépare les réunions de commissions et en rédige les procès-verbaux.

Chef de service : M. Jacques Ponjée (premier conseiller)

***Données législatives et documentation***: gère entre autres la bibliothèque, les documents parlementaires, la mise à jour du site internet.
Chef de service: M. Stéphane Vansantvoet (conseiller adjoint )

***Affaires européennes***: chargé entre autre du suivi de la procédure de contrôle du respect du principe de subsidiarité par les projets d'actes législatifs européens, du suivi des activités du parlement bruxellois au sein de la Conférence des assemblées législatives régionales de l'Union européenne (CALRE) et de la coopération interparlementaire avec le parlement européen.
Chef de service: M. Ludwick Kurzeja (conseiller adjoint)

*Traduction vers le néerlandais*
Chef de service: M. Mario Demesmaeker (conseiller de direction)

*Traduction vers le français*
Chef de service: Mme Marie Pochet (première conseillère)

Directeur: M. Jean-Luc Robert (directeur d'administration)
Contacts:
Secrétariat: 02 549 62 86
Séances plénières: *seancesplenieres@parlement.brussels*
Commissions & études: *commissions@parlement.brussels*
Données législatives et documentation: *documentation@parlement.brussels*
Traduction vers le néerlandais: *traductionfr@parlement.brussels*
Traduction vers le français: *traductionnl@parlement.brussels*

## Direction Infrastructure & Logistique

***Service Infrastructure:*** gère la rénovation et l'entretien des bâtiments, ainsi que l'URE (utilisation rationnelle de l'énergie) et les installations électriques, sanitaires et de sécurité, le chauffage, les installations de téléphonie, les fax, les photocopieuses, les installations de vote,...
Chef de service: Mme Valentine Gilbert (conseillère adjointe)

***Gestion administrative :*** gère l'équipement (meubles, œuvres d'art,...) dans les locaux, les dossiers administratifs de la gestion des bâtiments (assurances, impôts, ...), établit les bons de commande, gère les réservations des salles de réunion, le suivi des commandes, les abonnements STIB/MTB, les plaques P, les parkings, l'inventaire, les listes téléphoniques.

Chef de service : M. Alain De Bock (conseiller)

***Logistique***: Il s'agit des huissiers, de l'économat, de la téléphonie, de l'accueil, de l'expédition, de la cuisine et du garage.

Chef de service : M. Benjamin Desaive (conseiller)

Directrice : Mme Joëlle Rosenoër (directrice d'administration)

**Contacts :**

Secrétariat : 02 549 62 38

Service Infrastructure : servicetechnique@parlement.brussels

Gestion administrative : *gestionadministrative@parlement.brussels*

Economat : *economat@parlement.brussels*

Expédition & imprimerie : *expedition@parlement.brussels*

Ecolabel : ecolabel@parlement.brussels

## Direction des comptes rendus

Cette direction est chargée de la rédaction du compte rendu intégral des débats en séance plénière et des réunions de commission au cours desquelles sont examinées des interpellations et des questions orales. Elle assure ensuite la traduction résumée des interventions, la mise en page des comptes rendus et leur publication sur le site internet du parlement bruxellois.

Directrice : Mme Anne Van Asbroeck (directrice d'administration)

**Contact :**

Secrétariat : 02 549 68 02

criv@parlement.brussels

## • Répartition des membres du personnel

**Par niveau :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Niveau A | 48 | 29 hommes : 60,41 % | 19 Femmes : 39,59 % |
| Niveau B 1 | 20 | 7 hommes : 35 % | 13 Femmes : 65 % |
| Niveau B 2 | 8 | 3 hommes : 37,5 % | 5 Femmes : 62,5 % |
| Niveau C | 52 | 30 hommes : 57,69 % | 22 Femmes : 42,31 % |
| **Total** | **128(*)** | **69 hommes : 53,91 %** | **59 femmes : 46,09 %** |

**Par sexe :** Hommes : 69 (53,91 %) - Femmes : 59 (46,09 %)

**Régime de travail :**

| (*) | 100 % | 90 % | 80 % | 70 % | 60 % | 50 % | 40 % | 33 % | 0 % | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 81 | 8 | 13 | 0 | 2 | 18 | 0 | 1 | 5 | 128 |

**Par âge :**

| Tranche d'âge | Nombre |
|---|---|
| 20 < A ≤ 30 | 1 |
| 30 < A ≤ 40 | 16 |
| 40 < A ≤ 50 | 42 |
| 50 < A ≤ 60 | 57 |
| 60 < A | 12 |
| | 128 |

L'âge moyen des membres du personnel est de 50 ans.

## • Les membres du personnel suivants ont quitté le Parlement en 2015-2016

- M. Jean-Pierre Cornelissen (rédacteur en chef) est pensionné depuis le 1er juin 2016 ;
- M. Jan Pieter Verdoodt (premier huissier) est pensionné depuis le 1er juin 2016 ;
- M. Luc De Vos (conseiller de direction) est pensionné depuis le 1er novembre 2016.

## • Les personnes suivantes ont rejoint les services du Parlement en 2015-2016

- M. Baptiste Glorieux a été nommé à l'essai le 5 janvier 2016 en qualité d'attaché à la direction Personnel & Finances, service Députés & personnel;
- Mme Magali Cornelissen a été nommée à l'essai le 18 janvier 2016 en qualité d'attachée au Secrétariat général, service juridique;
- M. Olivier Hendrickx a été nommé à l'essai le 1er juin 2016 en qualité d'huissier à la direction Infrastructure & logistique, service accueil et assistance logistique;
- Mme Dominique Buurke a été nommée à l'essai le 1er octobre 2016 en qualité d'attachée à mi-temps à la direction des Comptes rendus, service de rédaction-traduction en néerlandais.

## • Membres du personnel temporaires

- Mme Els Brems est désignée depuis le 1er octobre 2015 en qualité de rédactrice-traductrice temporaire à la direction des Comptes-rendus ;
- Mme Sandra Noben est désignée depuis le 18 novembre 2014 en qualité de rédactrice-traductrice temporaire à la direction des Comptes-rendus ;
- Mme Lydia De Braekeleer est désignée depuis le 20 avril 2015 en qualité d'huissière temporaire à la direction Infrastructure & logistique ;
- Mme Muriel Renders est désignée depuis le 18 janvier 2016 en qualité de commis-dactylographe temporaire à la direction Personnel & Finances, service Députés & personnel;
- Mme Michèle Verheyen est désignée depuis le 18 janvier 2016 en qualité de commis-dactylographe temporaire au Secrétariat Général, service des relations publiques;
- Mme Berlinde Deppe est désignée depuis le 15 septembre 2016 en qualité de traductrice temporaire à mi-temps à la direction des Services législatifs, service traduction vers le néerlandais;
- M. Abdou Gueye est désigné depuis le 1er octobre 2016 en qualité de technicien temporaire au Secrétariat Général, service de l'informatique;
- M. Karsten Habay est désigné depuis le 1er octobre 2016 en qualité d'assistant temporaire au Secrétariat Général, service de l'informatique ;
- M. Lilo Pace a été désigné en qualité d'ouvrier temporaire à la direction à la direction Infrastructure & logistique du 23 juin 2016 au 31 octobre 2016.

## • Le cabinet de la présidence et de la première vice-présidence

**Contacts:**

**Cabinet de la présidente –** M. Charles Picqué

Directeur de cabinet: M. Olivier Pirotte

Téléphone: 02 549 63 31 - Télécopieur: 02 549 63 35

Courriel: *presidence@parlement.brussels*

**Cabinet du premier vice-président** – M. Fouad Ahidar

Directeur de cabinet: M. Wim Smet (mi-temps) – Mme Saliha Raiss (mi-temps)

Téléphone: 02 549 63 42 - Télécopieur: 02 549 63 50

Courriel: *fahidar@parlement.brussels*

## • Le Conseil de direction

**Composition:**

M. Patrick Vanleemputten, greffier

M. Michel Beerlandt, greffier adjoint

Mmes Anne Van Asbroeck, Joëlle Rosenoer et MM. Jean-Luc Robert, Dirk Lichtert, directeurs d'administration

## • Le Comité du personnel

**Composition:**

M. Laurent Lefèvre, président

Mme Peggy De Cock, vice-présidente

M. Benjamin Desaive, secrétaire

Mme Carine Carpentier

M. Sergio Ascaride

M. Bienne Baron

M. Didier Bastin

M. Michel Lenoir

Mme Sophie Dumoulin

Le ***conseil de direction*** doit être consulté et émettre un avis dans les cas prévus par le statut du personnel et il peut émettre un avis sur les propositions des autorités du parlement relatives au statut du personnel ou à une catégorie de personnel, ainsi que sur les propositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

Le ***comité du personnel*** représente les intérêts du personnel auprès des autorités du parlement et assure le contact entre les autorités du parlement et le personnel. Il doit être consulté et émettre un avis dans les cas prévus par le statut du personnel et il peut porter à la connaissance des autorités du parlement toute difficulté d'ordre général relative à l'application et à l'interprétation du statut du personnel ; il peut être consulté sur toute difficulté de cette nature.

Il peut soumettre des avis et des suggestions aux autorités du parlement sur l'organisation et le fonctionnement des services, sur le bien-être au travail au sens des lois et arrêtés applicables en la matière et en général sur les conditions de travail du personnel, à l'exclusion des promotions et des procédures disciplinaires.

Le ***Comité pour la Prévention*** et la Protection au Travail a été installé le 30 mars 2015 et a pour mission principale de dépister, de proposer tous les moyens et de contribuer activement à tout ce qui est mis en œuvre pour promouvoir le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, conformément à la loi relative au bien-être des travailleurs du 04/08/1996, au Règlement général pour la protection du travail (RGPT) et au Code du bien-être au travail.

**Le Comité est composé de :**

- M. Patrick Vanleemputten, Président, Secrétaire général,
- M^mes^ et MM. Joëlle Rosenoër, Anne Van Asbroeck, Dirk Lichtert, Michel Beerlandt, délégués effectifs, remplacés en cas d'absence par MM. Jean-Luc Robert ou Mario Demesmaeker, suppléants ;
- M^me^ et MM. Peggy De Cock, Luc De Vos, Benjamin Desaive, Vincent Demarteau, Laurent Lefèvre, délégués effectifs du personnel remplacés en cas d'absence par M^mes^ Sophie Dumoulin, Bienne Baron ou MM. Jean-Pierre Cornelissen, Michel Lenoir, suppléants ;
- M. Yves Clocquet de Blauwe, secrétaire, conseiller en prévention du service interne de prévention et de protection du travail.